UNION AFRICAINE
BUREAU INTERAFRICAIN
DES RESSOURCES ANIMALES

LIVE2AFRICA
Sustainable Development of Livestock for Livelihoods in Africa

EUROPEAN UNION

"LIVE2AFRICA : SOUTIEN PANAFRICAIN AU BUREAU INTERAFRICAIN DES RESSOURCES ANIMALES DE L'UNION AFRICAINE POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'ELEVAGE COMME MOYENS DE SUBSISTANCE EN AFRIQUE"

PANAF/2016/379-702



RAPPORT TECHNIQUE DETAILLE DE JANVIER 2020 – MAI 2021

AVERTISSEMENT

L'utilisation équitable de ces informations est encouragée. Une citation appropriée est demandée. Le Bureau Interafricain des Ressources Animales (UA-BIRA) n'accepte aucune responsabilité en cas d'interprétation erronée et/ou d'utilisation abusive des informations fournies. UA-BIRA décline toutes les garanties et les conditions expresses et implicites de quelque nature que ce soit découlant de la loi ou de toute autre loi en ce qui concerne le contenu et l'utilisation du rapport, y compris, sans limitation, les garanties de qualité marchande ou d'adéquation à un usage particulier, ou la garantie quant à la qualité, l'exactitude ou la fiabilité du rapport. L'UA-BIRA n'assume aucune responsabilité envers les utilisateurs ou tout tiers pour les conséquences de toutes erreurs ou omissions.

Le contenu de ce rapport relève de la seule responsabilité de l'UA-BIRA et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les idées de l'Union Européenne (UE) ou des partenaires d'exécution. Les limites et les désignations des entités géographiques et politiques indiquées dans ce rapport n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle par l'Union Africaine (UA).

Citation recommandée

UA-BIRA (2020) : Rapport Technique Détaillé Live2Africa de Janvier 2020 – Mai 2021.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ACRONYMES *v*

RÉSUMÉ *vii*

RAPPORT DETAILLE *vii*

RAPPORT FINANCIER SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET *x*

PRINCIPAUX DÉFIS ET RECOMMANDATIONS *xi*

CONCLUSION ET VOIE A SUIVRE *xi*

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES ***1***

1.1 Objectif du Rapport du Projet et Contexte *1*

1.2 Résumé du Projet : *3*

1.3 Structure du Rapport *5*

2. PROGRÈS DANS LA MISE EN ŒUVRE DES RÉSULTATS DE LIVE2AFRICA ***5***

RÉSULTAT DE LA SECTION 1 : LES INVESTISSEMENTS DANS LES CHAÎNES DE VALEURS DE L'ÉLEVAGE SONT AUGMENTES *5*

Résultat 1.1 La CV de l'élevage prioritaire et prometteuse présentée. *5*

RÉSULTATS DE LA SECTION 2 : AMÉLIORATION DES SERVICES DE SANTÉ ANIMALE *19*

Résultat 2.1 Renforcement de la Performance des Services Vétérinaires (PVS) *19*

Résultat 2.2 Renforcement des capacités de coordination et de mise en œuvre de services intégrés de santé animale de qualité *23*

RESULTAT DE LA SECTION 3 : PRODUCTION ANIMALE, PRODUCTIVITE ET SYSTEMES DE GESTION DE L'ECOSYSTEME SONT CONSOLIDES *25*

Résultats 3.1 Le potentiel et les performances génétiques des animaux améliorés et le soutien aux stratégies de reproduction accru *25*

Résultat 3.3 L'accès à des aliments et à de l'eau de qualité a été amélioré *28*

RÉSULTAT DE LA SECTION 4 : RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES DE PRODUCTION ANIMALE *28*

Résultat 4.1 Renforcement des Systèmes d'Alerte Précoce pour l'Elevage (SAPIE) *28*

Résultat 4.2 Amélioration de la Gestion des Risques de Catastrophes (GRC). *29*

RESULTAT 5 : L'ADOPTION DE TECHNOLOGIES DANS LES CVRE A AUGMENTÉ *30*

Résultat 5.1 : Adoption de technologies modernes pour améliorer la production, la productivité, la valeur ajoutée et la compétitivité a été publié *30*

Résultat 5.2 Amélioration des connaissances sur les ressources animales *37*

RESULTAT DE LA SECTION 6 : ACCESS AUX INTRANTS, SERVICES, MARCHES ET SYSTEMES DE VALEURS AJOUTEE AMELIORES *38*
Résultat 6.1 : Les systèmes d'information harmonisés sur la commercialisation de l'élevage ont été présentés *38*
Résultat 6.2 : Réduction des pertes post-récolte *39*
Résultat 6.3 : Accès élargi à des intrants et services de qualité et abordables *39*

RESULTAT DE LA SECTION 7 : LES CAPACITES CONTINENTALES DE L'UA- BIRA ONT ETE RNFORCEES *40*
Résultat 7.1 Renforcement des capacités de coordination des projets 40

QUESTIONS TRANSVERSALES ***41***

LE GENRE ET LES JEUNES ***41***

LE CONTRÔLE ET L'ÉVALUATION ***41***

GESTION DES CONNAISSANCES, COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET VISIBILITÉ ***42***

DEFIS ET RECOMMENDATIONS ***45***
Défis *45*
Recommandations *45*

CONCLUSION ET VOIE A SUIVRE ***46***

ANNEXES ***48***
ANNEXE 1 : RAPPORT SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES INDICATEURS JUSQU'AU 28 MAI 2021 *48*
ANNEXE 2: ADAPTATION DU PROJETLIVE2AFRICA TOUT AU LONG DES REQUETES ET APPROBATIONS DEL'AVENANT *54*
ANNEXE 3 : ILLUSTRATION DIAGRAMMATIQUE DE L'INTEGRATION DES ACTIVITES DE LA CHAINE DE VALEURS DE L'ELEVAGE REGIONAL ET AUTRES ACTIVITES SYSTEMIQUES DE RENFORCEMENT DE CAPACITES DU PROJET LIVE2AFRICA DANS CHAQUE CER *60*

LISTE DES ACRONYMES

2A2E-V	Association Africaine des Etablissements d'Enseignement Vétérinaire
2AOSV	Association Africaine des Organismes Statutaires Vétérinaires
ACP	États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
RIEAA	Réseau d'Incubateurs d'Entreprises Agricoles en Afrique
AFAO	Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest
AANQAA	Association Africaine des Normes de Qualité des Aliments pour Animaux
RZ	Ressources Zoo génétiques
UA-BIRA	Union Africaine – Bureau Interafricain des Ressources Animales
UA	Union Africaine
AWARFA-N	Réseau des Femmes Africaines dans l'Agriculture et l'Agrobusiness dans les Ressources Animales
RIJAEPA	Réseau des Incubateurs de la Jeunesse Africaine dans l'Elevage, la Pêche et l'Aquaculture
PDDAA	Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine
CCM-RA	Centres de Contrôle des Maladies- Résistance aux Antimicrobiens
CCM	Centres de Contrôle des maladies
CCRDAS	Centre de Coordination de la Recherche et du Développement Agricoles pour L'Afrique Australe
COMESA	Marché Commun pour l'Afrique Orientale et Australe
VEC	Vétérinaire(s) En Chef
GRC	Gestion des Risques de Catastrophe
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est
CEEAC	Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale
CEDEAO	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
UE	Union Européenne
FAO	Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture
FETV	Formation en Epidémiologie de Terrain pour les Vétérinaires
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
IGAD	Autorité Intergouvernementale pour le Développement
ILRI	Institut International de Recherche sur l'Elevage
OSPI	Outil de Suivi des Performances des Indicateurs
SAPB	Système d'Alerte Précoce pour le Bétail
SDEA	Stratégie de Développement de l'Elevage pour l'Afrique
CVE	Chaîne de Valeur de l'Elevage
C&E	Contrôle et Evaluation
EM	Etat Membre
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
SVN	Services Vétérinaires Nationaux
OFAB	Forum Ouvert sur la Biotechnologie Agricole
PPR	Peste des Petits Ruminants
CPP	Comité de Pilotage du Programme
PVS	Performance des Services Vétérinaires
ERQ	Évaluation des Risques de Qualité
CER	Communauté Economique Régionale
Mission SAR	Mission de Suivi Axée sur les Résultats

PRITI	Pôles Régionaux d'Incubation de Technologie et d'Innovation
CDAA	Communauté de Développement de l'Afrique Australe
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMPSSA	Projet Méthodes et des Procédures Standards en Santé Animale
SMSC	Surveillance des Maladies Sensibles au Commerce
SWOT	Forces et Faiblesses, Opportunités et Menaces
TR	Termes de Référence
UMA	Union du Maghreb Arabe
USAID	Agence des États-Unis pour le Développement International
PALV	Programme d'Appui à la Législation Vétérinaire

RÉSUMÉ

RAPPORT DETAILLE

La période de Rapport de Janvier 2020 à Mai 2021 a été à la fois passionnante, car le Projet Live2Africa est passé à l'adoption d'un Avenant et a déjà commencé à récolter des résultats intéressants et bénéfiques, et très difficile en raison de la perturbation sans précédent de la mise en œuvre par la pandémie de COVID-19.

Le Projet d'Appui Panafricain à l'UA-BIRA pour le Développement Durable de l'Elevage comme Moyens de Subsistance en Afrique (Live2Africa) est mis en œuvre par l'UA-BIRA en Gestion indirecte par le biais d'un Accord de Contribution avec l'Union Européenne comme une initiative de soutien à la mise en œuvre de la Stratégie de Développement de l'Elevage pour l'Afrique (SDEA) sur 20 ans (2015 - 2035). Le projet a été élaboré sur la base d'un solide argumentaire commercial en faveur de l'investissement dans le secteur de l'élevage en Afrique, comme en témoignent les études et les évaluations récentes.

Suite aux recommandations du Comité de Pilotage du Projet Live2Africa en décembre 2017 et de la Mission de Suivi Orienté vers les Résultats (Mission SOR) commandée par l'Union Européenne en Septembre 2018, le Projet Live2Africa a élaboré et soumis un Avenant (modification/amendement/révision) à la Description du Projet Afrique. L'Avenant a été approuvé par l'UE le 11/06/2020, instituant l'Avenant comme le document de référence officiel guidant la mise en œuvre du Projet Live2Africa. L'Avenant permet de rendre le Projet plus pertinent et plus réactif, d'améliorer son exécution et son efficacité. Pour y parvenir, l'Avenant reste axé sur les 7 Résultats du Projet mais recentre le Projet autour de trois approches primordiales pour une approche plus intégrée qui répond aux besoins ressentis, assure de meilleurs résultats, impacts et construit des structures pour la durabilité. Ces approches sont les suivantes :

i. Donner un élan à la mise en œuvre du SDEA dans les 55 États Membres en renforçant les capacités systémiques[1]
ii. Preuve du concept de la capacité de transformation de l'investissement dans les chaînes de valeurs régionales prioritaires de l'élevage ; et
iii. Faciliter l'engagement et la fonctionnalité des parties prenantes

Le Projet Live2Africa a fait des progrès substantiels vers ces objectifs primordiaux :

i. Des exemples de la capacité systémique critique que le Projet Live2Africa a construit pour la mise en œuvre de la SDEA comprennent :
    - La création d'un paysage favorable à l'augmentation du dialogue sectoriel basé sur les preuves dans le domaine de l'élevage en plaidant pour que les données qui informent le Rapport d'Examen Biennal (REB) du PDDAA, qui est présenté au Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union Africaine, soient désagrégées par secteur.
    - Cela permet aux acteurs du secteur de l'élevage de plaider en faveur d'une augmentation des dépenses du secteur public à la hauteur de la contribution et du potentiel du secteur de l'élevage.

[1] *Le projet Live2Africa définit le Renforcement des Capacités Systémiques comme l'amélioration de l'environnement favorable au niveau du secteur et du système, fondamental pour obtenir les résultats souhaités de l'investissement dans le secteur de l'élevage. Le renforcement des capacités systémiques vise à débloquer et à mieux exploiter le capital humain, institutionnel, financier et naturel pour créer des systèmes plus favorables, coordonnés, fonctionnels et durables qui répondent à l'industrie de l'élevage et aux besoins dynamiques de la société. Les domaines d'intervention comprennent, sans s'y limiter, l'amélioration des cadres politiques, juridiques, réglementaires et institutionnels, la coordination, l'harmonisation, la fourniture, l'information, la communication, la gestion des connaissances et les systèmes de responsabilité mutuelle.*

Le secteur de l'élevage a reçu l'aval du Groupe de Travail du REB pour produire un rapport de plaidoyer afin de souligner les questions sectorielles clés à prendre en compte dans le prochain REB.

- La sensibilisation et le développement des capacités ont suscité un vif intérêt et l'engagement des États Membres à adopter des approches de développement à long terme. Six États Membres sur les onze inclus dans l'initiative pilote visant à renforcer l'inclusion de l'élevage dans les Plans Nationaux d'Investissement Agricole se sont engagés à élaborer des Plans Directeurs pour l'Elevage. En 2015, seuls trois États Membres avaient élaboré des Plans Directeurs d'Elevage.
- Les lignes directrices continentales, alignées sur les normes de l'OIE, ont été élaborées pour les compétences du premier jour pour un nouveau diplômé vétérinaire et approuvées par l'Assemblée Générale de l'Association Africaine des Etablissements d'Enseignement Vétérinaire (2A2E-V). L'initiative visant à actualiser, harmoniser et assurer la qualité de la formation vétérinaire sur le continent Africain a également été approuvée.
- Renforcer la législation Vétérinaire : Trente-six États Membres bénéficient d'un soutien pour réviser leur législation vétérinaire conformément aux normes de l'OIE et pour harmoniser les pratiques au niveau régional sur la base des domaines régionaux prioritaires convenus. Ces engagements témoignent de la volonté d'accroître les investissements dans le domaine vétérinaire.
- Soutien à la CEDEAO pour l'élaboration de ses Stratégies en matière de Santé et de Bien-Etre des Animaux ; de même, certains États Membres ont été aidés à élaborer leurs stratégies, ce qui constitue une déclaration de volonté et un signe précurseur d'investissement dans leur mise en œuvre.
- Un Compendium de plus de 120 technologies et innovations existantes, avec un accent sur les technologies intelligentes du point de vue climatique, compilées, analysées et documentées pour leur viabilité dans le contexte Africain pour être utilisées par les parties prenantes dans les chaînes de valeurs du lait, des viandes rouges, des animaux vivants et de la volaille.
- Organisation de plus de 40 000 acteurs du secteur privé pour renforcer la compétitivité et la capacité commerciale du secteur laitier dans 13 pays d'Afrique Orientale et Australe, en soutenant l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie et du plan d'affaires 2021-2025 de l'Association Laitière d'Afrique Orientale et Australe (ALAOA).
- Renforcement de la capacité de coordination et de mise en réseau critique par le soutien aux réunions régionales des réseaux de santé animale dans quatre régions ; et au niveau bilatéral, soutien à des initiatives telles que la signature d'un Protocole d'Accord (PA) entre le Soudan et l'Éthiopie pour améliorer la surveillance, la prévention et le contrôle des maladies le long de leur frontière commune.

ii. Preuve de Concept de la Capacité de Transformation de l'Investissement dans les Chaînes de Valeurs Régionales Prioritaires de l'Elevage.

- L'Avenant a fourni un cadre pour un partenariat plus significatif et fonctionnel avec les Communautés Economiques Régionales (CER). Les interventions sélectionnées correspondent à des besoins et priorités ressentis et ont une capacité catalytique qui a stimulé la croissance et attiré les investissements des États Membres, des partenaires stratégiques ou des acteurs de la chaîne de valeurs.

- Une analyse diagnostique de la chaîne de valeurs des CVRE sélectionnées a été entreprise, axée sur le renforcement des capacités de chaque région à exploiter ses avantages comparatifs. Malgré la littérature sur l'analyse de la chaîne de valeurs, cette approche régionale fait défaut pour la plupart des six régions.

Exemples de réalisations des activités Phares dans chacune des six Chaînes de Valeurs Régionales de l'Elevage :

- *COMESA :* Le COMESA a été engagé pour renforcer la contribution des six CVRE prioritaires sélectionnées dans la mise en œuvre de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAF). Une analyse approfondie du commerce intra et interrégional dans les CVRE est actuellement en cours et les recommandations des rapports d'analyse devraient permettre de fournir un soutien fondé sur des preuves aux CVRE.
- *CAE :* ALAOA a été soutenu pour développer sa nouvelle Stratégie quinquennale et son Plan d'Affaires qui coordonnera l'organisation de plus de 40 000 acteurs du secteur laitier privé dans la région de l'Afrique Orientale et Australe. La Gouvernance et la capacité de surveillance du Conseil d'Administration de l'ALAOA ont été renforcées et l'ALAOA a été aidée à développer trois notes conceptuelles bancables.
- *CEEAC :* Une analyse de la chaîne de valeurs, une évaluation de la faisabilité et un processus consultatif ont été menés à bien, et un consensus s'est dégagé pour que le Cameroun accueille la Ferme d'Elevage de Grand Parentaux en Afrique Centrale (FEGP-AC), qui renforcera la chaîne d'approvisionnement et réduira la dépendance à l'égard de l'importation des œufs à couver et des œufs de table dans la région. Le processus de passation de marché pour la mise en place de la Ferme d'Elevage de Grand Parentaux est en cours.
- *CEDEAO :* La CEDEAO, en consultation avec les organisateurs de la conférence et l'exposition Aviaire d'Ibadan, planifie l'institutionnalisation de l'événement du secteur avicole en tant que convergence premium régionale et continentale des acteurs du secteur. En raison des restrictions de voyage liées à la Pandémie de COVID-19 en préparation de l'accueil de la Foire Aviaire hybride (virtuelle et physique) inaugurale.
- *IGAD :* Améliorer la coordination régionale en pilotant la mise en œuvre des stratégies existantes pour renforcer l'approvisionnement, la commercialisation et le commerce des animaux vivants et des viandes rouges dans la région avec les approches qui protègent et construisent les moyens de subsistance pastoraux durables et améliorent les avantages commerciaux. Le processus de développement d'un Système d'Identification et de Traçabilité du Bétail (SITB) a commencé par une évaluation des besoins, une formation au développement du système, la conception d'un cadre juridique et la définition d'une stratégie de mise en œuvre pilote pour rendre le SITB fonctionnel dans le contexte régional.
- *SADC :* Le Projet Live2Africa a apporté des contributions significatives pour soutenir l'alignement de la chaîne de valeurs des animaux vivants et des viandes rouges sur l'agenda et la politique industriels régionaux : les initiatives comprennent le développement d'un système de classification et de classement des viandes et des animaux vivants dans la région de la SADC ; Développement d'une analyse de la chaîne de valeurs et d'un outil de cartographie pour les viandes rouges et les animaux vivants CVRE ; le Développement de mécanismes pour renforcer les opérations de Partenariats entre Producteurs Publics et Privés (PPPP) dans les chaînes de valeurs des viandes rouges et des animaux vivants dans la région de la SADC ; et l'Association Régionale des Eleveurs.

- *UMA* : Une analyse de la chaîne de Valeurs a été entreprise et nous travaillons avec l'Égypte, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie pour piloter le développement d'un Système de Gain Génétique Laitier en Afrique du Nord (SGGL-AN) qui nécessite une stratégie et une approche régionales au sein de l'UMA. Les États Membres de la région apportent un financement supplémentaire pour soutenir le SGGL-AN dans leur pays.

iii. Faciliter l'Engagement et la Fonctionnalité des Parties Prenantes
    - Le Projet Live2Africa a soutenu la formulation de Positions Communes Africaines sur les projets de normes de l'OIE pour les réunions des Commissions Spécialisées de l'OIE de 2020 et 2021 et la Session Générale de l'OIE. Le mécanisme de position commune a contribué à promouvoir l'intérêt et l'image du secteur de l'élevage Africain au sein de l'OIE, notamment en changeant de discours pour tenir compte du contexte Africain.
    - De multiples Communautés de Pratique (CP) ont été établies dans le cadre d'une plateforme écosystémique en ligne de l'UA-BIRA pour renforcer le partage des connaissances et l'engagement. La Communauté de Pratique a été construite autour des besoins fonctionnels spécifiques des Associations, tels que le Réseau des Femmes Africaines dans l'Agriculture et l'Agrobusiness des Ressources Animales et le Réseau d'Incubation de la Jeunesse Africaine dans l'Elevage, la Pêche et l'Aquaculture, dont les marchés feront partie intégrante des Plateformes Nationales de Gestion et de Partage des Données sur les Ressources Animales et les Centres Régionaux d'Incubation de la Technologie et de l'Innovation dans le cadre de l'élaboration et, à terme, de la mise en œuvre du Plan Directeur pour l'Elevage au Kenya.
    - Faciliter l'engagement des femmes dans le secteur de l'élevage par le biais du Réseau des Femmes Africaines dans l'Agriculture et l'Agrobusiness des Ressources Animales (AWARFA-N) : une approche combinée du développement institutionnel (enregistrement, lancement de chapitres nationaux et régionaux et renforcement des capacités pour la gouvernance du réseau), l'élaboration de stratégies et de plans d'affaires nationaux et régionaux, la préparation de propositions bancables ciblant des donateurs spécifiques, l'exploration de partenariats stratégiques avec des partenaires techniques (Université de Strathmore) et des partenaires de financement potentiels - engagement de la Banque de Commerce et de Développement. Quatre-vingt-quatorze membres d'AWARFA-N ont renforcé leurs capacités et établi leur profil ; AWARFA-N d'Afrique de l'Est, AWARFA-N du Ghana, de la Zambie et du Zimbabwe ont été lancés, douze autres EM sont en cours de préparation.
    - Suivi et Evaluation : Une étude de base visant à établir les fondements de la mesure des Progrès et de l'impact du Projet Live2Africa a été réalisée, en utilisant une analyse documentaire, des données provenant de bases de données existantes et une collecte par le biais d'une enquête, qui a malheureusement été limitée par le manque de données parmi les parties prenantes. Le tableau de suivi des indicateurs a été mis à jour. D'autres données seront tirées de l'exercice d'analyse de la chaîne de valeurs régionale. Le Rapport de Suivi et d'Evaluation 2020 a été préparé en plus des Rapports de Suivi et d'Evaluation des activités.

RAPPORT FINANCIER SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET

Le budget total du Projet Live2Africa est de 20 000 000 €, dont 19 000 000 € proviennent de l'UE : 18 850 000 € couvrent les principales activités des sept résultats du projet, et 150 000€ sont conservés par

l'UE pour l'évaluation du projet. Un million d'euros provient de la Commission de l'Union Africaine, qui couvre les actions essentielles de supervision et de coordination. L'exécution financière cumulée sur les fonds budgétisés au 28 mai 2021 était la suivante : 56% de la contribution de l'UE ; avec une exécution de 73% sur les fonds disponibles du Transfert de Fonds de l'UE ; 53% de la contribution de l'UA et 56% du Budget Total du Projet.

PRINCIPAUX DÉFIS ET RECOMMANDATIONS

Principaux Défis

- Les restrictions de voyage et les protocoles mis en œuvre pour enrayer la propagation du coronavirus se sont avérés être une perturbation majeure pour le Projet Live2Africa, affectant le taux d'exécution. Le Projet a mené des examens et des réflexions périodiques pour remettre en question les méthodes de travail, assurer la continuité des activités et identifier les approches pour que les interventions du Projet puissent mieux rebondir.
- Le Projet a innové et s'est adapté à la pandémie mais certaines activités nécessitent des réunions en face à face, du travail sur le terrain et une présence physique pour fonctionner de manière optimale, en particulier les visites de contrôle pour la vérification.
- Certaines activités ont été affectées par l'insécurité dans les États Membres.
- Le faible taux de réponse et de participation pour certaines activités menées virtuellement en raison de l'accès et du coût de la connexion Internet.
- Le transfert d'un plus grand nombre d'activités aux États Membres a entraîné une augmentation significative des besoins en services de passation de marchés.

Recommandations Clés

- La sensibilisation et le renforcement des capacités systémiques ont rendu les États Membres et les CER plus conscients des principes et des approches adoptées dans le SDEA, et ont suscité un intérêt et un engagement forts. Cela a suscité un fort intérêt et un engagement de la part des États Membres pour entreprendre les différentes interventions. Cela a stimulé les initiatives et les investissements supplémentaires. Celles-ci devraient être soutenues jusqu'à leur pleine réalisation au profit des acteurs et des bénéficiaires du secteur de l'élevage.
- L'analyse et l'investissement dans les six chaînes de valeurs régionales prioritaires de l'élevage ont mis en évidence l'efficacité des actions catalytiques pour stimuler la croissance et la transformation. D'autres investissements stratégiques sont nécessaires pour assurer le bénéfice total et la durabilité des interventions catalytiques du Projet.

CONCLUSION ET VOIE A SUIVRE

Des résultats substantiels ont été obtenus grâce à la mise en œuvre de l'Avenant Live2Africa, soulignant la valeur de la ré articulation de la Description d'Action du Projet. La première année et demie de mise en œuvre de l'Avenant a permis au Projet de renforcer sa pertinence en répondant à des besoins réels et déclarés, en améliorant l'efficience et l'efficacité et en renforçant le ciblage.

Les domaines fondamentaux développés par le renforcement des capacités systémiques pour une transformation plus organique, à l'échelle du continent et durable ont été intégrés et devraient produire

des bénéfices : une réforme à l'échelle du continent des compétences vétérinaires des diplômés et des programmes d'enseignement supérieur ; une sensibilisation et un soutien qui ont encouragé les États Membres à adopter une planification à long terme par le biais de Plans Directeurs de l'Elevage sur vingt ans ; une désagrégation des données qui favorisera un dialogue sur l'élevage fondé sur des preuves dans le Rapport d'Examen Biennal; des mécanismes de coordination pour des approches régionales plus rigoureuses et harmonisées de la santé animale ; La documentation contextualisée de l'Afrique qui renforce la sensibilisation et la diffusion pour une plus grande adoption des technologies et des innovations existantes dans le secteur de l'élevage ; l'exploitation des associations de parties prenantes établies avec le soutien du projet pour conduire des réformes et renforcer les capacités, l'établissement de communautés de pratique fonctionnelles qui créent des plates-formes de valeur pour le partage de l'information et des connaissances, et la documentation des bases de référence pour le suivi des investissements et des progrès.

Le Projet Live2Africa a créé des partenariats significatifs avec les CER pour un travail catalytique ciblé qui stimule déjà les investissements supplémentaires pour stimuler la croissance et une meilleure fonctionnalité des CVRE. Les meilleures pratiques et les leçons tirées de ce partenariat doivent être documentées. L'analyse diagnostique des CVRE en vue d'une exploitation coordonnée de leurs avantages comparatifs régionaux contribuera à faire en sorte que les valeurs d'élevage prioritaires soient prêtes à bénéficier de l'Accord sur la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (AZLECAF), entre autres contributions à la réalisation de la Déclaration de Malabo.

Cependant, au cours de la période considérée, la pandémie de COVID-19 a sérieusement perturbé la mise en œuvre des activités dans le cadre du Plan de Travail et des délais prévus pour le Projet. Quelques activités stratégiques qui nécessitent un engagement en face à face ont été reportées. Il est donc nécessaire de soutenir le Projet Live2Africa pour compléter les Plans de Travail afin de couvrir toutes les activités prévues.

Pour aller de l'avant, même comme prévu, l'approche de l'Avenant consistant à renforcer les capacités systémiques et à catalyser les chaînes de valeurs régionales prioritaires dans le domaine de l'élevage a suscité un grand intérêt et a attiré des investissements : il s'agit des domaines qui nécessitent un soutien supplémentaire pour que les avantages soient pleinement réalisés et que l'impact soit durable. Il existe des approches, des interventions/résultats, des meilleures pratiques et des leçons apprises qui peuvent être diffusées et utilisées pour informer la reproduction et l'expansion.

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

1.1 Objectif du Rapport du Projet et Contexte

1.1.1 Objectif du Rapport

L'Union Africaine met en œuvre son programme de développement agricole par le biais du Programme Détaillé de Développement Agricole Africain (PDDAA). Cependant, les potentiels inhérents au secteur de l'élevage n'étaient pas bien articulés dans le cadre du PDDAA. Lors de la révision du PDDAA (dans le cadre de la Déclaration de Malabo pour l'Accélération de la Transformation de l'Agriculture, 2014), l'élevage a été reconnu comme un secteur largement inexploité, dans lequel un investissement approprié pourrait donner des résultats substantiels pour réaliser la transformation accélérée souhaitée du Secteur Agricole. Cela a conduit à l'élaboration de la Stratégie de Développement de l'Elevage en Afrique (SDEA 2015 - 2035) qui fournit un cadre pour le suivi et l'évaluation des investissements dans le secteur de l'élevage par rapport aux Objectifs de la Déclaration de Malabo, aux ODD et à la Vision 2063. Le Projet de Développement Durable de l'Elevage comme moyens de subsistance en Afrique (Live2Africa) a été développé comme une initiative de l'UA-BIRA pour la mise en œuvre des composantes continentales de la stratégie SDEA.

Le Projet Live2Africa est mis en œuvre par l'UA-BIRA en Gestion Indirecte par le biais d'un Accord de Contribution entre l'Union Européenne et l'Afrique. Le budget total du Projet est de 20 000 000 € dont 19 000 000 € de l'UE, dont 18 850 000 € couvrent les principales activités dans le cadre des sept résultats du Projet Live2Africa et 150 000 € ont été retenus par l'UE pour l'évaluation du Projet ; et 1 000 000 € de la Commission de l'Union Africaine (CUA) qui couvre les actions critiques de supervision et de coordination. L'exécution financière cumulée sur les fonds budgétisés au 28 Mai 2021 était de 56% sur la contribution de l'UE, 53% sur la contribution de l'UA et 56% du budget total tandis que l'exécution sur les fonds disponibles était de 73%.

Ce Rapport fournit une description des progrès réalisés par rapport aux indicateurs et aux objectifs convenus pour le projet. Une analyse détaillée des progrès réalisés par rapport à chaque indicateur est fournie à l'annexe 1. Le rapport souligne également les éléments clés du rapport d'avancement, les défis et les recommandations.

1.1.2 Contexte du Projet

L'Adoption et l'Alignement sur l'Avenant Approuvé : L'Avenant au Projet Live2Africa (amendement à la Description d'Action du Projet) a été approuvé par l'Union Européenne (UE) le 11/06/2020 instituant l'Avenant comme le document de référence officiel guidant la mise en œuvre du Projet Live2Africa. Depuis lors, le Projet Live2Africa s'est entièrement adapté à l'Avenant, en alignant toutes les activités, les interventions et les dépenses sur la réalisation des produits et des résultats stipulés dans l'Avenant.

Les recommandations relatives à la nécessité d'un amendement de la Description d'Action de Live2Africa proviennent du Comité de Pilotage Inaugural du Projet Live2Africa (CPP) qui s'est réuni en Décembre 2017 et de la Mission de Suivi Axée sur les Résultats (Mission SAR) commandée par l'UE en Septembre 2018. Le CPP et le SAR ont tous deux observé que les activités du Projet Live2Africa étaient alignées sur

la Stratégie de Développement de l'Elevage en Afrique (SDEA) et répondaient aux besoins fondamentaux du secteur de l'élevage en Afrique et étaient donc pertinentes et adaptées au secteur. Cependant, le CPP et le SAR ont recommandé un Avenant en raison du décalage entre la conceptualisation du Projet et le début des activités, rendant certaines activités obsolètes. Le processus de recrutement prolongé a conduit à de faibles taux d'exécution au cours de la première et de la deuxième année du Projet, justifiant une révision des approches pour accélérer les activités et obtenir des gains rapides. Le CPP et le Rapport SAR ont également observé qu'un certain nombre d'approches du Projet entraîneraient des inefficacités et des résultats fragmentés et non durables. Le Rapport du CPP et du SAR a souligné le ciblage inadéquat avec une faible inclusion des groupes critiques, en particulier les femmes et les jeunes et a recommandé la nécessité des méthodes de travail plus ciblées, en particulier au niveau régional avec les Communautés Economiques Régionales (CER) au centre de la mise en œuvre, et de travailler avec les partenaires pour minimiser la duplication des efforts et tirer parti des synergies et des complémentarités afin de créer l'élan nécessaire pour le changement systémique requis et la croissance du secteur de l'élevage.

L'Avenant est également cohérent avec l'objectif du Projet d'intégrer les piliers de la santé, de la production, de la gestion des ressources naturelles, de l'investissement, de la technologie et du marché, conformément à la Stratégie Conjointe Afrique-UE (SCA-UE) et en accord avec les domaines prioritaires de l'"Intégration" et du "Développement Social et Economique" de l'"Agenda 2063" de la CUA. L'Avenant, qui promeut une approche de la chaîne de valeurs ayant un fort potentiel pour conduire le changement et stimuler la mise à l'échelle pour une vaste transformation continentale dans les sous-secteurs de l'élevage, s'aligne sur le Niveau 3 du Cadre Travail des Résultats 2015-2025 du PDDAA en "renforçant les capacités systémiques pour obtenir des résultats" dans le secteur de l'Elevage. L'Avenant renforce les capacités systémiques (paysages favorables) et prend des mesures catalytiques pour stimuler et dynamiser la croissance le long de six chaînes de valeurs régionales de l'élevage (CVRE) prioritaires identifiées : les chaînes de valeurs régionales du Lait en Afrique de l'Est en Afrique du Nord ; les chaînes de valeurs régionales de la Viande et des Animaux Vivants dans la Corne de l'Afrique et en Afrique Australe ; et les chaînes de valeurs régionales de la Volaille en Afrique Centrale et en Afrique de l'Ouest.

Un principe fondamental important est que l'Avenant a maintenu les sept (7) Résultats du Projet Live2Africa et a fourni uniquement les justifications pour les changements au niveau des activités et des lignes budgétaires.

L'Avenant a été approuvé par l'UE le 11/06/2020, instituant l'Avenant comme le document de référence officiel guidant la mise en œuvre du projet Live2Africa. L'Avenant permet un Projet plus pertinent et plus réactif, une meilleure exécution du Projet et une plus grande efficacité. Pour y parvenir, l'Avenant reste axé sur les 7 Résultats du Projet mais recentre le Projet autour de trois approches primordiales pour une approche plus intégrée qui répond aux besoins ressentis, assure de meilleurs résultats, impacts et construit des structures pour la durabilité. Ces approches sont les suivantes :

i. Donner un élan à la mise en œuvre du SDEA dans les 55 États Membres en renforçant les capacités systémiques.
ii. Preuve de concept de la capacité de transformation de l'investissement dans les chaînes de valeurs régionales prioritaires de l'élevage ; et

iii. Faciliter l'engagement et la fonctionnalité des parties prenantes

Une brève synthèse écrite sur "l'Adaptation du projet Live2Africa le Long des Demandes et des Approbations de l'Avenant" qui souligne les principes qui ont guidé la réorientation de la Description d'Action du Projet Live2Africa, l'adaptation globale de l'avenant, l'architecture de mise en œuvre et le cadre de rapport qui faisait partie du rapport "Comment le Projet Live2Africa s'est Adapté à l'Avenant Approuvé et le Statut et l'Avancement de la Mise en Œuvre du Projet" soumis à l'UE le 16 Novembre 2020, peut être trouvé dans l'annexe 2.

L'Adaptation et le Changement des Méthodes de Travail pour Minimiser les Effets Généralisés des Restrictions visant à Contenir la Propagation du COVID-19 : La fin du premier trimestre de 2020 a été perturbée par l'apparition de la pandémie de COVID-19, qui a entraîné une nouvelle normalité et exigé les méthodes de travail différentes pour assurer la continuité des activités tout au long de la période considérée. À la lumière de ces nouveaux défis, le Projet Live2Africa a dû adapter une approche de la Mise en Œuvre du Projet qui a vu le passage d'activités physiques aux niveaux continental et régional à des activités basées dans les États Membres qui pourraient être mises en œuvre dans le cadre des directives nationales de COVID-19. L'utilisation des technologies de l'information sous la forme de réunions virtuelles et d'enquêtes en ligne a été privilégiée. Cette adaptation a permis de poursuivre la mise en œuvre et d'atteindre la plupart des résultats escomptés du Projet.

1.2 Résumé du Projet :

L'objectif global du Projet Live2Africa est de transformer le Secteur Africain de l'Elevage pour une contribution accrue au développement socio-économique durable, résistant au climat et à la croissance équitable. Au cours de la période considérée, le Projet a renforcé les partenariats existants et la collaboration avec les Communautés Economiques Régionales pour répondre aux besoins ressentis et exploiter les avantages comparatifs régionaux afin de stimuler la croissance économique et de réduire l'écart de pauvreté dans les pays Africains, en particulier parmi les communautés dépendantes de l'élevage, et d'accroître la contribution de l'élevage et des produits de l'élevage au commerce intra-Africain, qui s'élève à environ 30%.

Tabl

Titre du Projet	Programme Panafricain Continental de Soutien de l'UE au Développement Durable de l'Elevage comme Moyens de Subsistance en Afrique Projet (Live2Africa)
Numéro du Projet	PANAF/2016/379-702
Période	13 Décembre 2016 - 12 Décembre 2021 La période de mise en œuvre est de 60 mois
Source et Montant du Financement	Accord de Contribution entre l'Union Européenne et l'Union Africaine
	Révision du budget total du projet de 20 000 000,00 euros à 19 850 000 euros (150 000 euros détenus par l'UE pour l'Evaluation) • Contribution de l'UE - 18 850 000 euros • Contribution de l'UA - 1 000 000 d'euros
Objectif Général	Renforcer les Capacités Systémiques des Parties Prenantes du Secteur de l'Elevage au niveau Continental, Régional et National pour une Transformation Ecologiquement et Socialement Durable du Secteur de l'Elevage.
Objectif Spécifique	Renforcer les Capacités Systémiques des Parties Prenantes du Secteur de l'Elevage au niveau Continental, Régional et National pour une Transformation Ecologiquement et Socialement Durable du Secteur de l'Elevage.
Bénéficiaires	Les 55 États Membres de l'Union Africaine - Ministères, propriétaires d'animaux, agriculteurs, négociants, associations et autres acteurs de la chaîne de valeurs par l'amélioration de l'environnement politique et institutionnel et de la prestation de services.
	Sept Communautés Economiques Régionales : le COMESA, la CAE, la CEEAC, la CEDEAO, l'IGAD, la SADC et l'UMA, par l'amélioration des capacités institutionnelles et stratégiques. L'UA-BIRA et les autres institutions techniques de l'UA par l'amélioration de leurs capacités de coordination, de conseil et de soutien.
Résultats	Activités Clés (Note : les Activités Clés ne sont pas modifiées dans l'Avenant ; seules les sous-activités et les Lignes Budgétaires sont modifiées)
Résultat 1 : Augmentation des investissements dans les chaînes de valeurs de l'élevage [CVE].	1.1 Présentation des Chaînes de Valeur de l'Elevage (CVE) prioritaires et prometteuses 1.2 Politiques, Cadres réglementaires et Stratégies pour améliorer les Performances des Chaînes de Valeurs de l'Elevage publiés 1.3 Développement de mesures d'incitation et de mécanismes de financement novateurs pour accroître les investissements dans les Chaînes de Valeur de l'Elevage.
Résultat 2 : Les Services de Prestation de Services de Santé Animale sont améliorés	2.1 Renforcement des Performances et des Compétences Vétérinaires 2.2 Renforcement des capacités de coordination et de mise en œuvre de services de santé animale intégrés et de qualité
Résultat 3 : La Production Animale, la Productivité et la Gestion des Ecosystèmes sont améliorées.	3.1 Amélioration du Potentiel et des Performances Génétiques des Animaux et Soutien aux Stratégies d'Elevage 3.2 Adoption de Meilleures Pratiques Durables de Gestion des Ressources Naturelles (GRN) 3.3 Amélioration de l'Accès à des Aliments et à de l'Eau de Qualité
Résultat 4 : Renforcement de la Résilience des Systèmes de Production Animale.	4.1 Renforcement des Systèmes d'Alerte Précoce pour l'Elevage (SAPE) 4.2 Amélioration de la Gestion des Risques de Catastrophes (GRC)
Résultat 5 : L'adoption des Technologies dans les Chaînes de Valeurs de l'Elevage est accrue	5.1 Promotion de l'adoption de technologies modernes pour améliorer la production, la productivité, la valeur ajoutée et la compétitivité 5.2 Amélioration des Connaissances sur les Ressources Animales
Résultat 6 : L'accès aux résultats, aux services, aux marchés et à la valeur ajoutée est amélioré.	6.1 Présentation de Systèmes d'Information Harmonisés sur la Commercialisation de l'Elevage 6.2 Réduction des Pertes Post-Récolte 6.3 Élargissement de l'Accès à des Intrants et des Services Abordables et de Qualité
Résultat 7 : Les capacités de gestion continentales de l'UA-BIRA sont renforcées	7.1 Promouvoir une Meilleure Conformité dans les Processus Internes Relatifs aux Règles de L'Audit, les règles de Passation de Marchés et de Certification 7.2 Renforcer les Capacités de l'UA-BIRA en matière de TIC

L'objectif spécifique des projets est de renforcer les Capacités Systémiques des Acteurs du secteur de l'élevage au niveau Continental, Régional et National pour une transformation écologiquement et socialement durable du secteur de l'Elevage. Les principales caractéristiques du Projet Live2Africa sont résumées dans le tableau 1.

1.3 Structure du Rapport

Ce Rapport documente la Période de Rapport de Janvier 2020 à Mai 2021, pour chacun des résultats de 1 à 7, en accord avec l'Avenant :

i. Les progrès réalisés par la mise en œuvre des activités et sous-activités, en documentant les actions entreprises, les résultats et les réalisations. En raison de l'approche intégrée, certaines activités sont référencées dans deux ou plusieurs résultats.
ii. Un rapport sur les questions transversales essentielles pour atteindre les résultats souhaités de la mise en œuvre du Projet.
iii. Un Rapport de Suivi et d'Evaluation avec le Tableau de Suivi des Indicateurs mis à jour avec les données de base dans l'annexe 2.
iv. Un Rapport sur la Gestion des Connaissances, la Communication Stratégique et la Visibilité
v. Un résumé des défis rencontrés dans la mise en œuvre
vi. Les recommandations découlant de l'apprentissage et des meilleures pratiques au cours de la période de référence ; et
vii. Une Conclusion et la Voie à Suivre

2. PROGRÈS DANS LA MISE EN ŒUVRE DES RÉSULTATS DE LIVE2AFRICA

Cette section fournit un rapport sur les progrès vers la réalisation des résultats grâce à la mise en œuvre des activités de projet approuvées.

RÉSULTAT DE LA SECTION 1 : LES INVESTISSEMENTS DANS LES CHAÎNES DE VALEURS DE L'ÉLEVAGE SONT AUGMENTES

Résultat 1.1 La CV de l'élevage prioritaire et prometteuse présentée.

1.1.1 Cartographier les CVE prioritaires et prometteuses sur la base d'une analyse complète et factuelle de la chaîne de valeurs ; L'exercice d'inventaire consultatif qui a suivi l'exercice de hiérarchisation a révélé que bien qu'un certain travail ait été entrepris pour documenter les chaînes de valeurs dans les États Membres des différentes régions, il y avait généralement un manque de littérature et de compréhension des perspectives régionales à l'exception de certaines régions, notamment la CAE et l'IGAD. Même ici, il y avait une lacune d'entreprendre l'analyse de la chaîne de valeurs dans la possibilité pour les États Membres d'exploiter les avantages comparatifs régionaux de manière coordonnée, dans le cadre de l'Accord de Libre-Echange Continental Africain.

COMESA : Le COMESA a été engagé pour soutenir les six chaînes de valeurs régionales de l'élevage (CVRE) prioritaires sélectionnées pour la mise en œuvre de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAF). Le Projet Live2Africa est à un stade avancé de la commande d'études pour mieux comprendre les problèmes commerciaux intra et interrégionaux pour chacune des CVRE en relation avec la ZLECAF. Les réunions de lancement se tiendront conjointement entre le COMESA, le Projet Live2Africa et chacune des CER partenaires des six CVRE.

CAE : La CAE possède le plus grand secteur laitier du continent Africain mais il est fragmenté et ne s'appuie pas, de manière stratégique sur les avantages comparatifs régionaux. Les guerres du lait entre le Kenya et l'Ouganda, qui ont conduit le Kenya à interdire le lait Ougandais qui avait capturé 16 % du marché du Kenya et la contre action de l'Ouganda augmentant la taxe sur le son destiné à l'alimentation animale exporté au Kenya pour l'alimentation animale, illustrent la nécessité d'une plus grande approche stratégique et régionale du développement de la CVRE et de l'industrie dans la région. La région de la CAE a la possibilité de se positionner au mieux en tant que région laitière la plus compétitive dans le cadre de la ZLECAF, mais il n'y a pas de politique et de stratégie laitières régionales, pour guider les actions nationales et régionales collectives pour un secteur compétitif qui peut augmenter et engager durablement le commerce intra et inter régional.

Les consultants régionaux et nationaux ont été identifiés par le biais d'un processus compétitif pour entreprendre une étude régionale visant à développer une stratégie pour créer une industrie laitière régionale compétitive. Les outils provisoires pour l'analyse de la chaîne de valeurs sont déjà développés. Le processus de démarrage sera un engagement conjoint entre la CAE, le Projet Live2Africa et les Consultants. Ensuite, les consultants entreprendront un examen approfondi de la littérature, étant donné l'existence d'un certain nombre d'études sur l'analyse de la chaîne de valeurs dans les États Membres, et identifieront les lacunes. Ils mèneront ensuite une consultation afin de dégager les perspectives régionales pour renforcer la compétitivité de la chaîne de valeurs laitière régionale dans le but d'informer la formulation d'une stratégie régionale et de plans d'action nationaux et régionaux. La composante commerciale sera menée conjointement avec le COMESA.

CEEAC : [Référence croisée avec 3.3.1] Dans le cadre du processus de mise en place de la Ferme d'Elevage de Grand Parentaux en Afrique Centrale (FEGP-AC), une Consultation pour l'évaluation de l'état de la Chaîne de Valeurs prioritaire de la Volaille et des Œufs (CVPVO) et la faisabilité de la mise en place de la FEGP-AC (Ferme d'Elevage de Grand Parentaux en Afrique Centrale) a été entreprise dans une partie de la région. L'étude a recommandé l'établissement de la FEGP-AC régionale au Cameroun. Une analyse plus complète de la chaîne de valeurs régionale qui couvrira à la fois les œufs et les viandes de tous les États Membres de la CEEAC est en cours.

CEDEAO : La revue PACEAO 2015 a montré que la volaille a enregistré la plus forte croissance du secteur de l'élevage dans la région de la CEDEAO entre 2005 et 2015, mais il n'existe pas de politique et de stratégie pour le développement du secteur de la volaille dans la région de l'Afrique de l'Ouest. L'Exercice d'Inventaire du Projet Live2Africa a montré qu'il y a un manque de littérature sur la chaîne de valeurs avicole régionale de la CEDEAO. La CEDEAO a développé le cadre conceptuel pour l'analyse de la chaîne

de valeurs régionale afin de couvrir les 15 États Membres pour alimenter une analyse régionale comme base pour le développement de la stratégie. Le Projet a développé et annoncé l'appel à propositions de consultants, qui est à un stade avancé. Les Projets d'outils ont été élaborés et un atelier de lancement est prévu en Juin 2021. La composante commerciale sera menée conjointement avec le COMESA afin de fournir une perspective sur la façon dont la CEDEAO peut bénéficier de la ZLECAF.

IGAD : [Référence croisée avec 1.1.2.4] Un certain nombre d'études d'analyse de la chaîne de valeurs ont déjà été entreprises sur la chaîne de valeurs de la viande rouge et des animaux vivants dans la région de l'IGAD, donc l'analyse de la CVRE a été commandée du point de vue de la synthèse du rapport national et de l'examen critique de toute étude régionale existante en vue de renforcer la compréhension de la CVRE et l'alignement sur l'Accord de la ZLECAF.

SADC : [Référence croisée avec 1.1.2.4] La région de l'Afrique Australe est un moteur clé notable des chaînes de valeurs des viandes rouge et des animaux vivants (CVVRAV), à la fois comme fournisseur d'intrants et comme marché de destination pour les exportations. En ce qui concerne l'amélioration de l'efficacité des chaînes de valeurs des animaux CVVRAV, la région a progressé dans les actions visant à développer un outil de cartographie de l'analyse de la chaîne de valeurs, à renforcer les mécanismes PPPP, à harmoniser les systèmes de classification régionaux et à améliorer les mesures de biosécurité.

UMA : [Référence croisée avec 3.3.1] Afin de mettre en œuvre les actions/interventions stratégiques de la Chaîne de Valeurs Régionale de l'Elevage Laitier (CVREL) dans la région de l'Afrique du Nord (États Membres de l'UMA + Égypte), une étude intitulée "Évaluation du statut de la Chaîne de Valeurs de l'Elevage Laitier en Afrique du Nord et le développement d'une feuille de route pour la mise en œuvre du Système de Gain Génétique Laitier en Afrique du Nord (SGGL-AN)" a été commandée. L'étude a recommandé le pilotage du SGGL-AN en Egypte, Mauritanie, Maroc et Tunisie.

1.1.2 Promouvoir les politiques/cadres réglementaires/stratégies qui améliorent les performances (y compris les performances environnementales, la résilience climatique et la trajectoire à faible émission de carbone) des pays à faible revenu prioritaires et prometteurs ;

1.1.2.1 Consultations Multipartites Anglophones et Francophones du Continent Africain : Embrasser le Changement et la Diversité - Le Rôle de l'Elevage dans les Systèmes Alimentaires Durables.

En préparation du Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires qui établira un agenda sur la façon dont le secteur agricole peut accélérer sa contribution à la réalisation des ODD, en particulier dans le contexte de stress, notamment la pandémie de COVID-19 et le changement climatique, l'UA-BIRA a dirigé les deux consultations virtuelles de la région Afrique en Mai 2021, auxquelles ont participé plus de 200 parties prenantes avec des partenaires tels que la FAO, l'ILRI, VSF, sous les auspices du Programme Mondial pour l'Elevage Durable (PMED). L'objectif était de favoriser la consultation et l'inclusion de perspectives multiples, de fomenter une base de preuves solide, en identifiant les solutions, les innovations et les actions prioritaires susceptibles de changer la donne, qui constitueront une position commune harmonisée pour l'Afrique sur la valeur de la contribution de l'élevage à des systèmes alimentaires sains et

durables. Le Projet Live2Africa consolidera les rapports qui seront présentés à la conférence du PMED en Juin 2021 et au FNUND de l'ONU en Septembre 2021. L'agenda et la position de l'Afrique sont essentiels au vu des opinions de plus en plus controversées selon lesquelles non seulement l'élevage contribue de manière importante aux émissions de gaz à effet de serre, mais aussi du nombre croissant de partisans d'un abandon des aliments d'origine animale au profit de régimes alimentaires végétaux considérés par leurs partisans comme plus sains. Ces points de vue sont fortement contestés du point de vue du bétail et des consommateurs africains, où le bétail joue un rôle clé dans la durabilité de l'environnement et des moyens de subsistance et dans la fourniture de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

1.1.2.1 (et 1.1.2.3) Soutien au Gouvernement du Kenya pour développer son Plan Directeur de l'Elevage, et plaidoyer pour les ressources nécessaires à sa mise en œuvre, en partenariat avec l'ILRI, Observatoire du Marché du Kenya (KMT), et la FAO

Le Projet Live2Africa, en partenariat avec l'ILRI, l'Organisation de Recherche sur l'Agriculture et l'Elevage du Kenya (ORAEK), l'Observatoire du Marché du Kenya (KMT) et la FAO, aide le Département d'État de l'Elevage (DEE) à élaborer le Plan Directeur de l'Elevage du Kenya. Le Kenya s'écarte de l'approche adoptée par ses voisins régionaux, l'Éthiopie, le Rwanda et la Tanzanie, qui se concentraient uniquement sur les trois principaux sous-secteurs de l'élevage, et adopte plutôt une approche qui crée une base de données précise comme point de départ, travaille avec les dix chaînes de valeurs prioritaires pour développer l'Analyse du Secteur de l'Elevage (ASE) et le Plan Directeur de l'Elevage (PDE), et met en place une Communauté de Pratique pour créer une interface durable de gestion des connaissances et d'investissement. Le projet Live2Africa a dirigé le processus de définition d'un Cadre Analytique pour une approche structurée et logique de la définition des objectifs de données, de la collecte, du rassemblement, du stockage et de l'approche d'analyse et de l'articulation des principaux résultats et produits analytiques. Le Projet a soutenu le développement des outils de collecte de données de base et de la chaîne de valeurs et soutiendra le pilotage des outils de collecte de données de base dans cinq comtés. Avec des partenaires, le Projet Live2Africa soutiendra la collecte de données de la chaîne de valeurs, l'analyse et la validation des données, l'analyse des domaines thématiques de l'élevage et des questions politiques, proposer des options politiques, soutenir la compilation du document d'Analyse du Secteur de l'Elevage, soutenir le développement de scénarios et l'analyse des impacts de l'investissement sur les interventions technologiques recommandées, soutenir la validation du ASE, développer le PDEK en profilant les Plans d'Action d'Investissement le long des 10 chaînes de valeurs prioritaires et développer la Communauté de Pratique.

1.1.2.2 Contribuer à une meilleure visibilité de l'élevage et de la pêche dans le Rapport de Revue Biennal et le Tableau de Bord, et le Développement du Rapport Inaugural de Plaidoyer sur l'Elevage et la Pêche

Suite à un accord sur les modalités de plaidoyer visant à renforcer l'inclusion d'indicateurs sur l'élevage dans le Rapport d'Examen Biennal et le Tableau de Bord qui sont présentés aux Chefs de Gouvernement et d'État, le Projet Live2Africa a amené les partenaires à élaborer un Document de Réflexion intitulé "Accroître la Visibilité et l'Impact de l'Elevage et de la Pêche en Afrique, Un Dialogue Politique sur les Indicateurs du RB supplémentaires qui a été soumis au comité du Groupe de Travail du Rapport d'Examen

Biennal. Le Document de Réflexion proposait trois nouveaux indicateurs : (i) les dépenses Publiques consacrées à l'Elevage (DPE) en % des dépenses publiques agricoles (DPA) ; (ii) le Taux de croissance de la consommation par habitant de protéines d'origine animale ; et (iii) le Taux de croissance de la valeur du commerce intra-Africain des produits et services de l'élevage et de la pêche (importations (MiLF) et exportations (XiLF) provenant de sources Africaines, au cours d'une période donnée, en US dollars.

Bien que les indicateurs n'aient pas été acceptés, étant donné que la procédure d'approbation par chacun des Groupes de Travail n'a pas été achevée, le Groupe de Travail du BRR a décidé de deux actions (i) permettre aux données soumises par les États Membres de rester désagrégées par secteur (culture, élevage, pêche et sylviculture) afin que les tendances critiques puissent être identifiées et rendues visibles dans le BRR ; deuxièmement, approuver un Rapport de Plaidoyer pour les Secteurs de l'Elevage et de la Pêche qui sera publié après la présentation du BRR au Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement début 2022.

Les Experts de l'Elevage et de la Pêche ont suivi la formation pour pouvoir aider les États Membres à préparer et à soumettre les données désagrégées pour le prochain RBT. Le Projet Live2Africa et la phase II du Projet de Gouvernance des pêches mènent un processus avec les partenaires stratégiques, dont l'ILRI, le Réseau Socio-Economique et Politique de l'Elevage et le NEPAD, afin d'assurer un soutien aux États Membres et de développer les Rapports de Plaidoyer envisagés pour articuler les problèmes des deux secteurs en relation avec le Rapport d'Examen Biennal et le Tableau de Bord. Le Rapport de Plaidoyer abordera notamment la nécessité de revoir la réforme de la contribution de l'élevage au PIB et à l'AGDP, ainsi que la visibilité limitée dans le BRR.

1.1.2.2 Déploiement de la SDEA dans 5 États Membres pour améliorer la planification à long terme et l'inclusion de l'élevage dans les PNIA de la Plainte de Malabo du PDDAA.

La finalisation de l'Agenda de Transformation et du Plan de Mise en Œuvre de la SDEA et des Lignes Directrices pour l'intégration de l'Elevage dans les Plans Nationaux d'Investissement Agricole : Un atelier de Rédaction d'Experts en Janvier 2020 a renforcé l'articulation du Cadre Conceptuel qui souligne l'importance du SDEA dans le développement des Stratégies et des Plans d'Action du Secteur de l'Elevage, et assure une inclusion plus importante et plus significative et des investissements du secteur public dans l'élevage dans les PNIA. Les principaux résultats de l'atelier de Rédaction des Experts sont les suivants : Une Feuille de Route et un Plan de Mise en Œuvre affinés pour la SDEA ; une Feuille de Route pour une inclusion plus substantielle de l'élevage dans le Processus de Révision Biennale du PDDAA et des termes de référence générés pour le développement des Indicateurs/Indices de l'Elevage pour le Processus de Révision Biennale du PDDAA et un processus de Révision du Cadre de la SDEA pour améliorer l'articulation des liens avec les processus du PDDAA et du PNIA, y compris le plan de mise en œuvre séquentiel et les outils d'alignement des EM et des CER.

Deux consultants ont été mandatés et sont à un stade avancé de la finalisation de l'Agenda de Transformation et du Plan de Mise en Œuvre du PDDAA et du développement des Outils d'Alignement des États Membres et des CER ; et la Finalisation des Lignes Directrices pour l'Intégration de l'Elevage dans les Plans Nationaux

d'Investissement Agricole. Ces documents seront validés par les Directeurs de la Production Animale avant d'être Pilotés dans 5 États Membres.

1.1.2.2 Piloter le Soutien aux États Membres pour Renforcer l'inclusion de l'Elevage dans les Plans Nationaux d'Investissements Agricoles (PNIA) :

La Réunion Inaugurale des Directeurs de la Production Animale (DPA) qui s'est tenue en Novembre 2019 a soutenu et approuvé le Pilote d'une initiative visant à soutenir le renforcement de l'inclusion de l'élevage dans les PNIA. Les DPA ont élaboré des critères et sélectionné 11 États Membres pour l'exercice Pilote à partir duquel les lignes directrices sont en cours d'élaboration pour aider les autres États Membres. Les EM sélectionnés sont le Cameroun, la République Centrafricaine, le Tchad, le Kenya, le Rwanda, l'Égypte, le Maroc, le Botswana, le Lesotho, le Burkina Faso et le Ghana.

Après trois exercices de sensibilisation et de renforcement des capacités, les EM Pilotes ont suivi l'une des quatre voies suivantes :

i. Six États Membres sont ou ont décidé de développer des Plans Directeurs d'Elevage (PDE) : Le Kenya planifiait déjà le développement de son Plan Directeur, et a été soutenu par le Projet Live2Africa en conjonction avec d'autres partenaires stratégiques pour affiner son Rapport Initial et développer les outils de collecte de données. L'Egypte se prépare à organiser son Séminaire d'Investissement et a déjà attiré quelques donateurs. Les autres pays qui prévoient des PDE sont le Botswana, le Cameroun, le Tchad et le Ghana. Il s'agit d'une grande réalisation car depuis 2015, seuls 3 EM ont développé des PDE, à savoir l'Éthiopie, la Tanzanie et le Rwanda. Les exercices de sensibilisation ont eu un impact substantiel en attirant les EM à entreprendre la planification à long terme envisagée dans la SDEA.
ii. Les États Membres qui Examinent la Mise en Œuvre de leurs Plans Directeurs d'Elevage : Le Projet Live2Africa consulte le Rwanda pour fournir un soutien à l'examen de la mise en œuvre de la première phase de son PDE, et une voie à suivre pour le développement de la deuxième phase.
iii. Les États Membres qui se Concentrent sur le Renforcement des Capacités pour l'inclusion dans les PNIA : Le Projet Live2Africa consulte les options d'approches alternatives aux PDE que le Burkina Faso, la République Centrafricaine et le Lesotho peuvent adopter pour fournir un cadre pour le secteur de l'élevage afin d'informer le processus des PNIA. iv. Les États Membres qui réfléchissent au processus : Le Maroc réfléchit au processus et à la voie à suivre.

Le Soutien à la Reformulation de la Politique Agricole Commune (PAC) de la CEEAC et du Programme Régional d'Investissement Agricole pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PRIASAN). Le Projet Live2Africa s'associe à la CEEAC et à la FAO pour réviser la PAC de l'Afrique Centrale et le PRIASAN, qui sont les cadres généraux permettant d'atteindre les objectifs de la Déclaration de Malabo et du PDDAA. En coordination avec la phase II du Projet de Gouvernance des Pêches, qui couvrira les aspects de la pêche et de l'aquaculture, le Projet Live2Africa s'est concentré sur (i) le renforcement des Capacités des acteurs du secteur des Ressources Animales à participer aux processus de développement des cadres politiques sectoriels et transversaux, des investissements, des plans et des programmes pour éradiquer la faim, la sécurité alimentaire et toutes les formes de nutrition, en assurant une inclusion significative du secteur des ressources animales ; (ii) le Soutien de la révision de la PAC et du PRIASAN du point de vue du secteur des

Ressources Animales, c'est-à-dire, l'élevage, l'agriculture et l'économie pastorales, le développement de la pêche et de l'aquaculture, l'apiculture et les nouveaux élevages qui sont largement pratiqués dans la région de la CEEAC; et (iii) Soutenir l'inclusion de l'élevage et de la pêche dans la PAC de deuxième génération, le PRIASAN et les PNIA.

Les retards dans la finalisation par la FAO de son Accord d'Assistance Technique avec la CEEAC ont affecté la mise en œuvre.

1.1.2.3 Soutien au Conseil de Régulation du Secteur Laitier du Kenya pour Finaliser la Réglementation de l'Industrie Laitière au Kenya [référence croisée avec 1.1.2.1.

1.1.2.4 Soutenir la mise en œuvre de 3 actions prioritaires pour chaque chaîne de valeurs de produits de base régionaux prioritaires.

Au cours de la période examinée, la mise en œuvre dans les communautés économiques régionales a donné la priorité aux trois activités prioritaires qui ont été identifiées en 2019 pour chaque région dans un processus consultatif participatif. L'illustration schématique de l'intégration des activités dans chaque région figure à l'annexe 3.

COMESA : Faciliter les Dialogues et les Actions qui Renforceront les Contributions Régionales Prioritaires de la Chaîne de Valeurs de l'Elevage à la Mise en Œuvre de la phase 1 de l'Accord ZLECAF.

Le COMESA et le Projet Live2Africa ont organisé une Réunion Consultative Régionale sur l'Optimisation des Revenus du Commerce Intra-Africain des Animaux et des Produits Animaux dans le cadre de la ZLECAF les 24 et 25 Mars 2021. Un certain nombre d'États Membres de la CAE, de l'IGAD, de la FAO et de l'OIE ont participé à cette Réunion, dont les principaux résultats sont les suivants : (i) les chaînes de valeurs nationales de l'élevage Prioritaires pour la participation à la ZLECAF ont été identifiées ; (ii) les activités Prioritaires pour stimuler le commerce au sein des régions ont été identifiées ; et (iii) les obligations sanitaires des États Membres dans le cadre de la ZLECAF ont été sensibilisées.

Le processus de lancement de l'Evaluation du Commerce et du Marketing dans les Chaînes de Valeur Régionales Prioritaires de l'Elevage est à un stade avancé. Le COMESA, les CER concernées dans chaque région et le Projet Live2Africa organiseront l'Atelier de Lancement conjointement avec les Consultants. Les études alimenteront et informeront le Dialogue Intra/Interrégional de Haut Niveau sur la Suppression des Barrières Non Tarifaires dans les Chaînes de Valeurs Régionales Prioritaires de l'Elevage et les Réunions interentreprises (B2B) prévues pour aider les producteurs et les commerçants impliqués dans les chaînes de valeurs régionale de l'élevage prioritaires à Générer de Réelles Perspectives commerciales, ainsi que pour soutenir la Réunion des Régulateurs Laitiers de la CAE, la Foire Avicole de la CEDEAO et la Conférence et l'Exposition de l'Association Laitière Africaine.

EAC : Un Secteur Laitier Compétitif qui attire les Investissements des Secteurs Publics et Privés et Renforce les Capacités pour le Commerce Intra et Interrégional.

Le montant alloué pour les activités de la Chaîne de Valeurs Laitière Régionale de la CAE dans le cadre du Projet Live2Africa était de 473 550 USD. Les Programmes Phares pour la région CAE sont le développement de la stratégie laitière régionale, l'organisation du secteur privé par le développement de la Stratégie Quinquennale et du Plan d'Affaires de l'Association Laitière de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe et l'identification et la modélisation des modèles de Partenariat Public-Privé-Producteurs pour le développement des Aliments pour animaux.

La Stratégie Régionale Laitière de l'Afrique de l'Est : l'appel à candidature pour l'analyse de la chaîne de valeurs a été publié en 2020, les candidats étant insuffisants, l'appel à candidature a été réitéré en 2021. Les consultants ont été engagés en Mai, la CAE et le Projet Live2Africa organiseront un Atelier régional de lancement. Les Consultants entreprendront une analyse de la chaîne de valeurs, et des consultations pour développer la stratégie régionale à partir des perspectives des EM. Le Consultant Régional rédigera la Stratégie Laitière Régionale qui sera validée au niveau régional. Les Consultants aideront la CAE et les EM à élaborer des Plans d'Action pour mettre en œuvre la Stratégie Laitière Régionale.

L'Association Laitière d'Afrique Orientale et Australe a élaboré une nouvelle Stratégie et un nouveau Plan d'Affaires quinquennaux (2021 - 2025) : Deux Consultations pour développer la Stratégie de l'ALAOA ont eu lieu avec les parties prenantes et ensuite avec le Conseil d'Administration de l'ALAOA. Le projet de Stratégie a été développé et validé par le Conseil d'Administration de l'ALAOA. Un Facilitateur a élaboré un plan d'action pour le déploiement de la Stratégie. Le Conseil d'Administration et le Secrétariat de l'ALAOA sont en train d'être renforcés pour mettre en œuvre la nouvelle Stratégie et le Plan d'Affaires : développement des capacités du Conseil d'Administration ; évaluation et réforme des systèmes, manuels et procédures financiers, de Ressources Humaines et d'Administration ; Développement du recrutement des Membres et des Services ; élaboration et mise en œuvre d'un Plan de Mobilisation des Ressources ; élaboration et préparation de trois Notes Conceptuelles à soumettre à des donateurs/financeurs spécifiques.

ACCAE : Soutenir la Croissance de l'Industrie Naissante de la Volaille dans la région pour Renforcer les Systèmes des Intrants et Réduire la Dépendance aux Importations et Améliorer les Revenus.

[Référence croisée avec le Résultat 3]

CEDEAO : Promouvoir la Croissance de la Production Avicole Familiale et Commerciale et le Commerce Intra-Régional en Afrique de l'Ouest.

La CEDEAO est en consultation avec les organisateurs de la conférence et de l'exposition Avian d'Ibadan, planifie l'institutionnalisation de l'événement du secteur avicole en tant que convergence régionale et continentale de premier ordre des acteurs du secteur. En raison des restrictions de voyage liées à la pandémie de COVID-19, la CEDEAO se prépare à accueillir la première foire aviaire hybride (virtuelle et physique). L'intervention de la CEDEAO et de Live2Africa sera axée sur la recherche de moyens avec les organisateurs pour faire de la Foire Aviaire d'Ibadan un événement annuel ou bisannuel de classe mondiale dans le domaine de la volaille.

Les Termes de Référence pour la Cartographie des Parties Prenantes de la Chaîne de Valeurs de la Volaille en Afrique de l'Ouest et la Création d'une Base de Données, d'un Répertoire et d'une Communauté de Pratique accessibles au Secteur Privé ; l'Etude et l'Analyse Régionales de l'Etat de l'Organisation, de la Production, de la Transformation et du Développement des Produits, et du Commerce Intra Régional dans la Chaîne de Valeurs de la Volaille en Afrique de l'Ouest ; et un Consultant pour Evaluer, Etendre et Renforcer le Réseau Interprofessionnel de la Volaille en Afrique de l'Ouest.

Les Termes de Référence pour le Développement d'une Stratégie Régionale et d'un Plan d'Action pour le Développement de la Chaîne de Valeurs Régionale de la Volaille en Afrique de l'Ouest ; un Consultant pour Evaluer et Renforcer les Capacités pour l'Harmonisation, l'Application et la Conformité aux Dispositions Réglementaires pour le Cadre Réglementaire de la Volaille de la CEDEAO et pour un Consultant pour Soutenir l'Organisation et l'Institutionnalisation de la Foire de la Volaille d'Ibadan (Foire Virtuelle Inaugurale) à un stade avancé de préparation pour la publicité.

Une Réunion Consultative pour mettre en place le Groupe de Travail Régional sur la Volaille, organiser la Réunion de Lancement de l'analyse de la chaîne de valeurs régionale, qui examinera et finalisera les outils de collecte de données, est prévue pour Juin 2021.

IGAD : Amélioration de la Compétitivité, de l'Accès au Marché et du Commerce des Viandes et des Animaux Vivants pour une Augmentation des Revenus, des Moyens de Subsistance Pastoraux Durables et Résilients.

- Une réunion Technique transfrontalière bilatérale entre l'Éthiopie et le Soudan s'est tenue ; le Cadre de Mise en Œuvre pour l'opérationnalisation du Protocole d'Accord a été discuté et convenu virtuellement le 1er Septembre 2020 ; une réunion Ministérielle virtuelle pour signer le protocole d'accord transfrontalier entre l'Éthiopie et le Soudan s'est tenue le 2 Septembre 2020 ;
- Actions de suivi : le Protocole d'Accord signé par les deux ministres a été diffusé ; la structure de gouvernance est en place (comités nationaux et frontaliers nommés) ; le COVID et la Sécurité ont affecté le plan de surveillance et de vaccination harmonisées ;
- Les Stratégies de Bien-Etre Animal pour l'Ouganda et le Soudan du Sud ont été développées et validées ;
- Les Stratégies Nationales de Gestion des Parcours pour le Sud-Soudan et la Somalie sont en cours de rédaction ;
- Déploiement des méthodes et procédures standard (MPS) pour les quarantaines d'exportation dans la région de l'IGAD. Les Termes de Référence ont été préparés, l'Annonce a été faite, l'évaluation technique a été effectuée. Le contrat a été émis et l'étude va commencer ;
- Soutenir le pilotage de la production d'animaux commercialisables avec un ensemble d'interventions et faciliter la contractualisation des producteurs avec les exportateurs de viande et d'animaux vivants. Les Termes de Référence ont été préparés et publiés avec une date limite fixée au 18 Mai 2021 ; faciliter le dialogue politique régional de l'IGAD sur l'utilisation durable des terres de parcours et entreprendre des études sur les pâturages transfrontaliers ; le consultant principal et les consultants nationaux du Kenya et de l'Éthiopie sont à bord. L'acquisition de consultants pour le Soudan du Sud et l'Ouganda est en cours ;

- Développer une Stratégie de Gestion des Chameaux pour la région d'IGAD. Le développement de la stratégie est en cours ;
- Alerte précoce et actions précoces Intégrées pour l'Elevage au niveau Régional. Les Termes de Référence ont été préparés, l'annonce a été faite, l'évaluation technique a été effectuée. Contrat en cours de préparation ;

Développement et opérationnalisation du système d'Identification et de Traçabilité de l'Elevage au Soudan. Consultant recruté et activités en cours. Réunions d'Evaluation entreprises en Ethiopie et au Soudan. Le prototype du SITB proposé en Ethiopie est disponible. L'équipement pour le SITB a été annoncé et attend d'être évalué. TDR à développer pour le développeur de la base de données. Manuels de Formation en cours d'élaboration. Rapport technique provisoire disponible

Entreprendre l'Analyse de la Chaîne de Valeurs et la Cartographie de la Chaîne de Valeurs des Viandes Rouges et de l'Elevage d'Animaux Vivants dans la région de l'IGAD). TDR préparés, publicité, évaluation technique effectuée. Contrat en cours de préparation

SADC : Renforcer les Centres de Technologie et de Connaissances, l'Utilisation Durable des Ressources Naturelles et les Partenariats Public-Privé-Producteur pour Stimuler la Croissance des Chaînes de Valeurs des Viandes Rouges et des Animaux Vivants. Un cadre d'intégration a été élaboré pour la région de la SADC, qui documente les synergies entre les CER, les États membres et les partenaires, ainsi que la logique d'intervention.

Suite à la priorisation des Chaînes de Valeurs Régionales de l'Elevage (CVRE), une réunion consultative des parties prenantes a été organisée pour la région SADC afin de finaliser les différentes stratégies et actions catalytiques/interventionnelles pour la chaîne de valeurs des Viandes et des Animaux Vivants pour la région SADC aux Seychelles du 9 au 11 Mars 2020 pour affiner les modalités de Mise en Œuvre des actions catalytiques pour les CVRE priorisées. La réunion a rassemblé 31 participants de 14 États membres de la SADC, dont 3 universités (Université de Stellenbosch, Université de Zambie, Université du Zimbabwe), les autres étant des acteurs de la chaîne de valeurs à différents niveaux de celle-ci. La réunion a donné la priorité aux actions catalytiques suivantes : i) Développer les approches pour la conservation et l'utilisation des ressources naturelles et de l'environnement. ii) Développer les mécanismes pour améliorer l'accès au marché au niveau local, régional et international et iii) Développer/promouvoir les plateformes/centres pour la connaissance, la communication et le partage d'informations au niveau local, national et régional, y compris l'utilisation des TIC. En outre, l'évaluation des installations de l'Université de Stellenbosch et de l'Université de technologie de Tshwane en tant qu'institutions potentielles pour servir d'A-TiChub pour l'Afrique Australe a été recommandée.

Grâce à la collaboration avec la SADC et le Centre de Coordination de la Recherche et du Développement Agricoles pour l'Afrique Australe (CCRDAAA), une proposition visant à développer un système de classification et de classement des animaux vivants et d'abattage dans la région de la SADC le long de la chaîne de valeurs des viandes rouges et des animaux vivants a été lancée. Cette initiative a été lancée parce que les systèmes de classement existants semblaient favoriser les races exotiques et qu'ils variaient d'un

pays à l'autre.

L'étude a observé que les États Membres utilisent différents systèmes et méthodes de classification et de classement du bétail pour faciliter la commercialisation des animaux vivants et des carcasses. Peu de pays de la région disposent de systèmes de classement des carcasses fonctionnels pour faciliter la commercialisation des bovins de boucherie, encore moins de systèmes de classement nationaux sont disponibles pour faciliter la commercialisation des carcasses de chèvres et de moutons, tandis que pratiquement aucun système de classement officiel n'existe pour la commercialisation des chèvres et des moutons vivants. Il a été recommandé d'adapter les systèmes de classification des carcasses actuellement utilisés au Lesotho, en Namibie et en Afrique du Sud afin d'y inclure le classement et la classification des animaux vivants. Un système de classification régional harmonisé proposé pour les chaînes de valeurs des viandes rouges et des animaux vivants a été développé et validé par les états membres. Le CCRDAAA et la SADC ont proposé l'adoption du système de classification régional harmonisé par le biais de sessions de sensibilisation avec les états membres et d'une présentation au Comité Technique de l'Elevage (CTE) de la région SADC.

En vue du développement de la chaîne de valeurs des viandes rouges et des animaux vivants (bœuf et petits ruminants) en tant que chaîne de valeurs régionale prioritaire de l'élevage en réponse aux besoins mondiaux et continentaux croissants d'améliorer l'efficacité de la chaîne de valeurs, les États membres de la SADC ont identifié la nécessité d'établir un outil d'analyse et de cartographie de la chaîne de valeurs qui permettra d'identifier plusieurs caractéristiques, y compris : la caractérisation de la chaîne de valeurs de l'élevage des viandes rouges, l'analyse de la chaîne de valeurs, y compris les moteurs économiques, environnementaux et sociaux de la chaîne, la cartographie de la chaîne de valeur, la gouvernance de la chaîne de valeurs, l'analyse des risques et la durabilité. Grâce à des processus consultatifs avec certains États Membres (Namibie, Botswana, Lesotho, Mozambique, Afrique du Sud, Eswatini, Madagascar) par le biais de questionnaires et de réunions, la caractérisation, la cartographie des parties prenantes, l'analyse de la gouvernance et les paramètres de performance de la chaîne de valeurs (macro-économique, gouvernance, Environnement, durabilité) ont été identifiés pour informer la cartographie de l'outil.

Dans le but de développer les mécanismes pour renforcer les opérations des Partenariats de Producteurs Publics Privés (PPPP) dans les chaînes de valeurs des viandes rouges et des animaux vivants dans la région de la SADC, une étude a été commandée pour évaluer les opportunités existantes de PPPP pour renforcer la coopération et l'établissement de partenariats fonctionnels dans l'industrie des viandes rouges et des animaux vivants dans la région de la SADC. Il a été constaté que certains pays de la SADC tels que la Zambie, la Tanzanie, l'Eswatini et le Malawi n'avaient pas de cadre d'orientation conçu par les producteurs pour fournir les principes et les mesures d'auto-évaluation qui guident les producteurs de viandes rouges vers une amélioration continue et une adhésion à la chaîne de valeurs des PPPP. Cependant, dans d'autres pays comme le Botswana, la Namibie, l'Afrique du Sud, les cadres d'orientation ont été développés et sont disponibles pour les producteurs et fournissent les principes et les mesures d'auto-évaluation qui guident les producteurs de viandes rouges vers une amélioration continue de la chaîne de valeurs des viandes rouges et des animaux vivants. Un modèle régional proposé de stratégie/cadre et de carte de pointage pour le renforcement du PPPP a été développé et validé par les Etats Membres. Le CCRDAAA et la SADC

ont proposé que les activités régionales de sensibilisation soient entreprises pour soutenir davantage l'adoption et la domestication dans la région de la SADC.

Afin de renforcer et d'établir les associations d'éleveurs de bétail pour conserver et protéger les races transfrontalières, le processus d'établissement de la Société régionale des Eleveurs de Tuli d'Afrique Australe a été lancé. Grâce à des processus consultatifs avec les principales parties prenantes du Zimbabwe, de l'Afrique du Sud, de la Zambie et de la Namibie, un projet de constitution et un site web de l'association régionale des éleveurs ont été élaborés en attendant le lancement officiel. Pour renforcer la gouvernance, une assemblée générale destinée à élire les responsables est prévue.

En ce qui concerne la mise en place de Plateformes et de Stratégies Régionales et Continentales pour promouvoir le développement et le transfert de technologies dans les CVRE prioritaires, en mettant l'accent sur la recherche, une réunion de lancement du Comité Consultatif des Incubateurs de Technologies et d'Innovations en Afrique s'est tenue en ligne le 29 Septembre 2020. Elle a réuni les membres de 22 États Membres et des représentants de 9 institutions techniques et d'une université. En ce qui concerne le modèle d'affaires et la structure de gouvernance pour A-TiChub ATIIAC ; la réunion a recommandé que : L'ATIIAC devrait poursuivre rigoureusement l'acquisition et la commercialisation des DPI et plaider pour l'harmonisation des DPI à travers l'Afrique ; les A-TiChubs doivent chercher à intégrer les technologies indigènes et nouvelles pour améliorer la productivité ; l'ATIIAC devrait identifier les risques liés aux A-TiChubs et proposer les mesures de réduction ou d'atténuation des risques ; l'ATIIAC devrait plaider pour le développement de politiques et de réglementations spécifiques pour fournir un environnement favorable à la fonctionnalité des A-TiChubs. Il est nécessaire que l'UA-BIRA, par le biais du Conseiller Juridique de l'UA, élabore des cadres juridiques et des protocoles d'accord pour les différentes parties prenantes.

Sur la question des critères de sélection des institutions hôtes et des incubateurs proposés, la réunion a recommandé des critères inclusifs qui prennent en compte le respect de l'environnement pour tous les groupes de personnes et a souligné qu'une vérification sur place était nécessaire pour finaliser la sélection.

Sur la question de la durabilité des A-TiChubs, les recommandations suivantes ont été faites: Le développement continu de propositions pertinentes pour la mobilisation des ressources devrait être entrepris par les membres de l'ATIIAC ; Les institutions hôtes proposées (universités) devraient avoir des liens solides avec les partenaires clés au sein de l'écosystème pour assurer l'opérationnalisation efficace des hubs ; Un bras fort de Droits de Propriété Intellectuelle (DPI) devrait être établi pour permettre aux produits incubés d'être protégés ; les A-TiChubs ne devraient pas être basés sur des projets. L'ATIIAC devrait diriger le développement de cadres et de modèles d'investissement pour créer des programmes continus de mobilisation des ressources ; et l'Identification et l'engagement de partenaires de développement potentiels sont essentiels. Il s'agit notamment de partenaires de développement potentiels tels que DFID, USAID, CICR, Banque mondiale, PNUD, Amazon (AWS), VC4A, FIDA, B&MGF, China AID, CER.

Un modèle pour saisir les biographies de tous les membres de l'ATTIAC a été élaboré et distribué aux membres pour qu'ils le complètent. Un total de 11 biographies a été reçues à ce jour et les consultations

avec l'équipe de communication sont en cours pour la rédaction du bulletin d'information sur la technologie et les innovations. Le bulletin d'information sur les technologies et les innovations présentera également le modèle d'entreprise hybride et la structure de gouvernance des Centres Africains d'Innovation et d'Incubation Technologiques (A-TiChubs), ainsi que des exemples de réussite en matière de technologies et d'innovations inclusives, entre autres.

En vue de renforcer les mesures de biosécurité le long des chaînes de valeurs des animaux vivants et de la viande rouge par la mise à niveau des infrastructures, une réunion a été organisée avec le personnel technique de la banque de gènes régionale au Botswana et la CCRDAAA pour discuter de l'identification des équipements de biosécurité pour la banque de gènes. L'équipement prioritaire a été identifié, y compris le logiciel de documentation de la banque de gènes avec l'ordinateur qui aidera au suivi du matériel génétique stocké dans l'installation et l'achat a été lancé. L'acquisition de l'armoire de manipulation du froid a été lancée.

En ce qui concerne le renforcement de la conservation et de l'utilisation des ressources génétiques animales, les discussions ont eu lieu avec les États Membres de la CCRDAAA et de la SADC. Il a été recommandé de convoquer une réunion régionale pour discuter de l'opérationnalisation de la banque de gènes régionale, y compris la révision du protocole d'accord.

Pour la région Centrale, une réunion consultative s'est tenue à Kinshasa, en RDC, du 24 au 27 Mai 2021 pour caractériser la chaîne de valeurs de la volaille à travers la cartographie des parties prenantes, l'analyse de la gouvernance et l'évaluation des performances.

1.1.3 Soutenir/renforcer les plateformes politiques nationales et régionales (engagement des parties prenantes de l'OA, organisation, communication, mobilisation des ressources, cadres de responsabilité mutuelle) ;

Au cours de la période examinée, une étude a été menée pour évaluer et cartographier les plateformes ou les centres nationaux et régionaux de politique de l'élevage. L'étude visait à identifier les meilleures pratiques, les limites et les faiblesses des plateformes nationales et régionales sur l'élevage afin de proposer des actions pratiques pour renforcer leur fonctionnement et leur utilité. Les difficultés communes à la plupart des pays résident encore dans l'obtention de la volonté politique nécessaire, la pérennisation des ressources, le développement de cadres juridiques pour le fonctionnement des plateformes. Les principales faiblesses des acteurs et parties prenantes de l'élevage sont liées à une faible capacité de plaidoyer et une faible capacité à démontrer l'influence et l'impact du secteur dans le développement économique et social de leurs pays. Ainsi, le besoin d'appui aux plateformes d'élevage a été exprimé en matière de gouvernance, à travers la mise en place d'un mécanisme de coordination continental et régional et l'élaboration de lignes directrices (guide de bonnes pratiques) et de recommandations aux Etats Membres.

UMA : Harmonisation des Stratégies Régionales de l'Afrique du Nord en Matière de Ressources Génétiques et Naturelles et Mise en place d'un Système Régional de Gains Génétiques pour Améliorer la Productivité du Secteur Laitier et Réduire la Dépendance à l'Egard des Importations.

[Référence croisée avec le Résultat 3]

1.1.2.4 Soutien au Lancement des Chapitres et des Chapitres Nationaux du Réseau Régional des Femmes Africaines dans l'Elevage et l'Agrobusiness (AWRAFA-N) :
[Renvoi aux questions transversales].

Le Projet Live2Africa facilite l'engagement des femmes dans le secteur de l'élevage par le biais du Réseau des Femmes Africaines dans les Ressources Animales et l'Agrobusiness (AWARFA-N). Une approche combinée du développement institutionnel (enregistrement, lancement de chapitres nationaux et régionaux et renforcement des capacités pour la gouvernance du réseau), le développement de Stratégies nationales et régionales et de Plans d'Affaires, la préparation de propositions bancables ciblant les donateurs spécifiques, l'exploration de partenariats stratégiques avec des partenaires techniques et des partenaires de financement potentiels afin que les réseaux régionaux et nationaux soient pertinents, répondent aux besoins, soient gouvernés par les membres et soient indépendants du secrétariat de l'UA-BIRA et soient durables.

Le chapitre de l'Afrique de l'Est de l'AWARFA-N a été lancé en Octobre 2020 par l'Honorable Lieutenant-Colonel (retraité) Bright Rwamirama, Ministre d'État à l'Agriculture, aux Industries Animales et à la Pêche en Ouganda, qui a lancé un appel en faveur d'un financement inclusif pour les femmes dans le secteur des ressources animales et pour que les femmes elles-mêmes donnent le ton. Le Lancement comprend un panel sur les Paquets de Financement pour Développer et Renforcer la Capacité Concurrentielle des Femmes dans l'Agriculture et l'Agrobusiness des Ressources Animales ; le Lancement de la Communauté de Pratique de l'AWARFA-N et le Lancement de la Stratégie, du Plan d'Affaires et des Statuts de l'AWARFA-N, entre autres. Les régions de la SADC et de la CEDEAO sont aidées à planifier leurs lancements régionaux.

Les États Membres qui ont lancé leurs chapitres nationaux sont le Ghana, la Zambie et le Zimbabwe. D'autres pays, tels que le Bénin, le Botswana, le Cameroun, le Malawi, le Nigeria, le Rwanda, le Soudan et l'Ouganda, sont en train de préparer leur lancement, ce qui inclut l'enregistrement, la préparation de Stratégies et de Plans d'Affaires, ainsi que la préparation de deux ou trois notes conceptuelles/propositions bancables destinées à des institutions de financement ciblées.

L'AWARFA-N a reçu une aide pour démarrer le processus d'engagement de partenaires stratégiques : L'Université de Strathmore qui a l'expérience de fournir un soutien technique pour le développement de l'agrobusiness dans 21 États membres de l'UA ; et l'engagement avec la Banque de Commerce et de Développement pour explorer le financement de l'AWARFA-N en Afrique Orientale et Australe.

1.1.4 Soutenir/renforcer les organisations régionales d'agriculteurs pour mieux répondre aux besoins des chaînes de valeurs régionales et nationales prioritaires.

Mise en Œuvre prévue au cours de la prochaine période de rapport

Résultat 1.2 Publication des politiques, cadres réglementaires et stratégies visant à améliorer les performances de la CVE.

1.2.1 Documenter les moteurs et les déterminants réels et putatifs des investissements du secteur privé dans les CVE prioritaires et émergents prometteurs, y compris les investissements des EM et les mécanismes de financement mixte ; cela comprendra l'élaboration de critères d'alignement sur la SDEA.

Cela n'a pas encore été fait, mais devrait prendre la forme d'une mise en œuvre des recommandations de l'analyse de la Chaîne de Valeurs des six CVE.

1.2.2 Résultats pilotes dans les CER et les EM.

Cela doit encore être fait, il est prévu de mettre en œuvre les recommandations de l'analyse de la Chaîne de Valeurs des six CVE.

Résultat 1.3 Mesures incitatives et mécanismes de financement novateurs pour accroître les investissements développés

1.3.1 Promouvoir les politiques de marché équitables qui encouragent la transition de l'élevage traditionnel à l'élevage commercial dans un cadre écologiquement durable de résilience climatique et de faible émission de carbone ;

Cela n'a pas encore été fait, mais devrait prendre la forme d'une mise en œuvre des recommandations de l'analyse de la chaîne de valeurs des six CVRE.

1.3.2 Soutenir la collaboration entre le secteur de l'élevage et d'autres secteurs pour élargir l'investissement et le soutien dans les CVRE.

Cet objectif n'a pas encore été atteint, il devrait être atteint par la mise en œuvre des recommandations de l'analyse de la chaîne de valeurs des six CVRE.

RÉSULTATS DE LA SECTION 2 :AMÉLIORATION DES SERVICES DE SANTÉ ANIMALE

Le projet a continué à consolider les progrès récents réalisés par les États Membres en matière de gouvernance vétérinaire en réponse au programme UA-BIRA VET-GOV financé par l'UE, et à soutenir de nouveaux progrès par le biais de l'élaboration de feuilles de route pour informer l'amélioration de la prévention et du contrôle des maladies pour les communautés économiques régionales ; le soutien à la révision / mise à jour de la législation vétérinaire ; le soutien à la formulation de stratégies et de plans d'action pour la PPR et le soutien à l'élaboration de plans d'urgence pour la peste bovine. Des mécanismes de coordination ont été établis et renforcés au cours de la période sous revue.

Résultat 2.1 Renforcement de la Performance des Services Vétérinaires (PVS)

2.1.1 Consolider les progrès récents réalisés par les EM en matière de gouvernance vétérinaire en réponse au programme AU-BIRA VET-GOV financé par l'UE, et soutenir les progrès ultérieurs.

2.1.1.1 Effectuer les Missions de suivi des PVS dans certains États Membres pour déterminer l'état actuel des SVN :

Pour améliorer la gouvernance vétérinaire et la prévention et le contrôle des maladies, trois réunions consultatives virtuelles régionales ont été organisées pour l'Afrique de l'Est (IGAD et CAE), l'UMA et la SADC. Ces réunions ont permis d'identifier les lacunes en matière de gouvernance vétérinaire et de prévention et de contrôle des maladies, ainsi que les mesures collectives qui feront l'objet d'investissements dans le cadre de Live2Africa. Les ateliers virtuels ont eu lieu du 14 au 15 Septembre 2020 pour la CAE, l'IGAD et les États Membres respectifs ; du 23 au 24 Septembre pour l'UMA et les États Membres de l'UMA ; et du 21 au 22 Septembre 2020 pour la SADC et les États Membres de la SADC afin d'élaborer des feuilles de route pour le renforcement des services de prestation de services de santé animale et la gestion des Maladies Animales Transfrontalières prioritaires dans les régions de l'Afrique de l'Est et du Nord, respectivement. Les modèles ont été conçus pour susciter le partage d'informations sur le statut et les progrès des États Membres et des CER en ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations des évaluations PVS et des Analyses des Ecarts de l'OIE. Les actions prioritaires à court, moyen et long terme nécessaires pour améliorer les niveaux de performance des compétences critiques du PVS pour chacune des quatre composantes de l'outil PVS de l'OIE ont été identifiées. Elles feront l'objet d'investissements dans le cadre de live2Africa.

Les plans sont en cours pour aider deux pays (Éthiopie et Djibouti) qui ont demandé un soutien pour entreprendre une auto-évaluation PVS afin de renforcer leur capacité d'auto-évaluation des services vétérinaires et d'informer le développement des capacités.

2.1.1.2 Effectuer des Missions de Législation Vétérinaire dans certains États Membres :

Afin de contribuer à l'amélioration du fonctionnement des services vétérinaires conformément aux normes internationales de l'OIE, le Projet Live2Africa a continué à aider les États Membres à mettre à jour/réviser leur législation vétérinaire. Un total cumulé de 37 États Membres de l'UA a été soutenu pour réviser/mettre à jour leur législation à ce jour. Une formation virtuelle sur la législation vétérinaire a été réalisée pour 39 membres du Groupe de Travail National (3 par pays) des 13 pays qui ont été identifiés pour un soutien en 2020. Le personnel national formé a dirigé le processus de révision/mise à jour de la législation vétérinaire dans leurs pays respectifs. Ils ont développé leurs objectifs législatifs respectifs et des notes conceptuelles pour la révision et la mise à jour de la législation vétérinaire. Les 13 pays se trouvent à différents stades du développement, de la révision et de la mise à jour de leurs législations vétérinaires. L'examen des progrès réalisés par les 24 pays qui ont été soutenus par l'UA-BIRA en 2019 pour entreprendre l'examen/la mise à jour de la législation vétérinaire nationale est en cours et une base de données sur la législation vétérinaire est en cours de développement pour aider à suivre la législation vétérinaire dans les États Membres de l'UA.

2.1.1.3 Aider les États Membres à formuler des Plans d'Investissement et de mobilisation des ressources visant à combler les lacunes constatées dans la Gouvernance et la Législation Vétérinaires :

Les plans sont en cours pour élaborer les termes de référence des consultants qui aideront les États Membres à formuler les Plans d'Investissement et les plans de mobilisation des ressources visant à combler les lacunes identifiées dans la gouvernance et la législation vétérinaires.

2.1.1.4 Réaliser des formations sur le PVS, l'ANALYSE DES LACUNES et la Législation Vétérinaire pour les Experts Africains :
Cette activité a déjà été réalisée comme indiqué dans la dernière période de rapport.

2.1.1.5 Soutenir les programmes de renforcement des capacités pour améliorer les compétences techniques des professionnels vétérinaires dans les principaux domaines de préoccupation :

Au cours de la période sous revue, l'UA-BIRA a soutenu l'opérationnalisation des associations continentales [l'Association Africaine des Etablissements d'Enseignement Vétérinaire (2A2E-V) et l'Association Africaine des Organismes Statutaires Vétérinaires (2AOSV)] en convoquant les Réunions du Comité Exécutif respectif et la 2ème Assemblée Générale pour 2A2E-V et l'élection des membres du Comité Exécutif de 2A2E-V. Le processus d'identification d'une institution ou d'une entreprise chargée de développer des modules (sur la base d'un programme d'études déjà élaboré) pour l'acquisition des 100 compétences journalières de l'OVE a été lancé et sera achevé en 2021. Afin d'améliorer la qualité de la formation du personnel des ressources animales, l'harmonisation des programmes d'études vétérinaires et l'assurance qualité de l'enseignement et de la formation vétérinaire, le processus de sélection et de désignation des établissements d'enseignement vétérinaire et des institutions de recherche en santé animale comme Centres d'excellence de l'Union Africaine en matière de santé animale a été lancé. Le processus d'élaboration d'un Plan Stratégique pour le Renforcement et l'Harmonisation de l'Enseignement et de la Recherche Vétérinaires en Afrique a également débuté.

Les lignes directrices pour "Le Reprofilage de la Profession Vétérinaire : Jour 1 des Compétences des Vétérinaires en Afrique" ont été discutées et lancées par l'Assemblée Générale du 2A2E-V qui s'est tenue le 29 Avril 2021. Elles identifient les compétences clés pour améliorer et renforcer la qualité et la performance des services Vétérinaires en Afrique, conformément aux normes de l'OIE. L'objectif est de renforcer les compétences qui répondent aux défis propres au continent Africain. Les lignes directrices qui soutiendront l'harmonisation des programmes d'études vétérinaires ont également été publiées et diffusées aux établissements d'enseignement vétérinaire (EEV) en Afrique.

Pour améliorer la réglementation de l'enseignement, de la formation et de la pratique vétérinaires dans les Pays Membres de l'UA, le projet a soutenu le renforcement de la Gouvernance et du fonctionnement de l'Association Africaine des Organismes Statutaires Vétérinaires (2AOSV) en soutenant le développement de son plan stratégique et en organisant les réunions du comité exécutif pour discuter de la mise en œuvre du plan de travail de la 2AOSV et pour fournir une orientation politique à l'Association.

2.1.2 Élaborer les lignes directrices, y compris l'évaluation de la Qualité et des risques (EQR), qui permettent aux services vétérinaires des États Membres d'accéder à des niveaux plus élevés de compétences critiques de l'OIE en matière de PVS ;

2.1.2.1 Projet de Lignes Directrices pour l'avancement du PVS
Déjà entrepris par l'OIE - ne sera pas fait.

2.1.2.2 Réunion pour Discuter et Adopter les Lignes Directrices
Déjà entrepris par l'OIE - ne sera pas fait.

2.1.2 Renforcer la surveillance, le diagnostic sur le terrain, la notification, la prévention, le contrôle, la préparation et la réponse aux urgences pour les Maladies Animales Transfrontalières (MAT) et les zoonoses prioritaires par les EM sur la base du plan stratégique :

Les feuilles de route pour le renforcement des services de santé animale et la gestion des Maladies Animales Transfrontalières (MAT) prioritaires dans les cinq régions ont été élaborées et un projet de plan d'urgence pour la Peste Bovine en Afrique a été préparé et est prêt à être validé.

2.1.3.1 Examiner les capacités des États Membres en matière de surveillance, de diagnostic sur le terrain, de notification, de prévention, de contrôle et de préparation aux situations d'urgence, sur la base des rapports PVS et d'autres sources, afin d'identifier les domaines de soutien en fonction des maladies prioritaires pour chaque pays :
Trois ateliers virtuels ont été organisés par l'UA-BIRA du 14 au 15 Septembre 2020 pour la CAE, l'IGAD et les Etats Membres respectifs, les 21 et 22 Septembre pour la SADC et les États Membres de la SADC, et du 23 au 24 Septembre pour l'UMA et les États Membres de l'UMA afin d'élaborer les feuilles de route pour renforcer les services de santé animale et la gestion des Maladies Animales Transfrontalières (MAT) prioritaires dans les régions de l'Afrique de l'Est, du Sud et du Nord, respectivement. Les modèles ont été conçus pour susciter le partage d'informations sur le statut et les progrès des États Membres et des CER en ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations des évaluations PVS et des Analyses des Ecarts de l'OIE. Les actions prioritaires à court, moyen et long terme nécessaires pour améliorer les niveaux de performance des compétences critiques du PVS dans chacune des quatre composantes de l'outil PVS de l'OIE ont été identifiées. Les lacunes identifiées avec une dimension régionale sont à la base des interventions de Live2Africa.

Un projet de plan d'Urgence contre la peste bovine en Afrique a été préparé et sera validé par les Chefs des Services Vétérinaires en Afrique. En outre, il est apparu nécessaire de préparer un Plan de Préparation aux urgences liées à la Peste Bovine en Afrique pour compléter le Plan d'Urgence. Un soutien est également apporté aux États Membres pour qu'ils élaborent des plans de préparation et d'intervention d'urgence contre les maladies.

2.1.3.2 Aider les États Membres et les CER identifiés à formuler les propositions d'investissement/de projet et à mobiliser les ressources pour remédier aux déficiences et aux lacunes identifiées.

Les termes de référence seront élaborés avec la contribution du personnel concerné.

2.1.3.3 Soutenir les stratégies/approches visant à renforcer et à harmoniser les systèmes de contrôle des MAT dans les EM et au niveau régional :

Afin de renforcer la progression conformément à la stratégie panafricaine de contrôle et d'éradication de

la PPR, une identification des besoins en matière de soutien technique et logistique a été réalisée pour les États Membres. Un soutien a été apporté au Burundi pour réviser et valider sa stratégie de lutte contre la PPR suite à l'apparition de foyers de la maladie dans le pays. Une formation a été dispensée aux équipes de surveillance de la PPR à Sao Tomé-et-Principe. Une base de données et un inventaire détaillés des stratégies de contrôle et d'éradication de la PPR et des plans d'action quinquennaux formulés par 49 États Membres et 4 CER ont été préparés, les lacunes ont été identifiées et un suivi a été assuré avec certains États Membres pour combler ces lacunes. Un soutien technique a été fourni à l'IGAD et à la CEDEAO lors des réunions de coordination régionale pour la PPR. En mai 2020, le Lesotho a été officiellement reconnu par l'OIE comme un pays historiquement exempt de la PPR suite à l'appui technique de l'UA-BIRA pour la préparation, la validation et la mise en œuvre d'une stratégie nationale d'éradication de la PPR.

2.1.4. Soutenir la collaboration intersectorielle pour entreprendre les initiatives de santé publique unique (One Health VPH)

2.1.4.1 Faire le point sur les initiatives d'OH au niveau des EM et des CER au cours de la dernière décennie et formuler les stratégies pour l'élargissement et l'institutionnalisation de l'approche OH.

L'activité a déjà été réalisée comme indiqué dans la dernière période de rapport.

2.1.4.2 Piloter les recommandations ci-dessus dans 10 pays et 2 CER
Afin de piloter les recommandations pour l'élargissement et l'institutionnalisation de l'approche unique de la santé, le processus d'identification de consultants pour soutenir les États Membres a été lancé.

2.1.4.3 Examiner l'état d'avancement de la fonction de santé publique vétérinaire dans les SVN d'Afrique et élaborer une feuille de route pour leur amélioration afin de renforcer la sécurité alimentaire et la santé publique des produits de l'élevage.

Résultat 2.2 Renforcement des capacités de coordination et de mise en œuvre de services intégrés de santé animale de qualité
2.2.1 Promouvoir la mise en place de mécanismes de coordination pour la fourniture de services de santé animale et la lutte contre les Maladies Animales Transfrontalières.

Activité dont la mise en œuvre est prévue au cours de la prochaine période de planification

2.2.1.1 Soutenir les Communautés Economiques Régionales et les États Membres pour établir/renforcer les mécanismes de coordination intégrés et durables afin d'harmoniser et d'améliorer la prestation des services de santé animale, les normes SPS et le contrôle des Maladies Animales Transfrontalières et des zoonoses.

Dans le cadre de la Stratégie de Santé Animale pour l'Afrique (2S2A), un réseau, la Plateforme Continentale de Santé Animale en Afrique (PCSA-Afrique) et un Groupe Directeur (GD) ont été créés. Au cours de la période de référence, une étude sur la cartographie des acteurs de la santé animale et de leurs interventions

respectives a été réalisée. Les informations recueillies permettent de guider la complémentarité et la synergie dans la mise en œuvre des interventions en matière de santé animale. La publication de l'Etat de la Santé Animale en Afrique (ESAA) a également été lancée.

Pour renforcer l'harmonisation et la coordination régionales de la prévention et du contrôle de la santé animale et des MAT dans diverses régions d'Afrique, un soutien a été apporté à la 6e réunion régionale de la CEDEAO, du RESOLAB et du RESEPI qui s'est tenue les 16 et 17 Septembre 2020 et à la 6e réunion annuelle d'EARAHN. Les EM et les Réseaux Régionaux ont présenté des rapports sur la planification conjointe et la mise en œuvre des activités. Un soutien est également apporté à l'audit de performance de l'EA-RAHN.

Une réunion Technique bilatérale transfrontalière entre l'Éthiopie et le Soudan pour finaliser le cadre de Mise en Œuvre pour l'opérationnalisation du Protocole d'Accord s'est tenue virtuellement le 1er Septembre 2020 ; une réunion ministérielle virtuelle pour signer le Protocole d'Accord transfrontalier entre l'Éthiopie et le Soudan s'est tenue le 2 septembre 2020.

2.2.1.2 Soutenir/établir/renforcer les Centres Régionaux de Santé Animale.
[Activité à entreprendre au cours de la prochaine période de rapport].

2.2.2 Promouvoir le PPP dans la prestation de services vétérinaires, y compris dans les zones mal desservies, en donnant la priorité aux communautés pastorales.

2.2.2.1 Mener des Enquêtes/évaluations pour cartographier le statut des PPP dans la prestation de services vétérinaires en Afrique Sera entrepris au troisième trimestre de 2021 et les informations seront diffusées pour influencer la politique de prestation de services vétérinaires.

2.2.2.2 Atelier continental pour délibérer sur les résultats, valider les études et convenir d'un cadre commun pour l'application du PPP.

L'OIE a déjà élaboré le "Manuel PPP de l'OIE : Par conséquent, cette activité n'est plus pertinente et le projet utilisera les Lignes Directrices pour aider à renforcer les accords de PPP naissants sur le continent.

2.2.2.3 Publier un Cadre Continental sur les PPP
L'OIE a déjà développé "Manuel PPP de L'OIE" : Par conséquent, cette activité n'est plus pertinente et le projet utilisera les lignes directrices pour aider à renforcer les accords de PPP naissants sur le continent.

2.2.3 Renforcer les capacités pour améliorer le respect et l'harmonisation des politiques, stratégies, normes, méthodes et réglementations en matière de santé et de bien-être des animaux ;

2.2.3.1 Examiner les capacités de réglementation et d'application des services vétérinaires afin d'identifier les lacunes et les besoins en matière de capacités et de politiques Intégré avec 1.1.2.4

2.2.3.2 Mettre en place et faciliter la mise en œuvre de programmes de révision des politiques Intégré avec 1.1.2.4

2.2.2.3 Élaborer les stratégies/programmes pour le renforcement des capacités en matière de réglementation et d'application des règles sanitaires

Cette activité a déjà été réalisée comme indiqué précédemment

2.2.2.4 Soutien à la Plateforme Africaine pour le Bien-Etre Animal
Les informations sur la Stratégie pour le Bien-Etre Animal en Afrique (SBEA) ont été diffusées par le biais de divers médias, notamment le site Internet de l'UA-BIRA, entre autres. Elle ont également été imprimées dans les quatre langues officielles de l'UA - anglais, français, arabe et portugais - pour être diffusée. Un document de plaidoyer et une note de synthèse sur les arguments convaincants pour sensibiliser aux pratiques de bien-être animal en Afrique sont en cours d'élaboration, ainsi que le plan de mise en œuvre et le cadre de suivi et d'évaluation. En outre, un soutien a été apporté à l'IGAD/ICPALD pour établir le réseau régional de bien-être animal pour l'Afrique orientale. Les activités de sensibilisation (podcast, vidéo, pull-up, dépliant, messages radio) sont en cours. Un soutien a été apporté au Soudan et à l'Ouganda pour développer leurs stratégies respectives en matière de bien-être animal. La stratégie de l'Ouganda a été validée et celle du Soudan du Sud devrait l'être en Mai 2021.

RESULTAT DE LA SECTION 3 : PRODUCTION ANIMALE, PRODUCTIVITE ET SYSTEMES DE GESTION DE L'ECOSYSTEME SONT CONSOLIDES

Résultats 3.1 Le potentiel et les performances génétiques des animaux améliorés et le soutien aux stratégies de reproduction accru
Afin d'améliorer la production, la productivité et la gestion des écosystèmes, le projet a soutenu l'amélioration des politiques de reproduction, des processus et des institutions, le renforcement des meilleures pratiques durables dans la gestion des ressources naturelles, ainsi que l'amélioration de la qualité et de la disponibilité des ressources alimentaires.

3.1.1 Mécanismes, Politiques et Stratégies de Soutien pour le Développement des Ressources Animales (élevage, élevage non conventionnel et apiculture), y compris le développement d'outils d'aide à la décision sur l'interaction entre les génotypes d'animaux d'élevage, l'environnement et les systèmes de production.

Vers la transformation et la commercialisation des chaînes de valeur prioritaires de l'élevage, un atelier de retraite avec les points focaux des CER pour planifier la mise en œuvre des actions catalytiques identifiées des CVER prioritaires a eu lieu à Nairobi, les 13 et 14 janvier 2020. Afin d'avancer dans la mise en œuvre des actions catalytiques, un "Atelier consultatif régional pour établir un consensus entre les principales parties prenantes de la mise en œuvre sur le plan de mise en œuvre annuel avec les calendriers des activités Live2Africa en Afrique du Nord" a eu lieu (Le Caire, du 28 au 30 janvier 2020).

Afin de mettre en œuvre les actions/interventions stratégiques de la Chaîne de Valeurs Régionale des Produits Laitiers (CVRPL) dans la région de l'Afrique du Nord (États Membres de l'UMA + Égypte) et dans la région de l'ECCAS, l'UA-BIRA a lancé deux études régionales en août 2020. La première étude était intitulée "Évaluation de l'Etat de la Chaîne de Valeurs des Produits Laitiers en Afrique du Nord et élaboration d'une feuille de route pour la mise en œuvre du système de Gains Génétiques des Produits Laitiers en Afrique du Nord (NA-DGGS)". La deuxième consultation a été menée en Afrique Centrale (ECCAS) pour évaluer l'état de la chaîne de valeurs des œufs de volaille (PEVC) et la faisabilité de l'établissement d'une Ferme Régionale de grands-parentaux pour les Œufs de Volaille (CA-GPSF). Les deux études ont recommandé l'établissement du CA-GPSF régional au Cameroun et le pilotage du NA-DGGS en Egypte, Mauritanie, Maroc et Tunisie. L'analyse de la Chaîne de Valeurs de la "Chaîne de Valeurs Prioritaire de Viandes Rouges et des Animaux Vivants de l'IGAD" qui était en cours au moment de la rédaction du rapport.

3.1.2 Faciliter/ Soutenir l'Intégration dans les Plans Nationaux d'Investissement Agricoles (PNIA)
Pour aider les États Membres à inclure l'élevage dans les Plans Nationaux d'Investissement dans l'Agriculture afin d'améliorer la visibilité du secteur, le projet a identifié 10 États membres à des fins de pilotage en facilitant l'organisation d'ateliers consultatifs et soutient le développement de plans directeurs pour l'élevage dans 5 États membres (Kenya, Égypte, Botswana, Ghana et Rwanda). Le deuxième atelier consultatif sur le thème "Soutenir les États Membres dans l'intégration de l'élevage dans les Plans Nationaux d'Investissement Agricole" s'est tenu à Accra, au Ghana, du 10 au 12 mars 2020. Lors de cet atelier, il a été conclu que le développement des Plans Directeurs de l'Elevage (PDE) est la principale première étape pour renforcer l'investissement dans le secteur de l'élevage et le rendre plus visible pour être intégré dans les PNIA.

Au cours de la période de référence, l'Egypte, le Kenya et le Botswana ont été soutenus (à différentes phases) pour le développement de leur PDE, tandis que les arrangements avec le Ghana et le Rwanda dans le même but sont en cours. La préparation du PDE du Kenya est en cours et l'UA-BIRA, en partenariat avec l'USAID, la FAO, ILRI et d'autres partenaires locaux, apporte un soutien technique et financier au développement du PDE du Kenya qui devrait être finalisé d'ici la fin 2021. Pour l'Égypte, le Séminaire sur le PDE et l'Investissement est prévu pour rassembler environ 3 millions de dollars (US$) nécessaires au processus est prévu pour juin 2021.

3.1.3 Mettre en œuvre des programmes de reproduction et de conservation pour une utilisation et une gestion durables des ressources génétiques animales, en mettant l'accent sur les Ressources Génétiques Animales Indigènes Africaines.

Pour soutenir la mise en œuvre du Système de Gain Génétique des Produits Laitiers de l'Afrique du Nord (NA-DGGS) et de la Ferme d'Elevage de Grands Parentaux de l'Afrique Centrale (CA-GPSF) comme indiqué au point 3.1.1, le Cameroun a été sélectionné pour l'établissement de la NA-GPSF régionale et l'Egypte, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie ont été sélectionnés pour piloter la mise en œuvre du NA-DGGS. Après la validation des rapports de consultation, les CER concernées (UMA et ECCAS) ont été invitées à coordonner la mise en œuvre des actions catalytiques dans les EM respectifs. Le Ministère Camerounais de l'Elevage a été invité à sélectionner une ferme avicole existante (en tenant compte des

mesures de biosécurité, des facilités de transport, de la disponibilité des ressources humaines et du soutien technique, etc.) pour la mettre la transformer en CA- GPSF. Les États Membres de l'AN ont soumis leurs propositions pour le Système Régional de Gain Génétique de l'Afrique du Nord (Égypte, Mauritanie, Maroc et Tunisie), et les processus d'acquisition correspondants sont en cours.
Résultat 3.2 Les meilleures pratiques durables en matière de Gestion des Ressources Naturelles (GRN) ont été développées et adoptées

L'évaluation de la Gestion des Ressources Naturelles pour Améliorer la Productivité et la Sécurité Alimentaire de la Chaîne de Valeurs de l'Elevage Laitier en Afrique du Nord (Égypte, Mauritanie et Maroc) a été réalisée et le rapport devrait être validé en juin 2021.

3.2.1. Entreprendre des évaluations et des études de cadrage pour évaluer les interventions prometteuses nécessaires à l'amélioration de la GRN en vue de leur promotion dans les processus de planification régionaux et nationaux ; cela sera effectué par le biais d'une évaluation complète de la planification de l'utilisation des terres et du zonage au niveau des paysages et des écosystèmes. Ces dernières seront guidées par le Cadre de Travail de la Politique Pastorale et la Politique Foncière de l'UA.

3.2.2 Mécanismes, politiques et stratégies de soutien pour le développement des Ressources Animales (élevage, élevage non conventionnel et apiculture), y compris le développement d'outils d'aide à la décision sur l'interaction entre les génotypes d'animaux d'élevage, l'environnement et les systèmes de production.

En référence à l'atelier de priorisation des chaînes de valeur de l'élevage et à l'exercice d'inventaire qui a été réalisé pour définir les trois principales priorités stratégiques de Live2Africa et les trois principales actions/interventions catalytiques pour chaque action, le long des chaînes de valeurs régionales de l'élevage sélectionnées et priorisées (2019). Les actions catalytiques identifiées visent à renforcer l'adoption des meilleures pratiques durables en matière de gestion des ressources naturelles, entre autres actions. Par conséquent, une consultation régionale intitulée "Évaluation de la gestion des ressources naturelles pour l'amélioration de la productivité et de la sécurité alimentaire de la chaîne de valeur de l'élevage laitier en Afrique du Nord" a été annoncée, lancée et est actuellement en cours ; elle sera finalisée d'ici la fin avril 2021. La consultation évalue la gestion des ressources naturelles (en particulier la terre, les aliments pour animaux et l'eau) qui soutiennent la chaîne de valeur du bétail laitier en Afrique du Nord. Elle reflétera les interventions prioritaires de Live2africa et la feuille de route pour la mise en œuvre de ces interventions afin d'améliorer la gestion des ressources naturelles pour renforcer la sécurité alimentaire et améliorer la productivité, la résilience et la durabilité de la chaîne de valeurs de l'élevage laitier en Afrique du Nord.

L'objectif est d'aider les États Membres à élaborer une stratégie de gestion des parcours dans la région de l'IGAD (Somalie et Soudan du Sud), qui est confrontée à une myriade de défis, notamment la dégradation de la base de ressources, en partie liée à l'utilisation des terres et aux changements de régime foncier, l'effondrement des institutions traditionnelles de gestion des ressources naturelles et la faiblesse des capacités institutionnelles, organisationnelles et humaines. Ces défis sont exacerbés par l'avènement des changements climatiques et la faiblesse des cadres politiques et juridiques pour la gestion des terres de parcours. Le "Cadre Stratégique Régional de Gestion des Parcours, RRMSF" a été développé par le Centre

IGAD pour le développement des zones pastorales et de l'élevage (ICPALD) à travers le Projet régional de résilience des moyens de subsistance des pasteurs (RPLRP). Pour soutenir la Somalie et le Soudan de Sud dans le développement et la validation de leurs stratégies nationales de gestion des parcours alignées sur la stratégie de gestion des parcours de l'IGAD, l'UA-BIRA a lancé deux (2) consultations nationales pour "le développement et la validation des stratégies nationales de gestion des parcours pour la Somalie et le Soudan du Sud" qui sont en cours et devraient être validées par les parties prenantes en mai 2021.

3.2.2 Soutenir l'intégration et la domestication des politiques régionales et nationales et des processus de planification au niveau des CER et des EM.
Cette activité a été supprimée dans l'Avenant

3.2.3 Soutenir la mise en œuvre des actions clé identifiées par les projets pilotes de démonstration.
Cette activité a été supprimée dans l'Avenant

Résultat 3.3 L'accès à des aliments et à de l'eau de qualité a été amélioré
3.3.1 Soutenir les initiatives visant à améliorer les systèmes de production animale afin d'améliorer durablement la productivité, la disponibilité et l'accessibilité de l'eau de qualité visera à améliorer la gouvernance sur l'accès à l'eau et aux aliments de qualité.

Cette activité devrait débuter en juin 2021 après la finalisation du rapport de consultation régional sur l'évaluation "Gestion des ressources naturelles pour améliorer la productivité et la sécurité alimentaire de la chaîne de valeur du bétail laitier en Afrique du Nord".

RÉSULTAT DE LA SECTION 4 : RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES DE PRODUCTION ANIMALE

Le projet a soutenu le développement de Systèmes d'Alerte Précoce Intégrés pour l'Elevage (SAPIE) et l'amélioration des Systèmes d'Action Précoce dans la région de l'IGAD. La région de l'IGAD (Djibouti, Éthiopie, Kenya, Somalie, Soudan, Soudan du Sud et Ouganda) a facilité le Dialogue Politique Régional sur l'utilisation Durable des terres de parcours et des Ressources Naturelles Transfrontalières de Pâturage (dans trois groupes transfrontaliers vulnérables aux catastrophes : Éthiopie-Kenya ; Kenya-Ouganda ; et Éthiopie-Kenya-Soudan du Sud-Ouganda).

Résultat 4.1 Renforcement des Systèmes d'Alerte Précoce pour l'Elevage (SAPIE)
4.1.1 Renforcer la capacité des SAPIE dans les EM et les CER à collecter, gérer et déployer efficacement les informations d'alerte précoce

En vue de développer et de soutenir les Systèmes Intégrés d'Alerte Précoce sur l'Elevage (SAPIE) et de renforcement des actions précoces dans la région de l'IGAD, la nécessité d'évaluer la situation existante en termes d'alerte précoce et de renforcement des actions précoces en ce qui concerne les principaux éléments qui nécessitent une action de manière intégrée (par exemple, les maladies animales, les changements climatiques, la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles, le contrôle des

conflits, etc. L'UA-BIRA a lancé une consultation régionale pour le "Développement et le Maintien d'un Système d'Alerte Précoce intégré pour l'Elevage (SAPIE) et le Renforcement du Système d'Action Précoce dans la région de l'IGAD (Djibouti, Ethiopie, Kenya, Somalie, Soudan, Soudan du Sud et Ouganda)". La consultation vise à examiner et à évaluer l'état des systèmes d'alerte précoce existants, relatifs à l'Elevage, leurs composantes, leurs paramètres et les parties prenantes aux niveaux national et régional conviennent sur la voie à suivre. La consultation s'achèvera en juin 2021.

4.1.2 Renforcer la capacité de planification et de réponse des EM pour accéder de manière adéquate aux informations harmonisées du SAPIE et les utiliser.

Cette activité sera mise en œuvre après l'obtention du rapport du SAPIE (4.1.1.) comme soutien à la capacité de planification et de réponse de l'Alerte Précoce Intégrée sur l'Elevage.

Résultat 4.2 Amélioration de la Gestion des Risques de Catastrophes (GRC).

4.2.1 Renforcer la capacité des EM et des CER à élaborer et à mettre en œuvre des politiques, des stratégies et un plan d'investissement efficaces en matière de GRC

En vue de faciliter le Dialogue Politique Régional sur l'Utilisation Durable des Pâturages et d'Evaluer le Statut des Ressources Naturelles des Pâturages Transfrontalières et de promouvoir l'utilisation durable des Pâturages et le pâturage naturel transfrontalier, le projet a lancé une consultation régionale pour "Faciliter le Dialogue Politique Régional sur l'utilisation durable des pâturages et évaluer le statut des ressources naturelles de pâturage transfrontalières". Les trois principaux groupes transfrontaliers de l'IGAD (Ethiopie-Kenya, Kenya-Ouganda et Ethiopie-Kenya- Soudan du Sud-Ouganda, connus sous le nom du groupe Karamoja) ont été inclus dans la consultation qui visait à évaluer la gestion des ressources de pâturage transfrontalières de chacun des trois groupes, à évaluer l'impact des mouvements transfrontaliers saisonniers d'animaux sur la gestion des écosystèmes et les aspects socio-économiques, à contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un changement de politique à la suite de la série d'évaluations fondées sur des données probantes, et à influencer les décideurs et le public par le biais de documents de sensibilisation et des médias dans la domestication de la gestion conjointe durable des ressources de pâturages transfrontalières.

4.2.2 Évaluer et identifier les changements dans la vulnérabilité des systèmes de production animale, la viabilité des interventions, et identifier les points d'entrée politiques nécessaires pour renforcer la résilience. [A été supprimé dans l'Avenant].

4.2.3 Utiliser le SAPIE pour prévoir et atténuer les sécheresses/aliments par les EM et les associations pastorales pour réduire la famine.
[Cette activité a été supprimée dans l'Avenant].

RESULTAT 5 : L'ADOPTION DE TECHNOLOGIES DANS LES CVRE A AUGMENTÉ

Résultat 5.1 : Adoption de technologies modernes pour améliorer la production, la productivité, la valeur ajoutée et la compétitivité a été publié

5.1.1 Entreprendre des études sur les technologies innovantes qui améliorent la production, la productivité et la valeur ajoutée, en mettant l'accent sur l'utilisation de la recherche

En vue de la publication, un compendium des technologies et des innovations existantes, qui présente plus de 120 technologies et innovations dans le monde développé ou dans des régions spécifiques d'Afrique, a été compilé et est prêt à être publié. Ce compendium est accompagné d'une galerie de photos (voir figure 1). Chaque technologie et innovation a été soumise à une analyse SWOT, sa disponibilité en Afrique a été déterminée, les principaux utilisateurs ont été identifiés. La préférence a été donnée aux technologies smart sur le plan climatique et respectueuses de l'environnement afin d'atténuer les effets négatifs des changements climatiques. Le rapport est divisé en cinq sections. Le chapitre 1 présente une introduction au rôle de la technologie et de l'innovation dans la CVE et au rôle de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) sur la production animale, en soulignant les rôles émergents de l'atténuation des changements climatiques et de l'agriculture smart sur le plan climatique et environnemental. La pandémie de COVID-19 a été vécue pendant la compilation de ce rapport, ce qui a nécessité une discussion sur son impact sur la production animale à la fin de ce chapitre.

Les chapitres 2 à 5 décrivent les technologies et les innovations dans les chaînes de valeurs prioritaires, en mettant spécifiquement l'accent sur les technologies et les innovations ciblant la production, les intrants et les services, la transformation et la valeur ajoutée, l'alimentation, l'abri, le commerce et les marchés. Le chapitre 2 décrit les technologies et les innovations communes aux chaînes de valeurs (CV) des viandes rouges, des produits laitiers et des animaux vivants, le chapitre 3 décrit celles de la CV des produits laitiers, le chapitre 4 décrit celles de la CV de la volaille, le chapitre 5 décrit celles de la CV de l'apiculture et le chapitre 6 décrit les technologies numériques disponibles. La 1ère version du compendium est disponible.

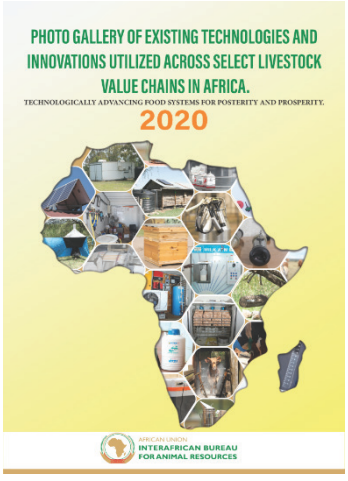


Figure 1 : *Publication de Galerie de photos des technologies et innovations existantes et utilisées en Afrique*

Vers le Développement d'une Stratégie Continentale pour renforcer les Systèmes de Liaison entre la Recherche, la Vulgarisation et les Agriculteurs (REFILS) pour un développement, un transfert et une utilisation accrus des technologies en Afrique, une étude a été réalisée pour évaluer le développement, l'utilisation et les processus d'utilisation des technologies et des innovations spécifiques aux ressources animales et ensuite pour développer une Stratégie Continentale pour renforcer les systèmes de Liaison entre la Recherche, la Vulgarisation et les Agriculteurs (REFILS) à travers les chaînes de valeurs prioritaires de l'élevage en Afrique. L'étude a mis en évidence les meilleures pratiques et les leçons apprises qui permettront d'améliorer les environnements institutionnels et politiques. En outre, trois objectifs stratégiques pour la stratégie continentale proposée qui comprend :

1. Objectif stratégique 1 : renforcer les capacités des REFILS et soutenir les infrastructures
2. Objectif stratégique 2 : Améliorer la formulation et la domestication des politiques et des règlements de REFILS.
3. Objectif stratégique 3 : Développer des systèmes de sensibilisation et de plaidoyer pour les REFILS.

Meilleures pratiques et leçons apprises pour améliorer le REFILS Vers la diffusion des leçons apprises et des meilleures pratiques pour l'adoption et le transfert de technologies dans le secteur des Ressources Animales pour les Services Nationaux de Vulgarisation Agricole en Afrique, un manuel de technologies et d'innovations pour le secteur des ressources animales qui motivera l'adoption efficace, la transmission et l'utilisation durable de produits d'innovation et de technologies éprouvés a été finalisé et attend d'être validé. Le manuel met en évidence les leçons apprises et les meilleures pratiques dans le cadre des goulets d'étranglement institutionnels et opérationnels rencontrés. Par ailleurs, les "meilleures stratégies" pour réaliser la numérisation du secteur des ressources animales en Afrique ont été identifiées et documentées. Le manuel sera validé lors de la prochaine période de rapport.

Dans le but de documenter et de publier des exemples de réussite dans le domaine de la technologie, un appel à candidatures pour des récits de réussite sur les innovations inclusives pour les systèmes alimentaires basés sur l'élevage a été lancé, principalement pour permettre le partage d'expériences et d'impacts d'innovations sélectionnées qui sont sensibles au genre, smart sur le plan climatique et respectueuses de l'environnement. Cela permettra aux États Membres de partager des informations et de sensibiliser aux innovations transformatrices existantes dans le but d'augmenter les niveaux d'adoption et d'améliorer les innovations mises en avant sur le continent. Au total, 10 candidatures ont été reçues du Ghana, de l'Ethiopie, de la Tunisie, de la Zambie, de l'Ouganda, de l'Afrique centrale et du Congo Brazzaville. Deux exemples de réussite "Une pisciculture innovante pour autonomiser les jeunes et les femmes dans les zones rurales du Ghana, qui a mis en évidence l'utilisation d'un système alimentaire basé sur l'aquaponie comprenant un système d'approvisionnement en eau et en lumière pour améliorer la pisciculture ainsi que l'impact sur l'autonomisation économique des jeunes et des femmes au Ghana" et "Les programmes communautaires d'élevage de moutons et de chèvres dans les systèmes d'élevage africains à faibles intrants fournissent des solutions durables pour l'amélioration génétique qui conduisent à des revenus plus élevés pour les petits exploitants agricoles en Ethiopie, qui documente les bons impacts de l'utilisation de cette innovation en matière d'élevage qui a entraîné une augmentation de la production et de la productivité ainsi que des gains génétiques améliorés et mesurables. Les deux candidats retenus seront récompensés et leurs articles seront publiés dans le Bulletin d'Information de Technologie et Innovations de 2021.

5.1.2 Promouvoir les technologies appropriées pour la gestion, la conservation et l'utilisation rationnelle de l'eau et des fourrages.

Un atelier sur la "Formation des Formateurs sur les technologies pour la promotion de la chaîne de valeurs avicole locale en Afrique" s'est tenu à Douala-Cameroun du 16 au 20 novembre 2020 pour renforcer les capacités des participants sur le processus de développement de la chaîne de valeurs avicole. Pendant les cinq jours de formation, les facilitateurs et les participants à l'atelier ont partagé, et échangé des expériences sur les technologies innovantes pour le développement de la chaîne de valeurs avicole locale du Cameroun. Des visites pratiques sur le terrain ont été effectuées à la ferme avicole de la famille Nono Nono Gomes à Lendi dans le district de Douala 5 et à l'établissement de santé animale EQUAVET GROUP basé à Bonaberi, dans le district de Douala 4. Ces visites ont permis d'analyser des études de cas, les meilleures pratiques et les causes des goulets d'étranglement dans la chaîne de valeurs avicole locale. Les recommandations clé de l'atelier comprennent la nécessité de cadres de travail juridiques et de réglementations pour protéger les ressources avicoles locales contre les croisements ; la cartographie (SIG) des éleveurs et des agriculteurs existants ; la caractérisation des ressources génétiques existantes, et la mise en banque de matériel biologique ; l'identification et la sélection d'éleveurs pilotes de volailles locales pour la formation ; création d'une plateforme pour les acteurs du Ministère de la Recherche sur l'Elevage, les universités et les producteurs afin de condenser, conditionner et diffuser les résultats de la recherche sur le développement de la volaille locale ; l'introduction et la promotion d'incubateurs solaires locaux pour les œufs; l'introduction de coqs reproducteurs sélectionnés dans le pool génétique local et la promotion de l'insémination artificielle et de la technologie des cellules germinales primordiales (CGP).



Figure 2 : *Manuel de formation des Formateurs pour une utilisation efficace des technologies dans la CVE de la volaille.*

Pour soutenir davantage l'aspect de la formation, un manuel de formation illustré à la figure 2 a également été élaboré et traduit en français. Ce manuel fournit les informations nécessaires à l'utilisation efficace des technologies et innovations disponibles pour améliorer la production et la productivité. Il présente des illustrations intenses et graphiques qui amélioreront la compréhension de toutes les parties prenantes de la chaîne de valeurs de l'élevage de volaille. Dans cette optique, un Atelier de Formation de Formateurs (FdeF) sur l'Utilisation de Technologies Innovantes pour la Création de Valeur Ajoutée et la Gestion des Aliments pour Animaux dans la Chaîne de Valeurs de la volaille en Afrique de l'Ouest a été organisé à Accra au Ghana du 15 au 19 mars 2021 (Fig 5). L'atelier, organisé par l'UA-BIRA, a réuni quarante-deux (42) participants issus de l'ensemble de la chaîne de valeurs de la volaille. Les participants comprenaient : des producteurs familiaux de volaille, des coopératives (Groupes d'Initiative Commune), des producteurs d'aliments pour volaille, des éleveurs, des incubateurs et des producteurs d'équipements pour volaille, des généticiens de volaille, des scientifiques de volaille, des start-ups de TIC agricoles, des représentants gouvernementaux, des promoteurs de coopératives et des prestataires de services de la santé animale.

Le quatrième jour de l'atelier, les participants ont également effectué une visite sur le terrain dans trois entreprises avicoles (2 à Accra, dans la région du Grand Accra, et 1 à Suhum, dans la région de l'Est) afin de s'informer des innovations technologiques à adopter et à utiliser dans la chaîne de valeurs avicole locale.

Parmi les recommandations formulées à l'issue de l'atelier, citons la nécessité pour l'industrie d'inciter le gouvernement à consacrer des fonds à la recherche dans le domaine de la production avicole ; la nécessité d'établir des partenariats solides entre les parties prenantes, d'engager des actions politiques pour réglementer la production locale de poussins d'un jour, en particulier face à la prolifération récente de couvoirs à petite échelle dans les exploitations agricoles. En termes de biosécurité, il a été conseillé aux agriculteurs de réduire l'utilisation de médicaments, d'améliorer la gestion et le respect strict des protocoles de vaccination afin de réduire la mortalité. Les participants ont également recommandé aux agriculteurs, en particulier aux grands producteurs, d'utiliser des stratégies de gestion de la dette appropriées afin d'éviter les défauts de paiement et de renforcer la confiance des prêteurs/investisseurs dans le secteur. Le besoin d'Associations efficaces de Parties Prenantes dans le secteur de la volaille dans les pays et à travers la région de l'Afrique de l'Ouest pour aider à engager les décideurs politiques.

Par ailleurs, un Atelier de Formation des Formateurs sur l'Utilisation des Innovations et des Technologies pour l'amélioration de la Production et la Valeur Ajoutée de la chaîne de valeurs des produits laitiers au Rwanda s'est tenu à l'hôtel Nobleza, dans le district de Kicukiro de la ville de Kigali du 17 au 21 mai 2021. L'atelier a été organisé par l'Union Africaine-Bureau Interafricain des Ressources Animales (UA-BIRA) dans le cadre de son projet Live2Africa, avec un financement de l'Union Européenne (UE). Quarante (40) participants issus de l'ensemble de la chaîne de valeurs des produits laitiers au Rwanda et des parties prenantes ont assisté à l'atelier. Les recommandations formulées sont les suivantes, la nécessité de Renforcer les Capacités de la Plate-forme Laitière Nationale du Rwanda par l'infrastructure et le renforcement des capacités techniques, de plaider pour la formulation et la mise en place de politiques et de réglementations favorisant l'industrie laitière ; le RNDP en collaboration avec le gouvernement et les prestataires de services du secteur privé pour fournir des incitations aux agriculteurs ; de développer des plates-formes de mise en réseau pour toutes les parties prenantes de la chaîne de valeurs des produits laitiers.

Afin d'augmenter la productivité et la résilience de l'élevage laitier dans la région de l'Afrique de l'Est, il est important de recalibrer et de renforcer la chaîne de valeurs des produits laitiers (CVPL) et d'utiliser les nouvelles technologies et innovations qui permettront à la chaîne de valeurs de fonctionner de manière optimale. Les innovations technologiques ont été les moteurs de la transformation de l'élevage dans les pays développés et en développement. Au cours des quatre dernières décennies, le développement des technologies et des innovations dans le domaine de la production et de la santé animales a connu un essor sans précédent. Certaines de ces technologies ont été utilisées avec succès, tandis que d'autres ont été utilisées avec un succès variable, et beaucoup d'autres sont à différents stades de développement et de commercialisation. Au cours de la dernière décennie, des progrès remarquables ont été réalisés dans l'utilisation des technologies de reproduction assistée (ART). Le Gouvernement Kenyan, en collaboration avec KALRO, a soumis une demande de soutien pour le "Renforcement de la chaîne de valeurs des produits laitiers (CVPL) au Kenya et dans les pays voisins par l'utilisation des Technologies de Reproduction Assistée". Cette proposition a été acceptée et l'UA-BIRA s'est engagée à la mettre en œuvre.

Les objectifs du projet SDVC sont : Établir une plateforme Mobile ART pour les petits producteurs laitiers qui encouragera l'utilisation des technologies de reproduction dans la multiplication des meilleures génétiques de bovins laitiers et des services de soutien associés ; développer et mettre en œuvre des programmes appropriés de multiplication et de distribution de bovins laitiers tout en utilisant les technologies de reproduction ; et améliorer les compétences techniques et les capacités d'infrastructure des technologies de reproduction à travers l'Afrique de l'Est.

Le projet SDVC utilisera les ART pour permettre l'augmentation du taux de progrès génétique et assurer une multiplication plus rapide des génotypes éprouvés de bovins laitiers. Certains des ART existants incluent : (i) l'ovulation multiple et le transfert d'embryons (MOET) ; (ii) la synchronisation œstrale et l'insémination artificielle (SO&IA) ; (iii) l'utilisation de sperme sexé ; et (iv) la production d'embryons in-vitro (IVEP). Le MOET et l'SO&IA devraient avoir un impact intense sur les initiatives d'amélioration génétique du bétail dans les années à venir, car les technologies modernes de reproduction deviennent abordables. Par conséquent, le projet SDVC utilisera les technologies SO&IA - et dans une moindre mesure le MOET - pour permettre une augmentation du taux de progrès génétique et assurer une multiplication plus rapide de reproducteurs laitiers abordables pour les petits exploitants. Il s'appuiera, en outre, sur les associations de bovins sahiwal formées dans le cadre du projet "Génétique" précédemment financé par l'UE, afin d'assurer la continuité de l'objectif d'augmentation de la production et de la productivité pour les communautés vulnérables. L'UA-BIRA a déjà identifié la liste des équipements et des technologies pour équiper le laboratoire mobile de traitement antirétroviral et elle attend de les acquérir.

L'UA-BIRA en collaboration avec le Centre IGAD pour les zones pastorales et le développement de l'élevage (IGAD/ICPALD), soutient le développement et l'opérationnalisation d'un Système d'Identification et de Traçabilité de l'Elevage (SITE) au Soudan. Dans le cadre du projet Live2Africa, l'UA-BIRA a sélectionné deux consultants qualifiés et expérimentés pour développer et mettre en œuvre le Système d'Identification et de Traçabilité de l'Elevage (SITE) au Soudan. Le développement du système comprend les dispositifs d'identification de l'Elevage à utiliser, qui sont similaires à ceux utilisés en Éthiopie, et des modules logiciels testés, notamment une base de données.

Dans le cadre d'une collaboration entre l'UA-BIRA et le Ministère Soudanais des Ressources Animales (MOAR), le projet a démarré en décembre 2020, pour une période de six mois qui comprend une phase pilote. Le contexte du projet comprend trois objectifs, à savoir : une évaluation complète des besoins, l'établissement et l'opérationnalisation d'une base de données SITE et la formation de toutes les parties prenantes impliquées dans le projet avec la production d'un manuel de formation SITE.

La mise en œuvre du projet a commencé par une visite en Ethiopie des consultants et de la personne focale, facilitée par l'UA-BIRA. Le but de la visite était de partager l'expérience éthiopienne pour le développement de leur SITE. Le programme est considéré comme l'un des systèmes les plus avancés de la région de l'IGAD et se compare à d'autres systèmes réussis en Afrique. En Éthiopie, la mission a été cordialement reçue par le Ministère Ethiopien de l'Agriculture, et le SITE qui relève de sa compétence. La mission souhaitait rencontrer ses homologues éthiopiens afin de comprendre les défis et les succès du système éthiopien, notamment l'enregistrement des mouvements et les certificats sanitaires qui les accompagnent.

Le 27 février 2021, les autorités soudanaises du MOAR, en étroite collaboration avec l'UA-BIRA, ont organisé un atelier de lancement d'une journée pour annoncer le coup d'envoi et le début du Projet. La plupart des acteurs du secteur de l'élevage ont participé à cet atelier. Pour des raisons pratiques liées à la pandémie de COVID-19, l'UA-BIRA n'a pas été en mesure de participer physiquement aux activités de l'atelier, mais a participé activement à une présentation virtuelle complète. Les autorités importantes du ministère et les consultants ont également contribué de manière significative à l'ouverture et aux sessions de travail. Enfin, l'atelier a formulé deux groupes de travail qui ont émis des recommandations pour affiner et renforcer la feuille de route et le processus opérationnel pour une mise en œuvre harmonieuse du Projet.

Sur la base des évaluations de terrain et des recommandations de la réunion de lancement, il a été convenu que le rapport original du CNFA (Bradfield et Truitt 2014) servirait de cadre pour le développement de SITE dans la région de l'IGAD. Les recommandations pour le cadre de SITE étaient les suivantes : Cibler uniquement l'élevage pour l'exportation ; le prix des carcasses, par rapport à l'étiquette, est le moins cher pour l'elevage et assurera l'adhésion. Passez ensuite à d'autres espèces ; une étiquette de gestion inviolable dans l'oreille gauche et une étiquette-bouton, portant le même numéro, dans l'oreille droite. Évitez les dispositifs RFID ou les bolus car ils sont coûteux et nécessitent une bonne infrastructure informatique pour fonctionner ; étiquetez les animaux sur le marché primaire et enregistrez les données relatives à l'animal ; étiquetez les animaux au parc d'engraissement et enregistrez les données relatives au marché primaire afin de garantir la traçabilité "Traçage" et "Traçage en aval" ; conservez un système sur papier jusqu'au parc d'engraissement où les données sont ensuite saisies dans la base de données ; faites payer une petite somme pour l'obtention d'une étiquette officielle. Cela assure que la valeur intrinsèque de l'étiquette est réalisée et ensuite reliez cette dernière à un programme de sante/vaccination animales

Un prototype des LIT a été développé (Figure 3) et le cadre a été détaillé ci-dessus.

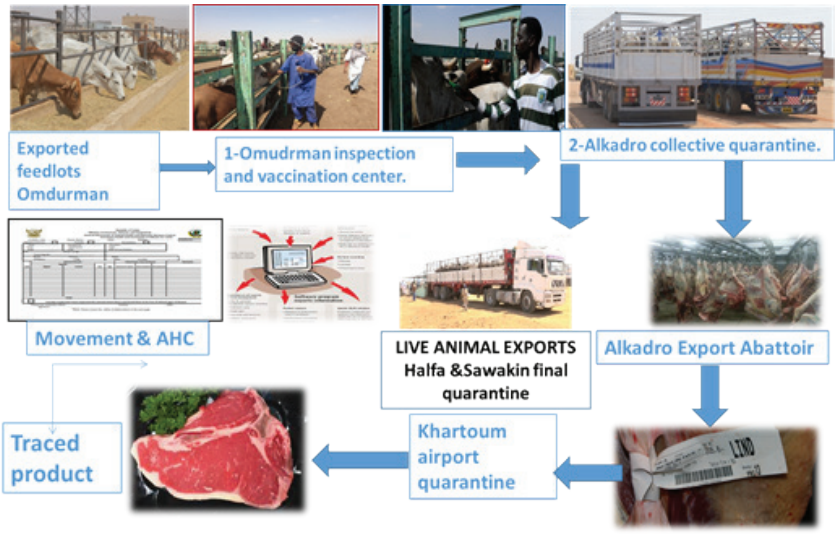


Figure 3 : *Les équipements pour les systèmes LIT ont été identifiés et sont en cours d'acquisition.*

Un Atelier National de Sensibilisation et d'Information des Parties Prenantes sur les Applications de la Biotechnologie Animale et les Perspectives Réglementaires a eu lieu à Naivasha au Kenya du 22 au 24 mars 2021. La réunion a été organisée conjointement par le Bureau Interafricain des Ressources Animales de l'Union Africaine (AU-BIRA), l'Afri-Centre du Service International pour l'Acquisition d'Applications Agro biotechnologiques (ISAAA) et l'Autorité Nationale de Biosécurité du Kenya (ANB) sur le thème "Biotechnologie Animale : la prochaine frontière".41 participants provenant de Ministères, Départements et Agences Gouvernementales, du secteur privé, d'institutions de recherche, d'universités, d'organisations non gouvernementales et d'organisations internationales ont assisté à l'atelier. Huit des participants ont assisté virtuellement à l'atelier, dont des représentants du Département de l'Agriculture des États-Unis (USDA), d'Agriculture et Agroalimentaire du Canada et de l'Institut international de Recherche sur l'Elevage (ILRI). Les objectifs de la réunion étaient de partager les expériences sur l'état de la recherche en biotechnologie animale, les approbations réglementaires et commerciales au niveau mondial et régional ; Créer des liens entre les parties prenantes de la biotechnologie animale afin de tirer parti des connaissances, de l'infrastructure scientifique et de la mise en place de politiques favorables ; identifier les besoins prioritaires et les possibilités d'applications de la biotechnologie animale afin de faciliter l'élaboration d'une feuille de route pratique et de faire avancer le continent conformément à l'Agenda 2063 et à la Stratégie ST&I pour l'Afrique (STISA-2024) ; et élaborer un plan de communication pour sensibiliser à la biotechnologie animale. Un consensus a été atteint sur les rôles à jouer par les principales parties prenantes.

Une réunion similaire s'est tenue au Nigeria, à Abuja, du 18 au 21 mai 2021, en collaboration avec la NABDA et l'OFAB. Son Excellence le Ministre d'État, le Ministère Fédéral des Sciences et de la Technologie, le Dr Ogbonnaya Onu, et 35 participants issus de la recherche, de l'université et des organismes de réglementation, entre autres, y ont assisté. Les recommandations formulées lors de la réunion comprenaient l'engagement du gouvernement national à soutenir davantage le secteur de la biotechnologie animale en augmentant les allocations budgétaires qui soutiendront les laboratoires de biotechnologie animale ainsi qu'en renforçant la sensibilisation et le plaidoyer au niveau national.

Résultat 5.2 Amélioration des connaissances sur les ressources animales

5.2.1 Rendre opérationnels trois modules du système d'information sur les ressources animales (ARIS) [commerce et commercialisation, production animale et santé animale] ; utiliser les technologies de l'information pour améliorer le commerce et la traçabilité tout au long de la chaîne de valeurs.

Des formations sont prévues dans la prochaine période de rapport

5.2.2 Renforcer les capacités des EM et des CER en matière de collecte de données, d'analyse, de planification des actions et de suivi des investissements dans le secteur de l'élevage en utilisant le système d'information sur les ressources animales ou d'autres systèmes d'information interopérables dans les CER et les EM.

L'UA-BIRA gère un système continental de collecte, d'analyse, de stockage et de diffusion de données et d'informations sur les ressources animales, connu sous le nom de Système d'Information sur les Ressources Animales (ARIS). Actuellement dans sa troisième version, ARIS joue un rôle clé dans la planification adéquate des interventions dans le domaine de la santé animale, de la production, de la commercialisation et du commerce des animaux, de la pêche et de l'aquaculture ; et également dans la gestion des capacités des ressources animales en général. Cependant, le secteur des ressources animales présente un manque d'informations intégrées et de processus de gestion des données qui limitent la fourniture d'informations et de connaissances en temps réel sur l'élevage en vue de faciliter les processus de prise de décision parmi les éleveurs/producteurs de l'élevage, les commerçants, les gouvernements et les Organisations Non Gouvernementales, les partenaires de développement, le secteur privé, entre autres, au niveau régional et continental.

Un atelier de formation continental a été organisé par le projet Live2Africa de l'UA-BIRA à Nairobi, au Kenya, du 3 au 7 février 2020. L'objectif principal de l'atelier était d'améliorer la capacité systémique des États Membres de l'Union Africaine en matière de gestion de l'information basée sur les Chaînes de Valeurs Régionales de l'Elevage (CVRE). Les objectifs spécifiques étaient les suivants (i) mener une évaluation complète des besoins en données et en informations des différentes parties prenantes à travers les chaînes de valeurs de l'élevage prioritaires sur une base régionale (volaille, produits laitiers, viandes et animaux vivants) ; (ii) identifier le contenu des données critiques pour les Chaînes de Valeur Régionales Prioritaires sélectionnées ; (iii) développer un cadre Continental Compréhensif de Collecte de Données (sources de données, acteurs, processus de vérification, etc.); et (iv) concevoir des mécanismes interactifs de partage de l'information et de retour d'information (par exemple, des plateformes). L'atelier de formation a été suivi par 128 participants provenant de 50 États Membres (EM), de 5 Communautés Economiques Régionales (CER) et de l'UA-BIRA. Les participants comprenaient des experts techniques (y compris des experts/consultants en systèmes d'information et en CVE), des représentants d'éleveurs et d'associations de chaînes de valeurs, des représentants des autorités compétentes des États Membres dans le domaine de la CVE (commerce et commercialisation, production, intrants et services, transformation et valeur ajoutée), des statisticiens, des agents de vulgarisation et des représentants du secteur privé. Des présentations introductives ont été faites sur : le projet Live2Africa, et un aperçu des CVRE prioritaires.

Ensuite, les résultats de deux études de cas menées au Kenya sur les systèmes d'information ont été présentés. Les résultats et les analyses d'un audit réalisé sur la gestion des connaissances et de l'information

ont mis en évidence les difficultés rencontrées par les praticiens pour accéder aux informations et aux données et pour les utiliser. Divers systèmes d'information existants sur les ressources animales ont été présentés. Les fonctionnalités et l'infrastructure de la nouvelle version d'ARIS3 ont été présentées aux participants. Le système ARIS3 comprend actuellement 31 modules couvrant divers sujets, notamment : la santé animale, la production, le commerce et la commercialisation, la pêche et l'aquaculture, entre autres. L'UA-BIRA avait déjà effectué une analyse des besoins en information par le biais d'un questionnaire envoyé aux différentes parties prenantes du secteur des ressources animales en Afrique. Les résultats préliminaires de ces analyses ont été présentés. La pertinence des informations et des données, les sources d'information et de données, les stratégies proposées pour la collecte de données et d'informations et les méthodes de retour d'information, étaient quelques-uns des sujets abordés dans le questionnaire. Ces présentations ont permis aux participants de délibérer et de formuler des propositions concrètes sur la meilleure façon d'améliorer la gestion des informations et des données dans le secteur des ressources animales en Afrique.

Les participants ont été répartis en groupes de discussion en fonction des CVRE prioritaires. Ils ont délibéré sur les points suivants : évaluation des besoins en matière de données et d'informations, contenu des données et collecte des données, et élaboration de stratégies sur la manière dont les informations et les données pourraient être rendues plus accessibles aux parties prenantes dans les différentes composantes des CVRE. Les stratégies proposées présentées par les groupes ont montré des similitudes entre les différents CRVE. Les produits des différents groupes ont indiqué une convergence sur presque toutes les questions, notamment sur les collecteurs de données, les méthodes de collecte et la fréquence. Cependant, de légères différences sur les sources de financement ont été observées, certains groupes suggérant qu'une plus grande proportion du financement devrait provenir des partenaires de développement, des CVE plutôt que des institutions nationales publiques et privées. Cependant, de légères différences sur les sources de financement ont été observées, certains groupes suggérant qu'une plus grande proportion du financement devrait provenir des partenaires de développement, des CER plutôt que des institutions nationales publiques et privées. Les informations fournies par les participants permettront à l'UA-BIRA de concevoir des stratégies durables et pratiques sur la gestion des informations et des données sur les ressources animales et de renforcer sa dernière version d'ARIS. Un contenu solide de données a été généré pour les chaînes de valeurs régionales prioritaires de l'élevage, à savoir la volaille, les viandes rouges, les animaux vivants et les produits laitiers, et est actuellement développé en modules opérationnels pour une utilisation continentale par les parties prenantes.

RESULTAT DE LA SECTION 6 : ACCESS AUX INTRANTS, SERVICES, MARCHES ET SYSTEMES DE VALEURS AJOUTEE AMELIORES

Résultat 6.1 : Les systèmes d'information harmonisés sur la commercialisation de l'élevage ont été présentés

6.1.1 Cartographier l'infrastructure, les politiques et la législation en matière de commercialisation au niveau des CER, des EM, etc. ;

[Mise en œuvre prévue au cours de la prochaine période de référence]

6.1.2 Diffuser les résultats, notamment en renforçant les plateformes multipartites pour le partage d'informations.
[Mise en œuvre prévue au cours de la prochaine période de référence]

6.1.3 Intégrer les Systèmes Nationaux d'Information sur la Commercialisation de l'Elevage aux Systèmes Régionaux d'Information sur la Commercialisation de l'Elevage ;
[Mise en œuvre prévue au cours de la prochaine période de référence]

6.1.4 Renforcer les capacités des parties prenantes sur les Systèmes d'Information sur la Commercialisation de l'Elevage
[Mise en œuvre prévue au cours de la prochaine période de référence]

Résultat 6.2 : Réduction des pertes post-récolte
6.2.1 Promouvoir le développement et l'adoption de technologies de valeur ajoutée et de réduction des pertes après récolte ; [Combiné avec les actions des résultats 5 et 1 selon l'Avenant].

6.2.2 Soutenir la formulation de cadres de travail politiques ou de plaider pour des options politiques qui favorisent et encouragent la valeur ajoutée.
[Mise en œuvre prévue au cours de la prochaine période de référence].

Résultat 6.3 :Accès élargi à des intrants et services de qualité et abordables
6.3.1. Soutenir les cadres de travail politiques qui favorisent des intrants (médicaments, aliments pour animaux, etc.) et des services d'élevage abordables et de qualité
[Mise en œuvre prévue au cours de la prochaine période de référence].

6.3.2 Renforcer la capacité des parties prenantes, y compris les associations de prestation de services et d'intrants au niveau des États Membres ou de la région et les organismes de réglementation, à faire appliquer les contrôles de prix et de qualité ;
[Mise en œuvre prévue au cours de la prochaine période de référence].

6.3.3 Soutenir les États Membres pour qu'ils participent aux processus d'établissement de normes sanitaires et pour renforcer les mécanismes entraînant le respect de ces normes en s'appuyant sur les réalisations du PANSPSO et du VET-GOV ; la coordination nationale de l'établissement des normes de l'OIE au Liberia, au Nigeria et au Zimbabwe a été améliorée. Les trois pays soumettent désormais à l'OIE des positions nationales sur les questions prioritaires de la santé animale, en vue de leur intégration dans les normes internationales de l'OIE. Avant cette intervention, l'Afrique du Sud était le seul État Membre de l'UA à soumettre des commentaires à l'OIE. Le projet a toujours soutenu la formulation de Positions Communes Africaines sur les Projets de Normes de l'OIE pour les réunions des commissions spécialisées de l'OIE de 2020 et 2021 et la session générale de l'OIE. Le mécanisme de position commune a contribué à promouvoir l'intérêt et l'image du secteur de l'élevage africain au sein de l'OIE. Un exemple est la Position Africaine qui a conduit au changement de nom du Chapitre 8.Y infection par des trypanosomes animaux d'Origine Africaine en infection par T. vivax, T. congolense, T. simiae et T. brucei. Le nom original stigmatisait

les animaux d'Afrique avec des ramifications commerciales potentielles.

6.3.4 Soutenir l'examen et la révision des programmes d'enseignement et de formation continue (FC) afin de doter le personnel des services de l'élevage avec des compétences et des connaissances requises pour améliorer la production, la productivité et la valeur ajoutée tout au long de la chaîne de commercialisation. [Mise en œuvre prévue au cours de la prochaine période de référence].

RESULTAT DE LA SECTION 7 : LES CAPACITES CONTINENTALES DE L'UA- BIRA ONT ETE RNFORCEES

Résultat 7.1 Renforcement des capacités de coordination des projets

R 7.1 Promouvoir une meilleure conformité dans les processus internes liés à l'audit interne, à la passation de marchés et aux règles de certification

7.1.1 Soutenir un auditeur interne pour diffuser les bonnes pratiques d'audit au sein de l'institution
La demande de recrutement d'un auditeur interne a été soumise au siège de l'UA et le processus est en cours. Dans l'intervalle, les fonctions d'audit interne du projet sont assurées annuellement par le département d'audit interne de la CUA.

7.1.2 Soutenir un responsable des achats pour assurer la mise en œuvre de solides pratiques d'achat au sein de l'institution ;

Afin de promouvoir de solides pratiques d'achat au sein de l'organisation, le Plan Annuel d'Achat (PAA) 2020 a été élaboré et mis en œuvre. Le responsable principal des Ressources Humaines et de l'Administration a participé à une formation sur la Nouvelle Politique de Voyage en novembre 2019 organisée à Nairobi par le siège de l'UA. Le Plan Annuel d'Achats pour 2021 a été préparé pour l'UA-BIRA et le rapport sur les achats pour l'année 2020 a été soumis.

7.1.3 Soutenir un agent de certification pour diffuser des pratiques de certification solides au sein de l'institution
Le projet a aidé l'agent de certification à remplir ses fonctions.

R 7.2 Renforcer les capacités de l'UA-BIRA en matière de TIC

7.2.1 Soutenir un responsable des Systèmes d'Information pour assurer un développement et une utilisation optimisés des Systèmes d'Information au sein de l'institution ;

7.2.1 Soutenir un responsable des systèmes d'information pour assurer un développement et une utilisation optimisés des systèmes d'information au sein de l'institution ;

7.2.2 Soutenir un Administrateur de Systèmes pour assurer la mise en œuvre au sein de l'institution.
L'Administrateur de systèmes est en place

QUESTIONS TRANSVERSALES

LE GENRE ET LES JEUNES

Le projet Live2Africa facilite l'engagement des femmes dans le secteur de l'élevage par le biais du Réseau des Femmes Africaines dans les Ressources Animales et l'Agrobusiness (AWARFA-N) en utilisant une stratégie qui combine le développement institutionnel (enregistrement, lancement de chapitres nationaux et régionaux et renforcement des capacités pour la gouvernance du réseau), l'élaboration de stratégies et de plans d'affaires nationaux et régionaux, la préparation de propositions bancables ciblant des donateurs spécifiques, l'exploration de partenariats stratégiques avec des partenaires techniques (Université de Strathmore) et des partenaires de financement potentiels - engagement de la Banque de Commerce et de Développement. Quatre-vingt-quatorze Membres de l'AWARFA-N ont renforcé leurs capacités et établi leur profil ; l'AWARFA-N Afrique de l'Est, l'AWARFA-N Ghana, Zambie et Zimbabwe ont été lancés, et douze autres États Membres sont en train de se préparer à lancer des chapitres nationaux.

LE CONTRÔLE ET L'ÉVALUATION

Au cours de la période examinée, l'unité de suivi et d'évaluation a entrepris un certain nombre d'activités visant à suivre les progrès vers les résultats escomptés. Il s'agit notamment de l'évaluation des ateliers afin d'obtenir un retour d'information de la part des bénéficiaires, du suivi de routine du projet afin d'obtenir un retour d'information de la part de ces derniers et d'un exercice visant à déterminer les bases de référence pour les indicateurs révisés.

Au début de l'année, l'équipe de supervision et d'évaluation a recueilli les réactions des participants aux ateliers et a produit des rapports d'évaluation qui ont été communiqués à l'équipe technique pour qu'elle puisse en tirer des enseignements et les adapter. Dans ces rapports, les participants étaient généralement satisfaits de la manière dont les formations et les ateliers étaient organisés et animés. Ils ont également fait des suggestions d'amélioration qui ont été prises en compte pour les événements suivants.

Une enquête annuelle de supervision a été menée pour l'année 2020. En raison des restrictions de déplacement, un questionnaire de suivi a été conçu et téléchargé sur le site Survey Monkey à l'intention des Directeurs de la Production Animale, des Directeurs des Services Vétérinaires et des représentants des Communautés Economiques Régionales. Leurs réponses ont été reçues et analysées à l'aide du logiciel Excel et un rapport a été généré. Parmi les principales conclusions de l'exercice de supervision figure la faible visibilité du projet Live2Africa au niveau régional et des États Membres. 80% des personnes interrogées ont déclaré que le projet n'était pas assez visible et qu'il fallait faire davantage pour améliorer sa visibilité. Les personnes interrogées ont également estimé que le projet avait bien réussi à promouvoir la production animale et à améliorer les services de santé animale. Cependant, il reste encore beaucoup à faire en termes de promotion des investissements des secteurs public et privé et de renforcement du commerce et de la commercialisation de l'élevage.

Une étude de référence a été menée pour établir la base de la mesure des progrès vers la réalisation des objectifs des indicateurs. Cette étude de base a été réalisée à l'aide de trois méthodes, à savoir 1) L'examen des données secondaires disponibles pour déterminer les valeurs qui pourraient être obtenues à partir

des données disponibles. 2) La collecte de données primaires par le biais d'une enquête envoyée aux EM en ligne et 3) La collecte de données primaires par le biais d'une analyse détaillée de la chaîne de valeurs de l'élevage prioritaire. Sur la base de 1 et 2, les indicateurs dont les valeurs ont pu être déterminées ont été mis à jour. Un défi a été rencontré sur la valeur des investissements dans certaines chaînes de valeurs de l'élevage. La plupart des personnes qui ont répondu à l'enquête de base n'ont pas répondu à cette question en raison de l'indisponibilité de données. Une tentative de détermination des bases de référence pour la valeur de l'investissement est en cours dans l'analyse détaillée de la chaîne de valeurs pour les six chaînes de valeurs régionales prioritaires. Le tableau de suivi des indicateurs, mis à jour avec les chiffres de base, figure à l'annexe 1.

GESTION DES CONNAISSANCES, COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET VISIBILITÉ

Plusieurs activités ont été entreprises au cours de l'exercice financier 2020 pour renforcer la gestion des connaissances, la communication et la visibilité, notamment :

L'engagement des parties prenantes est resté une partie intégrante de Live2Africa qui a permis de s'assurer que les intérêts des parties prenantes étaient identifiés et traités. En tant qu'intervention clé, l'UA-BIRA a commencé le développement progressif d'une plateforme de l'écosystème en ligne pour renforcer le partage des connaissances et l'engagement entre les multiples communautés de pratique (CP) et les groupes de parties prenantes dans les chaînes de valeurs de l'élevage, les réseaux continentaux, régionaux et nationaux dans le secteur des ressources animales. En plus de renforcer les liens entre les agro-industries dans les chaînes de valeurs de l'élevage, la plateforme de l'écosystème sera également utilisée par les pays pour renforcer le dialogue politique, la collecte et le stockage des documents liés aux politiques au niveau national et régional. La première phase du processus de développement de l'écosystème consistera à soutenir les réseaux suivants qui ont été établis dans le cadre de Live2Africa (avec l'intention d'ajouter d'autres réseaux en 2021) : Réseau des Femmes Africaines dans les Ressources Animales et l'Agrobusiness ; Réseau des Jeunes Africains dans le Secteur de l'Elevage, de la Pêche et de l'Aquaculture ; Plateformes Nationales de Gestion et de Partage des Données sur les Ressources Animales et Centres Régionaux de Technologies et d'Innovation d'incubation en Afrique.

La deuxième étape du processus de développement de la plateforme sera consacrée au développement d'une place de marché et d'une application mobile pour faciliter la commercialisation électronique des produits, le profilage des entreprises agroalimentaires. Le renforcement de la capacité des Parties Prenantes à utiliser la plateforme et à générer du contenu sera également une activité clé pour l'avenir. Vous trouverez ci-dessous quelques-uns des espaces de communauté de pratique en ligne en cours de développement.



Figure 4 : *Espace Communautaire en ligne AWARFA en cours de développement*



Figure 5 : *Espace de Dialogue sur les Politiques Nationales en cours de développement*

Plusieurs rapports et documents ont été produits en 2020 pour rendre compte des processus et des outils développés dans le cadre du projet Live2Africa. En 2020, plusieurs plateformes de dépôt électronique en libre accès (Open Science Framework et Teams) ont été alimentées en littérature grise afin de préserver les connaissances existantes en gérant les canaux nécessaires pour collecter, organiser, classer et distribuer le contenu du projet. Le travail prévu pour 2021 sera consacré à la publication des connaissances de Live2Africa afin de maximiser l'accès et la diffusion par le biais de divers produits. En décembre 2020, le processus de curation a commencé à être déployé sur DSpace, en tant que plateforme uniforme pour toute la littérature grise et les produits de connaissance. Le travail sera étendu en 2021 pour fournir un accès intégré aux produits de connaissance avec d'autres dépôts électroniques existants sur les ressources animales.

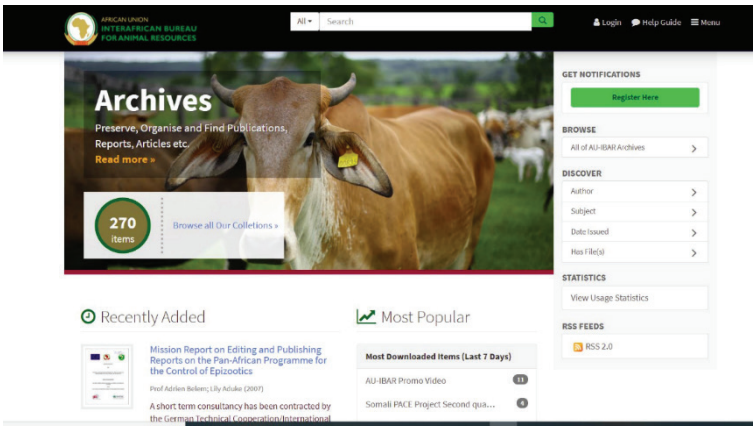


Figure 6 : *Dépôt électronique de l'UA-IBAR en cours de développement*

Les tâches de communication entreprises au cours de l'année 2020 ont permis à Live2Africa d'encadrer les questions et d'attirer une attention de meilleure qualité sur le développement de l'élevage en Afrique par le biais de communications et de campagnes stratégiques et ciblées qui ont influencé les principaux groupes de parties prenantes. Les principaux moyens de communication comprenaient le Site Web de l'UA-BIRA et les canaux de médias sociaux (LinkedIn, Twitter et YouTube). Parmi les principales campagnes menées en 2020 figurent la Journée Internationale de la Femme, la Semaine Continentale Africaine de Sensibilisation aux Antimicrobiens et la Journée Mondiale des Animaux. La Stratégie de Développement de l'Elevage pour l'Afrique et la Stratégie de la Santé Animale pour l'Afrique ont souvent été présentées par le biais des médias sociaux. L'utilisation de ces derniers a permis d'accroître l'engagement des parties prenantes et a connu une augmentation de la croissance de 40% en moyenne, et plus de 400% de visites de profils par mois.

En plus des médias sociaux, une série de bulletins d'information semestriels a été produite pour recueillir les leçons et partager les expériences des femmes et des jeunes dans l'agrobusiness et la santé animale. Les partenariats avec les médias ont été renforcés par des organes de presse continentaux qui ont apporté leur soutien dans les domaines suivants.

Top media Tweet earned 2,718 impressions

Voices of Women #agribusiness #IWD2020

'Equal access to information, finance, training, marketing, technology & networking is key to enhancing regional & global trade' - Annie Kabayi, C/Person African Women in Animal Resources Farming & Agribusiness Network- Southern Region
pic.twitter.com/LGHMRCIJLj



1 9 15

Top media Tweet earned 1,443 impressions

On #WorldAnimalDay, let us reflect on how we can collectively transform the #animalresources sector through adoption of good #animalwelfare practices for human wellbeing.
Happy #WorldAnimalDay from @au_ibar
@AfricanNewspage
@OIEAnimalHealth
@FKremeier
@HBoussini
@patricialumba
pic.twitter.com/Nu5JHqWczh



Par ailleurs, en plus des médias sociaux, une série de bulletins d'information semestriels a été produite pour recueillir les leçons et partager les expériences des femmes et des jeunes dans l'agrobusiness et la santé animale. Les partenariats avec les médias ont été renforcés par des organes de presse continentaux

qui ont apporté leur soutien à la diffusion des communiqués de presse. Ces partenariats seront concrétisés en 2021 afin d'assurer une plus grande cohérence des rapports.

La Gestion des Données est une activité importante pour les processus de prise de décision de l'UA-BIRA. Les activités 2020 visant à renforcer la gestion des données comprennent (i) l'engagement des parties prenantes dans le développement des modules de la Chaîne de Valeurs Régionale de l'Elevage ; (ii) l'engagement avec les parties prenantes de la plateforme nationale de gestion des données. Les travaux visant à renforcer les groupes de travail sur les données doivent être renforcés par l'utilisation de la plateforme écosystémique de la communauté de pratique. L'année 2021 sera également consacrée à l'opérationnalisation du Système d'Information sur les Ressources Animales (version 3) et à la normalisation des pratiques en matière de données ouvertes.

À l'horizon 2021, il est nécessaire de définir plus clairement et de documenter les processus et les normes de gestion des données pour tous les projets de l'UA-BIRA (y compris les activités liées aux données de Live2Africa), même lorsque différents systèmes et outils de collecte de données seront utilisés. Cela sera nécessaire pour promouvoir les liens entre les données par le biais de protocoles de partage de données établis.

DEFIS ET RECOMMENDATIONS

Défis

Au cours de la mise en œuvre du projet, les défis suivants ont été identifiés :

1. La nécessité de s'adapter à la nouvelle norme résultant du COVID 19 a entraîné des retards dans la mise en œuvre de certaines activités prévues. Cela a sérieusement affecté le taux d'exécution du projet. Les autres défis liés à COVID-19 sont les suivants :
    a. La non mise en œuvre d'activités qui nécessitent des déplacements, du travail sur le terrain et une présence physique pour fonctionner de manière optimale et à des fins de suivi, comme l'élaboration d'Ateliers sur le Plan Directeur de l'Elevage qui nécessitent une présence physique ;
    b. Le faible taux de réponse et de participation à certaines activités menées virtuellement en raison des difficultés d'accès et du coût de la connexion internet ;
    c. Avec l'augmentation des activités dans les EM, le besoin de services de passation de marchés s'est accru, ce qui représente parfois un défi.
2. Obtenir des données sur les investissements a été un défi pour les EM car ces données ne sont pas désagrégées par chaîne de valeurs. Des tentatives sont faites pour obtenir des estimations des chiffres d'investissement actuels dans l'analyse détaillée de la chaîne de valeurs qui est en cours, mais les EM ont encore des difficultés à obtenir les chiffres.

Recommandations

La sensibilisation et le renforcement des capacités ont suscité un vif intérêt et l'engagement des États Membres à entreprendre une planification à long terme dans le secteur de l'élevage en conformité avec le LiDeSA. Les actions suivantes ont donc été recommandées

1. Soutenir au moins 22 États Membres dans lesquels l'élevage contribue de manière significative au PIB

Agricole pour développer des Plans Directeurs pour l'Elevage (PDE). Les travaux ont déjà commencé dans 5 États Membres (Kenya, Égypte, Botswana, Rwanda et Ghana).

2. Soutenir l'inclusion de l'élevage dans les PNIA afin d'accroître les dépenses publiques et privées dans le secteur de l'élevage.
3. Soutenir les EM et les CER pour qu'ils communiquent des données désagrégées sur l'élevage afin d'améliorer la visibilité du secteur dans le Rapport d'Examen Biennal en tant que vecteurs essentiels pour attirer des investissements accrus.
4. Renforcer les capacités de l'UA-BIRA et de ses partenaires en matière de Communication et de Gestion des Connaissances afin d'améliorer la sensibilisation, la visibilité et le plaidoyer fondé sur des preuves pour attirer des investissements accrus.
5. Promouvoir l'adoption de biotechnologies animales appropriées et renforcer les cadres réglementaires pour améliorer l'efficacité de la chaîne de valeurs de l'élevage.
6. Domestication des stratégies de gestion des ressources naturelles et de renforcement de la résilience (Gestion des Risques de Catastrophes et Alerte Précoce), notamment pour les communautés pastorales.
7. Renforcer la capacité à exploiter les avantages comparatifs régionaux et la compétitivité pour le commerce intra et interrégional des produits et services de l'élevage.
8. Partenariats stratégiques pour accélérer le développement des entreprises de l'élevage en faisant correspondre les domaines de force de l'UA-BIRA, c'est-à-dire le pouvoir de rassemblement/la volonté politique, l'expertise technique et la réforme politique, réglementaire et institutionnelle pour des environnements favorables avec des partenaires ayant le sens du développement commercial et des institutions pour l'accès au financement des investissements.
9. Elargir les meilleures pratiques et les leçons apprises sur la façon dont les plateformes de politique de l'élevage durable sont gouvernées et fonctionnent pour stimuler le développement de l'élevage sur le continent.
10. Sur la base de l'évaluation de la Performance des Services Vétérinaires (PSV) des EM et de l'analyse des lacunes, des domaines communs de faiblesse dans les compétences critiques des EM et des CER ont été identifiés. Il est suggéré de les traiter par des investissements supplémentaires pour soutenir la mise en œuvre des Stratégies et Plans d'Action PSV.
11. 49 États Membres et 4 Communautés Economiques Régionales ont élaboré des stratégies pour éradiquer la PPR, une maladie animale prioritaire. Des investissements supplémentaires sont nécessaires pour la coordination, l'harmonisation, le plaidoyer et la mise en œuvre afin que l'Afrique puisse atteindre les objectifs mondiaux d'éradication de la PPR.
12. L'analyse et l'investissement dans les six chaînes de valeurs régionales prioritaires de l'élevage ont mis en évidence l'efficacité des actions catalytiques pour stimuler la croissance et la transformation. D'autres investissements stratégiques sont nécessaires pour assurer le bénéfice total et la durabilité des interventions catalytiques du projet.

CONCLUSION ET VOIE A SUIVRE

Des résultats substantiels ont été obtenus grâce à la mise en œuvre de l'Avenant Live2Africa, soulignant la valeur de la ré-articulation de la Description d'Action du Projet. La première année et demie de la mise en œuvre de l'Avenant a permis au projet de renforcer sa pertinence en répondant à des besoins réels et

déclarés, en améliorant l'efficience et l'efficacité et en renforçant le ciblage.

Les domaines fondamentaux développés par le renforcement des capacités systémiques en vue d'une transformation plus organique, durable et à l'échelle du continent ont été intégrés et devraient produire des bénéfices : une réforme à l'échelle du continent des compétences vétérinaires des diplômés et des programmes d'enseignement supérieur ; une sensibilisation et un soutien qui ont encouragé les États Membres à adopter une planification à long terme par le biais de Plans Directeurs de l'Elevage sur vingt ans ; une désagrégation des données qui favorisera un dialogue sur l'élevage fondé sur des preuves dans le rapport d'examen biennal ; des mécanismes de coordination pour des approches régionales plus rigoureuses et harmonisées de la santé animale ; La documentation contextualisée de l'Afrique qui renforce la sensibilisation et la diffusion pour une plus grande adoption des technologies et des innovations existantes dans le secteur de l'élevage ; l'exploitation des associations de parties prenantes établies avec le soutien du projet pour conduire des réformes et renforcer les capacités, l'établissement de communautés de pratique fonctionnelles qui créent des plates-formes de valeur pour le partage de l'information et des connaissances, et la documentation des bases de référence pour le suivi des investissements et des progrès.

Le projet Live2Africa a créé des partenariats significatifs avec les CER pour un travail catalytique ciblé qui stimule déjà des investissements supplémentaires pour consolider la croissance et une meilleure fonctionnalité des CVRE. Les meilleures pratiques et les leçons tirées de ce partenariat doivent être documentées. L'analyse diagnostique des CVRE en vue d'une exploitation coordonnée de leurs avantages comparatifs régionaux contribuera à faire en sorte que les valeurs d'élevage prioritaires soient prêtes à bénéficier de l'Accord sur la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAF), entre autres contributions à la réalisation de la Déclaration de Malabo

Cependant, au cours de la période considérée, la pandémie de COVID-19 a sérieusement perturbé la mise en œuvre des activités dans le cadre du Plan de Travail et des délais prévus pour le Projet. Quelques activités stratégiques qui nécessitent un engagement en face à face ont été reportées. Il est donc nécessaire de soutenir le projet Live2Africa pour compléter les Plans de Travail afin de couvrir toutes les activités prévues.

Pour aller de l'avant, même comme prévu, l'approche de l'Avenant consistant à renforcer les capacités systémiques et à catalyser les chaînes de valeurs régionales prioritaires dans le secteur de l'élevage a suscité un grand intérêt et attiré des investissements : il s'agit de domaines nécessitant un soutien supplémentaire pour que les avantages soient pleinement réalisés et que l'impact soit durable. Il existe des approches, des Interventions/Résultats, des meilleures pratiques et des leçons apprises qui peuvent être disséminées et utilisées pour informer la reproduction et la mise à l'échelle. En conclusion, compte tenu de l'état d'avancement de la mise en œuvre du projet au milieu des défis discutés ci-dessus, il est recommandé d'accorder plus de temps au projet pour continuer à mettre en œuvre les recommandations précédentes et achever la mise en œuvre de ses plans de travail.

ANNEXES

ANNEXE 1 : RAPPORT SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES INDICATEURS JUSQU'AU 28 MAI 2021

Résultats	Indicateurs #		Base de Référence (2019)	2020	Cibles Accomplies	Moyen de Vérification	Assomption et - risques
IMPACT : Un secteur de l'élevage transformé qui contribue de manière significative au développement socio-économique durable et à la croissance équitable de l'Afrique.	1	Contribution en % de l'élevage et des produits de l'élevage au commerce intra-africain	30%			Rapports UNECA, FAO et CAADP	Environnement opérationnel macroéconomique stable
RESULTATS : Les capacités systémiques des acteurs du secteur de l'élevage au niveau continental, régional et national sont renforcées pour une transformation durable du secteur de l'élevage.	2	Changement du ratio d'écart de pauvreté parmi les communautés dépendantes de l'élevage	42% (Proportion moyenne de Population se situant bas du seuil de pauvreté)			UNECA;	
	3	Augmentation en % de l'adoption des technologies dans les CVE.	80% des EM se situent au niveau de base			Rapports des enquêtes de l'AU-BIRA	La bonne volonté soutenue des États membres, des Communautés Economiques Régionales et des Institutions Continentales pour mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités.
	4	# Nombre des EM atteignant le niveau 3 ou plus de Performance des Services Vétérinaires (PSV)	3	3		Rapports de PSV de l'OIE	
	5	% de l'augmentation des investissements du secteur public dans les CVE				Rapports CAADP	
	6	% de l'augmentation des investissements du secteur privé dans les CVE				Rapports CAADP	
	7	# d'EM disposant de systèmes fonctionnels de gestion de l'information sur les Ressources Animales.		48		Reports Enquêtes de l'UA-BIRA et Rapports M&E	
	8	# de CER disposant de systèmes d'information régionaux fonctionnels sur les marchés de l'élevage	0	0	5	Enquêtes de l'UA-BIRA et Rapports M&E	

Résultats	Indicateurs #		Base de Référence (2019)	2020 Cibles Accomplies	Moyen de Vérification	Assomption et - risques
	9	# de Positions Communes Africaines sur les normes de santé animale et de sécurité alimentaire (origine animale) adoptées par l'OIE et le Codex	17		Rapports OIE ; CODEX Rapports de l'UA-BIRA	
	10	Moyenne Continentale du Taux de croissance du secteur de la production de l'élevage	4%	4%	UNECA ; Rapports Nationaux	

INDICATEURS DU NIVEAU DES RESULTATS						
Résultat 1 : Les investissements dans les chaînes de valeurs de l'élevage sont accrus						
Résultat 1.1: Exposition prioritaire et prometteuse de nouveaux CV	11 # de chaînes de valeurs de l'élevage cartographiées et publiées	0	6 CVE Cartographiées mais non publiée	6	Rapports UA-BIRA M & E	La volonté des CER et EM d'adopter des politiques, des cadres de travail juridiques et des mécanismes conçus pour améliorer les performances de leurs CVE
	12 # de chaînes de valeurs prioritaires soutenues	0	6		Rapports de l' UA-BIRA M & E	
	13 # de centres régionaux et nationaux soutenus pour améliorer les performances des CVE	0		30 (5 20	Rapports de l' UA-BIRA M & E	
Résultat 1.2: Les politiques, les cadres réglementaires et les stratégies visant à améliorer les performances de la CVE ont été publiés.	14 - # de CER et d'EM bénéficiant d'un soutien pour élaborer des politiques, des cadres réglementaires et des stratégies visant à améliorer les performances des CVE en utilisant les modèles développés par le projet VET-GOV.	0	11	20	Rapports de l'UA-BIRA M & E	
Résultat 1.3: Des incitations et des mécanismes de financement innovants pour accroître les investissements le long de la CVE élargie	15 - # d'études de faisabilité sur la mise en place de la valeur ajoutée réalisées	0		5	AU-IBAR M & E Reports	
	16- # de formations transformatives soutenues	0		5	AU-IBAR M & E Reports	
	17 - # de mécanismes de dialogue transversal et de partenariats établis / soutenus.	0		10	Rapports de l' UA-BIRA M & E	

Résultat 2 : Systèmes de prestation pour la santé animale ameliorés						
Résultat 2.1: Compétences PSV renforcées.		18 # de missions de suivi de la PSV de suivi dans certains États Membres sélectionnées afin de déterminer l'état d'avancement des SVN.		12	Rapports de l' UA-BIRA M & E	La volonté des EM et la disponibilité en temps voulu des ressources pour soutenir la mise en œuvre.
		19 # d'États membres aidés à formuler des plans d'investissement et à mobiliser des ressources pour combler les lacunes en matière de Gouvernance et de Législation Vétérinaires.	0	11	25	Rapports de l' UA-BIRA M & E
		20 #d'Experts Africains formés à l'analyse des lacunes de la PSV et au soutien de la législation vétérinaire	0	220	Rapports de l' UA-BIRA M & E	
		21 # d'États membres soutenus dans l'élaboration de plans stratégiques fondés sur l'analyse des lacunes des PSV.		12	Rapports de l' UA-BIRA M & E	
		22 # l'évaluation de la qualité des risques (QRA) développées et publiées l'évaluation de la qualité des risques (QRA) développées et publiées	0	1	Rapports de l' UA-BIRA M & E	
		23 # d'États Membres aidés à formuler des propositions et à mobiliser des ressources pour la préparation et la réponse aux situations d'urgence.	0	25	Rapports de l' UA-BIRA M & E	
		24 # de pays et de CER dans lesquels les recommandations de l'inventaire sur les initiatives d'une seule santé sont pilotées	0		Rapports de l' UA-BIRA M & E	

	Résultat 2.2: Renforcement des capacités de coordination et de mise en œuvre de services intégrés de santé animale de qualité.	25 # Soutien aux CER et aux EM pour établir/renforcer des mécanismes de coordination intégrés durables afin d'harmoniser et d'améliorer la prestation de services de santé animale, les normes SPS et le contrôle des maladies animales transfrontalières (MAT)et des zoonoses.		5 RECs 20 MSs	Rapports de l' UA-BIRA M & E	
		26 # de centres régionaux de santé animale créés/ renforcés	0	5	Rapports de l' UA-BIRA M & E	
		27 # Nombre de CER et d'EM soutenus pour développer des stratégies de PPR		5 RECs 20 MSs	Rapports de l' UA-BIRA M & E	
		28 Publication d'un cadre continental sur les PPR	0	1 RAPPORT	Rapports de l' UA-BIRA M & E	
Résultat 3 : La production animale, la productivité et Les systèmes de gestion des écosystèmes sont améliorés.						
Output 3.1: Le potentiel génétique et les performances des animaux ont été améliorés.	29 # d'EM/ CER soutenus pour formuler/ mettre à jour et mettre à jour leurs politiques/ législations sur les AnGR .			5 RECs 20 MSs	Rapports de l' UA-BIRA M & E	MS prêt à soutenir les études et à mettre en œuvre les recommandations
Résultat 3.2: Les meilleures pratiques durables en matière de GRN ont été adoptées ;	30 # d'études de cadrage dans chaque région pour identifier les interventions à appliquer à plus grande échelle. dans la gestion des ressources naturelles		0	5	Rapports de l' UA-BIRA M & E	
	31 # de REC et EM soutenus pour mettre en œuvre des technologies smart et des pratiques sur le plan climatique			5 RECs 20 MSs	Rapports de l' UA-BIRA M & E	
Résultat 3.3: l'accès aux aliments et à l'eau de qualité a été rehaussé	32 Une étude de cadrage des systèmes pastoraux pour identifier les lacunes a été réalisée		0	1	Rapports de l' UA-BIRA M & E	
	33 # de technologies éprouvées de collecte de l'eau et de conservation des aliments promues.		0	5	Rapports de l' UA-BIRA M & E	

Résultat 4 : La résilience des systèmes de production animale est renforcée						
Résultat 4.1: Les Systèmes d'Alerte Précoce pour l'Elevage (LEWS) ont été renforcés.	34 # d'EM et de CER soutenus pour renforcer le LEWS		0	5 RECs 20 MSs	Rapports de l' UA-BIRA M & E	Les EM désireux de participer au renforcement des LEW et des initiatives DRM
	35 # d'Experts Africains formés à la collecte, l'analyse et l'application des données des LEW.		0	110	Rapports de l' UA-BIRA M & E	
Résultat 4.2: La Gestion des Risques de Catastrophes (GRC) a été renforcée	36 # d'Experts Africains formés à la réduction des risques de catastrophes				Rapports de l' UA-BIRA M & E	
	37 # d'EM et de CER soutenus pour formuler des propositions visant à renforcer la résilience des systèmes de production animale				Rapports de l' UA-BIRA M & E	
Résultat 5 : Des systèmes d'adoption des technologies dans les CVE renforcés.						
Résultat 5.1 : L'adoption de technologies modernes pour améliorer la production, la productivité, la valeur ajoutée et la compétitivité a été publiée ;	38 # d'études sur les technologies existantes dans les chaînes de valeurs régionales prioritaires de l'élevage réalisées et publications appropriées produites et diffusées.		0	5	Rapports de l' UA-BIRA M & E	Éleveurs dans le secteur traditionnel désireux et capables de passer à la pratique commerciale
	39 # d'évaluations de technologies sensibles à la dimension du genre réalisées dans les CVE prioritaires ont été entreprises.		0	1	Rapports de l' UA-BIRA M & E	
	40 # de Centres Régionaux d'Incubation et de Technologies d'innovation en Afrique (A-TiChubs) et de centres d'excellence établis et mis en œuvre.		0	5	Rapports de l' UA-BIRA M & E	
	41 # Les capacités nationales de vulgarisation , les services REFIL, et les capacités techniques et les infrastructures renforcées					
Résultat 5.2: Les connaissances sur les ressources animales ont été rehaussés ;	42 # d'Experts Africains des États Membres et des CER formés aux nouveaux modules ARIS et aux opérations ARIS.	0	128	110	Rapports de l' UA-BIRA M & E	

	43 # de groupes de travail sur les données établis et renforcés au sein des Centres de Politique Nationale	0		55		
Résultat 6 : Accès accru aux intrants, aux services, aux marchés et à la valeur ajoutée.						
Résultat 6.1: Des systèmes d'information harmonisés sur la commercialisation de l'élevage ont été présentés	44 # d'Experts Africains formés aux systèmes d'information sur les marchés de l'élevage			110	Rapports de l' UA-BIRA M & E	EM désireux et capable d'adopter et de déployer des politiques de services de commercialisation
	45 # d'EM soutenus dans la formulation des propositions pour améliorer l'infrastructure, les politiques et la législation du marché			20	Rapports de l' UA-BIRA M & E	
	46 # Une Stratégie continentale des intrants , des services, et de la valeur ajoutée développée pour la CVE			1	Rapports de l' UA-BIRA M & E	
	47 # de technologies sur les pertes post-récolte identifiées et promues			5	Rapports de l' UA-BIRA M & E	
	48 # de cadres de travail politiques sur les intrants et services abordables formulés et mis en œuvre			1	Rapports de l' UA-BIRA M & E	
	49 # d'Experts Africains Formés à l'application des normes de qualité			110	Rapports de l' UA-BIRA M & E	
Résultat 7 : Renforcement des capacités continentales de l'UA-IBAR						
Résultat 7.3 Les capacités de coordination des projets ont été renforcés	50 # Nombre d'employés engagés, ventilés par fonction	10	11	15	Rapports de l' UA-BIRA M & E	Le processus de recrutement a été mené à bien pour tous les postes et le personnel reste en poste.

ANNEXE 2:ADAPTATION DU PROJETLIVE2AFRICA TOUT AU LONG DES REQUETES ET APPROBATIONS DEL'AVENANT

Principes qui ont guidé la Réorientation de la Description de l'action de Live2Africa

L'Avenant au Projet Live2Africa (amendement à la Description d'Action du Projet) a été approuvé par l'Union Européenne (UE) le 11/06/2020 instituant l'Avenant comme étant le document de référence officiel guidant la mise en œuvre du Projet Live2Africa. Depuis lors, le Projet Live2Africa s'est entièrement adapté à l'Avenant, en alignant toutes les activités et interventions et les dépenses sur la réalisation des produits et résultats stipulés dans l'Avenant.

Les recommandations relatives à la nécessité d'un amendement de la Description de l'Action de Live2Africa proviennent du Comité de Directeur Inaugural du Projet Live2Africa (CDP) qui s'est réuni en décembre 2017, et de la mission de suivi axée sur les résultats (ROM Mission) commandée par l'UE en septembre 2018. Le CDP et la ROM ont tous deux observé que les activités du Projet Live2Africa étaient alignées sur la Stratégie de Développement de l'Elevage en Afrique (LiDeSA), et qu'elles répondaient à des besoins fondamentaux du secteur de l'élevage en Afrique et qu'elles étaient par conséquent pertinentes et adaptées au secteur. Cependant, le CDP et la ROM ont recommandé un Avenant en raison du délai entre la conceptualisation du projet et le début des activités, rendant certaines activités obsolètes. Le processus de recrutement prolongé a conduit à de faibles taux d'exécution au cours de la première et de la deuxième année du projet, justifiant une révision des approches pour accélérer les activités et obtenir des gains rapides. Le CDP et le rapport de la ROM ont également observé qu'un certain nombre d'approches du projet entraîneraient des inefficacités et des résultats fragmentés et non durables. Le rapport du CDP et de la ROM a souligné le ciblage inadéquat avec une faible inclusion des groupes critiques, en particulier les femmes et les jeunes, et a recommandé la nécessité de méthodes de travail plus ciblées, en particulier au niveau régional, avec les Communautés Economiques Régionales (CER) au centre de la mise en œuvre, et de travailler avec les partenaires pour minimiser la duplication des efforts et tirer parti des synergies et des complémentarités afin de créer l'élan nécessaire pour le changement systémique requis et la croissance du secteur de l'élevage.

Le CDP et la ROM ont observé que la description de l'action ne répondait pas au besoin urgent de stimuler et de promouvoir la mise en œuvre de la stratégie de développement de l'élevage en Afrique (LiDeSA). La Description de l'Action a été revue et un Avenant a été développé qui est plus conforme à l'Objectif du Projet, c'est-à-dire, comme la première action de l'UA-BIRA pour soutenir concrètement la mise en œuvre de la LiDeSA, en collaboration avec les Communautés Economiques Régionales (CER) pour contribuer à la transformation du Secteur de l'Elevage Africain pour un soutien accru à l'environnement durable, résilient au climat, le développement socio-économique et la croissance équitable. L'Avenant définit des interventions visant à sensibiliser le LiDeSA, à mobiliser les engagements et à soutenir le développement des capacités qui catalysent les investissements et les actions pour sa domestication effective. Les activités du LiDeSA dans l'Avenant fournissent des lignes directrices pour la mise en œuvre du LiDeSA, un cadre pour le suivi et l'évaluation du Secteur de l'Elevage en Afrique pour sa contribution à la réalisation des objectifs de la Déclaration de Malabo, et pour la priorisation et l'augmentation des investissements dans le secteur de l'élevage par le biais des Plans Nationaux d'Investissement Agricoles (PNIA) conformes au Plan

d'Investissement pour le Développement de l'Agriculture Africaine(PIDAA)

L'Avenant est également cohérent avec l'objectif du Projet d'intégrer les piliers de la santé, de la production, de la gestion des ressources naturelles, de l'investissement, de la technologie et du marché, conformément à la Stratégie Commune Afrique-UE (JAES) et en accord avec les domaines prioritaires de "l'Intégration" et du "Développement Social et Economique" de l'"Agenda 2063" de la CUA. L'Avenant, qui promeut une approche de la chaîne de valeurs ayant un fort potentiel pour conduire le changement et stimuler la mise à l'échelle pour une transformation continentale large dans les sous-secteurs de l'élevage, s'aligne sur le Niveau 3 du Cadre de Travail des résultats du PDAA 2015-2025 en "renforçant la capacité systémique à produire des résultats" dans le secteur de l'Elevage. L'Avenante renforce les capacités systémiques (paysages favorables) et prend des mesures catalytiques, afin de stimuler et de dynamiser la croissance, le long de six chaînes de valeurs régionales de l'élevage (CVRE) prioritaires identifiées : les chaînes de valeurs régionales des produits laitiers en Afrique Orientale et en Afrique du Nord ; les chaînes de valeurs régionales des viande et des animaux vivants dans la Corne de l'Afrique et en Afrique Australe ; et les chaînes de valeurs régionales de la volaille en Afrique Centrale et en Afrique Occidentale.

Un principe fondamental important est que l'Avenant aie maintenu les sept (7) Résultats du Projet Live2Africa et a fourni des justifications pour les changements au niveau des activités et des lignes budgétaires uniquement.

Adaptation Primordiale, Architecture de mise en œuvre et Cadre de Rapport de l'Avenant

Pour adapter et fournir un Cadre de Travail de mise en œuvre, le Projet Live2Africa travaille avec un Plan de Travail Global auquel tous les résultats contribuent. Cela vise à créer une cohésion et une efficacité dans l'approche, pour des effets de renforcement mutuel et pour amplifier les impacts. Le Projet s'assure que, dans la mesure du possible, les activités/sous-activités œuvrent ensemble pour créer des synergies et offrir un soutien aux interventions phares dans le cadre de chacune des chaînes de valeurs prioritaires de l'élevage dans chaque région ; ou travaillent ensemble à travers les Résultats pour un impact amplifié. L'Equipe de Live2Africa est en train de finaliser l'illustration schématique de son Cadre de Travail d'Intégration/Résultat qui fournit une matrice de tableau de bord de la façon dont les Résultats de chacune des 7 Composantes et le travail des CVRE sont liés. Pour montrer que Live2Africa s'appuie sur les interventions prioritaires existantes, le Cadre de Travail d'Intégration décrit la valeur des investissements du Projet Live2Africa par rapport aux investissements des CER et des autres partenaires.

Architecture de mise en œuvre

Le Projet Live2Africa met en œuvre des activités en accord avec l'approche proposée dans l'Avenant (voir encadré 1) où il y a :

i. des activités stratégiques au niveau continental qui stimulent/ galvanisent la mise en œuvre du LiDeSA ; inclure des lignes directrices pour la mise en œuvre du LiDeSA ; un cadre pour la façon dont le secteur de l'élevage en Afrique peut être suivi et évalué pour sa contribution à la réalisation des objectifs de la Déclaration de Malabo ; un cadre permettant de hiérarchiser et d'accroître les investissements dans le secteur de l'élevage par le biais des Plans Nationaux d'Investissement dans l'Agriculture (PNIA) conformes au Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) de

Malabo et des activités visant à renforcer la cohérence des politiques en soutenant les plateformes stratégiques des parties prenantes.

ii. des activités aux niveaux régional et continental pour apporter la preuve de concept de la valeur de transformation de l'investissement dans les chaînes de valeurs prioritaires de l'élevage, y compris le renforcement des capacités systémiques des acteurs de la chaîne de valeurs et des services de soutien.

iii. des activités visant à faciliter l'engagement des parties prenantes pour un meilleur partage des connaissances et des informations afin de générer une base de données probantes pour l'engagement politique et la prise de décision, le plaidoyer et l'élargissement des interventions, ainsi que pour le suivi et l'évaluation, l'intégration de cadres de responsabilité mutuelle et pour la continuité et la durabilité.

Le projet Live2Africa s'est adapté à l'Avenant pour utiliser de manière significative les avantages du principe de subsidiarité afin de renforcer la participation des acteurs stratégiques (notamment les CER et les agents de changement), d'accélérer et d'améliorer la qualité de l'exécution, de renforcer l'impact et la durabilité. L'équipe Live2Africa facilite la mise en œuvre d'activités liées aux domaines de comparatif technique de l'UA-BIRA. La plupart de ces activités bénéficient aux 55 États Membres, le projet travaillant directement avec les acteurs du secteur public des États Membres, soutenant l'élaboration de lignes directrices ou générant des données et des informations pour soutenir l'amélioration de l'environnement politique, réglementaire, institutionnel, d'investissement et d'accès à la technologie, ainsi que la prestation de services.

Les sessions de renforcement du partenariat ont conduit à des approches convenues conjointement dans lesquelles l'Equipe Live2Africa aide les CER à diriger la conception et l'exécution des activités régionales de la chaîne de valeur de l'Elevage, en fonction des capacités fonctionnelles de chaque CER. Un résultat clé est que le Projet Live2Africa aide certaines CER à améliorer leur capacité à entreprendre des travaux sur la chaîne de valeurs (capacité institutionnelle et stratégique), par exemple la ECCAS et la CEDAAO sur les chaînes de valeurs de la volaille, et à renforcer les initiatives existantes dans d'autres CER.

Sur le terrain, en termes pratiques, le Projet Live2Africa soutient, par le biais du travail sur la chaîne de valeurs et d'autres activités, l'identification, la mise en relation et l'organisation des acteurs de la chaîne de valeurs, et par le biais d'annonces concurrentielles ou d'appels à propositions, le soutien d'actions concrètes visant à créer des effets catalytiques pour stimuler et dynamiser la croissance dans les chaînes de valeurs. Une attention particulière est accordée aux femmes et aux jeunes à travers des initiatives visant à améliorer leur recrutement dans le secteur, leur capacitation, leur organisation et leur accès au financement.

Au niveau continental, Live2africa renforce les réseaux, les plateformes et les associations du secteur de l'élevage à l'échelle du continent, qui sont essentiels pour conduire les réformes du secteur. Live2Africa travaille également conjointement avec un certain nombre de partenaires techniques tels que l'Equipe de Coordination du PDDAA de la CUA afin d'intégrer le secteur de l'élevage dans les processus du PDDAA, en tant que moteur de la contribution du secteur de l'élevage aux résultats et aux objectifs du PDDAA/de la Déclaration de Malabo, et de fournir des lignes directrices pour renforcer l'inclusion de l'élevage dans les PNIA, ainsi que dans les processus de Carte de Pointage et de Révision Biennale.

L'un des axes majeurs du projet Live2Africa est d'être en mesure d'attirer et de tirer parti des investissements et des financements du secteur public, du secteur privé et d'autres acteurs de la chaîne de valeurs pour stimuler la croissance et la transformation du secteur de l'élevage. Cette approche stratégique reconnaît les limites de l'enveloppe de ressources de Live2Africa et les aspirations transformationnelles du projet. Le Projet se concentre donc sur l'implication et la participation active des acteurs clé du secteur, afin de catalyser, d'orchestrer ou d'arbitrer les méthodes de travail qui mènent à des partenariats innovants, des approches d'investissement fonctionnelles, des politiques et le renforcement des capacités pour des résultats autonomes qui se poursuivront en l'absence d'une nouvelle implication significative de l'AU-IBAR et d'autres partenaires.

Un des premiers avantages des processus consultatifs de Live2Africa (priorisation et inventaire) est que le Projet a été en mesure d'identifier les principales parties prenantes et de susciter l'adhésion et l'appropriation, d'identifier les CVRE prioritaires existants, et de cartographier les interventions d'autres Projets de Partenaires Stratégiques impliqués dans les chaînes de valeurs régionales de l'élevage sélectionnées afin de tirer parti de la coordination, des efforts collectifs et des ressources des partenaires. L'approche de partenariat a également ouvert des possibilités de partage des connaissances et des informations et de développement des capacités, tant pour l'UA-BIRA que pour ses partenaires. Cela a élargi la base de ressources pour les activités de chaque CVRE et de Résultat, et a commencé à intégrer des effets systémiques amplifiés nécessaires à la croissance et à la transformation durables du secteur de l'élevage.

Certains exemples de l'utilisation des ressources des partenaires pour de meilleurs résultats, et pour des impacts amplifiées incluent le partenariat avec l' ECCAS et la FAO pour l'examen des plans régionaux et nationaux d'investissement dans l'agriculture, afin de produire des documents de 2ème génération qui tiennent mieux compte de l'inclusion de l'élevage, ainsi que le soutien à l'élaboration du Plan Directeur de l'Elevage du Kenya, qui débouche sur une action coordonnée avec l'ILRI, le CIRAD, l'IFAD et la FAO; des approches pour développer des modèles durables d'expansion de la production d'aliments pour animaux en soutenant la médiation des acteurs (coopératives laitières, producteurs privés d'aliments pour animaux, financiers, compagnies d'assurance, décideurs politiques), y compris des politiques d'accès aux terres publiques dédiées au secteur des aliments pour animaux dans un paysage où la concurrence avec la production alimentaire a perpétuellement désavantagé le secteur des aliments pour animaux ; le partenariat avec la Banque Mondiale pour le développement de la chaîne de valeurs des viandes rouges dans la SADC ; le développement catalysé de la stratégie de bien-être animal pour l'ECOWAS ; les activités de levier avec les projets nationaux financés par l'IFAD ; les ressources de levier avec l'USDA pour les activités de santé animale dans les CER et les cartographies des acteurs dans la prestation de la santé animale à travers le continent sont en cours de réalisation pour tirer parti, entre autres, de leurs ressources pour une prestation efficace des services de santé animale.

Cadre de Travail de Rapport

Les rapports sont conformes à l'approche décrite dans l'Avenant (voir annexe 1, encadré 1) :

i. Galvaniser la mise en œuvre continentale du LiDeSA : Live2Africa est le 1er projet de l'UA-BIRA soutenant la composante continentale de LiDeSA. Cette dernière fournit un cadre de travail pour les États Membres. Pour surmonter l'approche annuelle limitée ou à court terme de la planification du

secteur de l'élevage et fournir un cadre pour informer la croissance et la transformation inclusive et durable du secteur de l'élevage, Live2Africa entreprend quatre initiatives à cet égard :

a. Outils pour accélérer la domestication et la mise en œuvre du LiDeSA : Articulation de l'agenda de Transformation LiDeSA en termes pratiques en alignement avec la Déclaration de Malabo et l'Agenda 2063, élaboration d'un Plan de Mise en Œuvre LiDeSA et Développement d'un outil d'orientation pour l'Alignement LiDeSA avec les EM et les CER ;
b. Intégration de l'Elevage dans les Plans Nationaux d'Investissement Agricole (PNIA) : Ce projet est en cours d'expérimentation dans 11 États Membres du continent. Live2Africa ouvre également en partenariat avec l'ECCAS et la FAO pour réviser la Politique Agricole Commune (PAC) de l'ECCAS, le Programme Régional d'Investissement Agricole, de Sécurité Alimentaire et de Nutrition (PRISAN) qui est le Plan Régional d'Investissement Agricole (PRIA) de l'ECCASS et les Plans Nationaux d'Investissement. L'intervention de Live2Africa garantira que les acteurs du secteur des ressources animales soient capables de s'engager tout au long du processus de révision, qu'il y ait une inclusion significative, une priorisation et une allocation de ressources aux ressources animales dans les documents de 2ème génération, et que les pays de l'ECCAS soient capables de mobiliser des ressources adéquates pour actualiser les investissements du secteur des ressources animales. Live2Africa est en train de finaliser des Lignes Directrices pour le Renforcement de l'Intégration de l'élevage dans les PNIA, qui s'inspireront des meilleures pratiques et des leçons apprises des deux processus susmentionnés ;
c. Inclusion d'Indicateurs de l'Elevage dans la Carte de Pointage et le Mécanisme de Rapport Biennal du Programme Compréhensif pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PCDAA) et le Lien avec le Réseau Technique de l'Elevage : l'objectif est de disposer d'un cadre de travail de responsabilité mutuelle qui accroît la visibilité du secteur de l'élevage et fournit une analyse et des preuves solides pour une plus grande volonté politique et des investissements plus importants dans le secteur de l'élevage ;
d. Améliorer la Cohérence des Politiques et des Investissements en soutenant les Agents de Changement et les Réseaux Stratégiques, y compris les Réseaux de Femmes et de Jeunes [Communautés de Pratique] : En plus d'un soutien spécifique à l'établissement, la croissance et l'expansion des membres, le Projet Live2Africa crée des plates-formes électroniques pour soutenir les communautés de pratique des Réseaux d'agents de changement critiques (AWARFA-N, AYL-FAIN, 2A2E-V et 2AVSB) qui ont été établis pour conduire la révision des politiques et le programme de réforme et pour demander des investissements plus substantiels proportionnels à la contribution du secteur.

ii. Preuve de Concept de la Capacité de Transformation de l'Investissement dans les Chaînes de Valeurs Régionales Prioritaires de l'Elevage [et en tandem avec le Renforcement des Capacités Systémiques] :

a. Actions Prioritaires pour améliorer l'Efficacité des Chaînes de Valeurs de l'Elevage pour une Croissance Equitable et un Développement Inclusif : Le Projet Live2Africa, travaillant en partenariat étroit avec les CER, met en œuvre des actions catalytiques visant à créer des changements qui déclencheront des partenariats et des investissements le long des six chaînes de valeurs de l'élevage régionales prioritaires sélectionnées en utilisant les principes de subsidiarité qui tirent parti des synergies, des complémentarités et des avantages comparatifs des acteurs. Chaque région a identifié une intervention phare autour de laquelle d'autres interventions sont construites, liées à un résultat

global articulé qui peut contribuer à la transformation de la chaîne de valeurs. Ces approches ont permis d'améliorer le ciblage, d'accélérer l'exécution des projets, d'utiliser efficacement les ressources pour les deux parties et d'obtenir un impact amplifié et durable.

b. Renforcement des Capacités Systémiques des Acteurs de la Chaîne de Valeurs et des Services de Soutien : Le Projet Live2Africa met en œuvre des activités le long de tous les résultats conçus pour améliorer l'environnement favorable au niveau du secteur et du système fondamental pour atteindre les Résultats souhaités de l'investissement dans le secteur de l'élevage. Le Renforcement des Capacités Systémiques vise à débloquer et à mieux exploiter le capital humain, institutionnel, financier et naturel pour créer des systèmes plus favorables, coordonnés, fonctionnels et durables qui répondent à l'industrie de l'élevage et aux besoins dynamiques de la société. Les domaines d'intervention comprennent, sans s'y limiter, le renforcement des partenariats, des cadres politiques, juridiques, réglementaires et institutionnels, la coordination, l'harmonisation, le renforcement des investissements, l'amélioration des capacités et l'amélioration de la prestation de services.

iii. Faciliter l'Engagement des Parties Prenantes

a. Gestion Stratégique des Connaissances pour un meilleur apprentissage et l'identification des meilleures pratiques : Un certain nombre d'activités ont été introduites et entreprises pour soutenir la gestion des connaissances et le partage d'informations internes et externes de Live2Africa ;

b. Communication stratégique, génération et analyse de données pour une prise de décision et un plaidoyer basés sur des preuves : Cela comprend le Suivi et l'Evaluation, l'Information et la Communication, y compris le Renforcement du Système d'Information sur les Ressources Animales (ARIS) de l'UA-BIRA afin d'améliorer la collecte, le regroupement, l'analyse et la communication des données sur les ressources animales. Les Systèmes de Suivi, d'Evaluation et de Responsabilité Mutuelle : Le cadre de suivi et d'évaluation de Live2Africa a été affiné, et l'équipe de suivi et d'évaluation a soutenu les actions visant à identifier les bases de référence, et à développer des études de base là où il y a des lacunes de données, en particulier pour le travail sur la chaîne de valeurs de l'élevage régional. L'équipe de M&E entreprend un suivi continu des activités du Projet Live2Africa, en utilisant si nécessaire des options en ligne depuis l'avènement de la pandémie de COVID-19.

ANNEXE 3 : ILLUSTRATION DIAGRAMMATIQUE DE L'INTEGRATION DES ACTIVITES DE LA CHAINE DE VALEURS DE L'ELEVAGE REGIONAL ET AUTRES ACTIVITES SYSTEMIQUES DE RENFORCEMENT DE CAPACITES DU PROJET LIVE2AFRICA DANS CHAQUE CER

[Projets – devant □tre finalisés]

COMESA: Facilitating Dialogues and Actions that will Strengthen Priority Regional Livestock Value Chain Contributions to Implementation of Phase 1 of the AfCFTA Agreement

ANNEXE 3 : ILLUSTRATION DIAGRAMMATIQUE DE L'INTEGRATION DES ACTIVITES DE LA CHAINE DE VALEURS DE L'ELEVAGE REGIONAL ET AUTRES ACTIVITES SYSTEMIQUES DE RENFORCEMENT DE CAPACITES DU PROJET LIVE2AFRICA DANS CHAQUE CER

[Projets – devant ☐tre finalisés]

CEDEAO : Facilitation des Dialogues et des Actions qui Renforceront les Contributions de la Chaine de Valeur de l'Elevage Régional Prioritaire envers la Mise en Œuvre de la Phase I de l'Accord de la ZLECAF

AFCFTA PRIORITY ACTION CLUSTER	COMESA PRIORITY INTERVENTIONS	INTEGRATION WITH THE OTHER REC RLVC INTERVENTIONS
All 7 Action Clusters: Trade Policy, Trade Facilitation, Procedure Capacity, Trade Related Infrastructure, Trade Finance, Trade Information, and Factor Market Integration	Assessment of Trade and Marketing in Priority Regional Livestock Value Chains	
Trade Policy Trade Facilitation Procedure Capacity	High Level Intra/Inter Regional Dialogue on Removal of Non-Tariff Barriers in the Priority Regional Livestock Value Chains	R 1. Meeting of EAC Dairy Regulators
Trade Facilitation Trade Finance Trade Information	Business to Business (B2B) Meetings Facilitation for Producers and Traders involved in the priority RLVC to Generate Real Business Prospects	R.1. ECOWAS Poultry Fair R.1. African Dairy Association Conference and Exhibition R.1 & R.5. Africa Poultry Fair: Access to Equipment and Technologies
	INTERGRATION WITH OTHER RESULT ACTIVITIES	

CEA : Un Secteur Compétitif de Produits Laitiers qui attire les Investissements Publics et Privés et Consolide les Capacités pour le Commerce intra et inter Régional

EAC: A Competitive Dairy Sector that Attracts Public and Private Sector Investment and Enhances Capacities for Intra and Inter-Regional Trade

PRIORITY REGIONAL DAIRY VALUE CHAIN INTERVENTIONS

Sector Wide	Public Sector	Private Sector Organization, Agenda and Capacitation	Public-Private-Producer Partnerships
R.1. East Africa Dairy Development Strategy and Action Plan: Driving Intra and Continental Trade	R.1. Meeting of EAC Dairy Regulators	R.1. ESADA Strategy and Implementation Plan: 40,000 Dairy Farmers in 13 Member States	R.1. Flagship: Upscale of Commercial Fodder Production (20,000 Small Holder Farmers)
			R. 5 & R.1: Business Model for Mastitis Control and other Dairy Technologies (50 Pilot Farmers)
			R.1. 16h African Dairy Association Conference and Exhibition (1500 Exhibitors, 5000 Participants/2000 Youth))

INTERGRATION WITH OTHER RESULT ACTIVITIES

R.1 Policies and capacity to convert liquid milk to powder	R.5 Reproductive Technologies	R1: AWARFA-N: Capacitating women in the animal resources sector to access finance for business development and trade	COMESA: Assessment of Trade and Marketing in Dairy RLVC; High Level Dialogue on Removal of Non-Tariff Barriers; Business to Business (B2B) Facilitation to Generate Real Business Prospects
R1. Fermented Products Course for SMEs	R.5 Compendium of Technologies		

CEAEA : Soutenir la Croissance de l'Industrie des Volailles Nascent dans la Région pour Renforcer les Systèmes d'intrants, Réduire la Dépendance des Exportations et Consolider les Revenus

Stocktaking and Baseline Data	Policy, Regulatory and Strategic Framework	Organization of Actors and Input Supply Systems
Detailed Regional Stocktaking Exercise of the Regional Poultry Sector of Central Africa	Regional Poultry Action Plan	Establish/ Strengthen the Inter Professionals Network at National and Regional Level
	Framework for the Development and Harmonization of Regulations and Standards and Piloting Domestication in Two Member States	Establishment of a Sub-Regional Grand Parent Stock Farm and Mechanism for Distribution of Parent Stock to National Incubation Centers
ARIS	Harmonization of cross border surveillance and vaccination for selected clusters along the trade routes and monitor for implementation of the calendar	
	INTERGRATION WITH OTHER RESULT ACTIVITIES Review of the Common Agricultural Policy and Implementation Plan and Development of a Livestock Sector Strategy Review of the Regional Agricultural Investment Plan (RAIP) and NAIPs with meaningful inclusion of animal resources	AWARFA-N

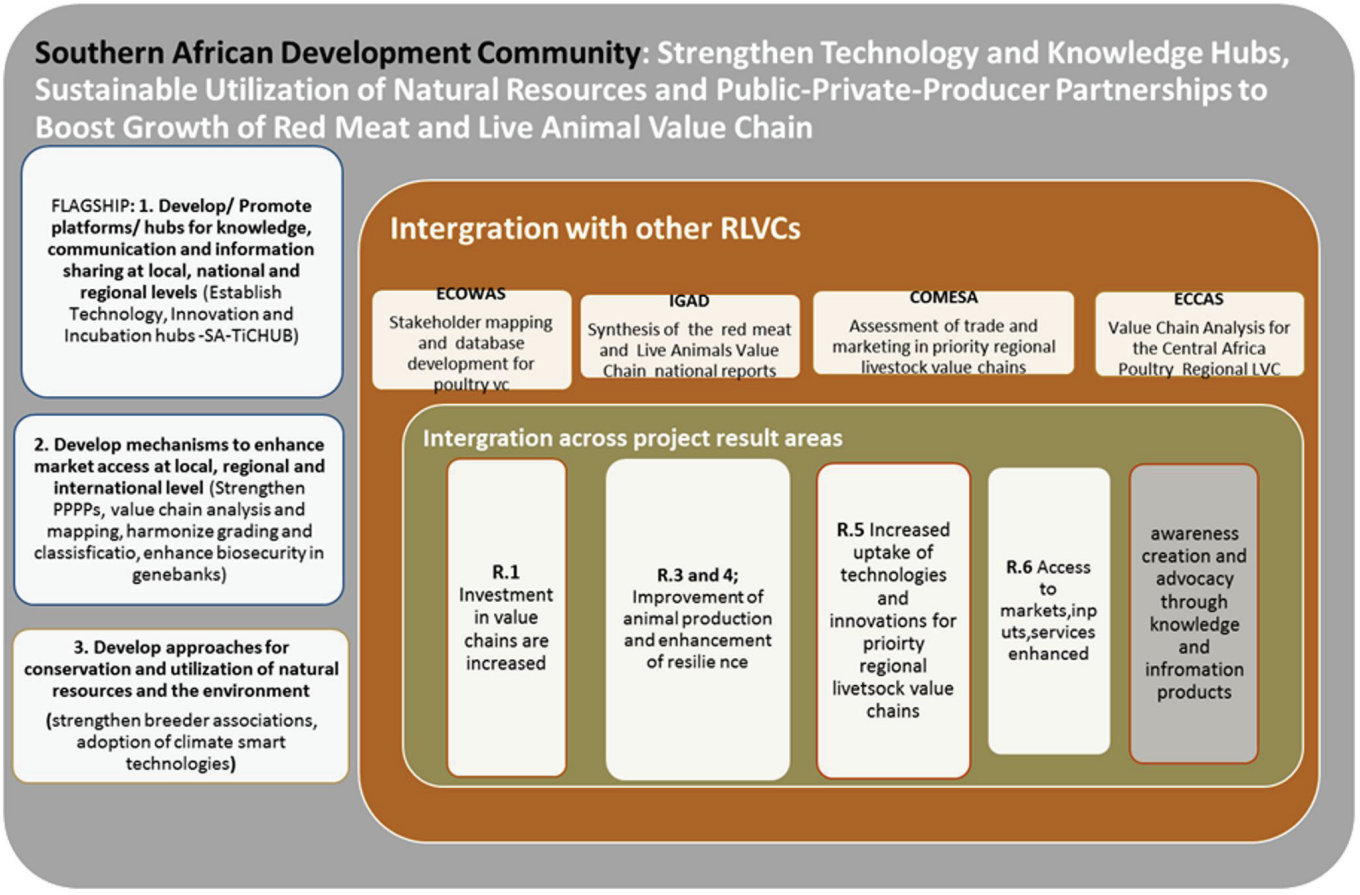
CEDEAO : Promouvoir la Production Commerciale et de Volailles des Ménages Agricoles et du Commerce inter Régional en Afrique de l'Ouest

STOCKTAKING, DATABASE DEVELOPMENT AND ORGANIZATION OF ACTORS	POLICY, REGULATORY AND STRATEGIC FRAMEWORK	ENHANCING PRODUCTION AND TRADE
Conduct the study on the state of production, trade and marketing of poultry and poultry products	Develop a West Africa Regional Action Plan for the development of the Poultry Value Chain	Establishment of the West Africa Poultry Value Chains Breeding Task Force set out the guidelines to manage the indigenous breeds and priorities to increase egg and meat production
Consultancy to map West Africa poultry sector stakeholders and create private sector accessible date base	Strength regulatory provision building capacity for enforcement	Support to the organization and institutionalization of the Ibadan Poultry Fair (attracting over 4000 actors from within and beyond the region)
Expand and strengthen the inter-professionals poultry networks in West Africa		
ARIS	**INTERGRATION WITH OTHER RESULT ACTIVITIES**	

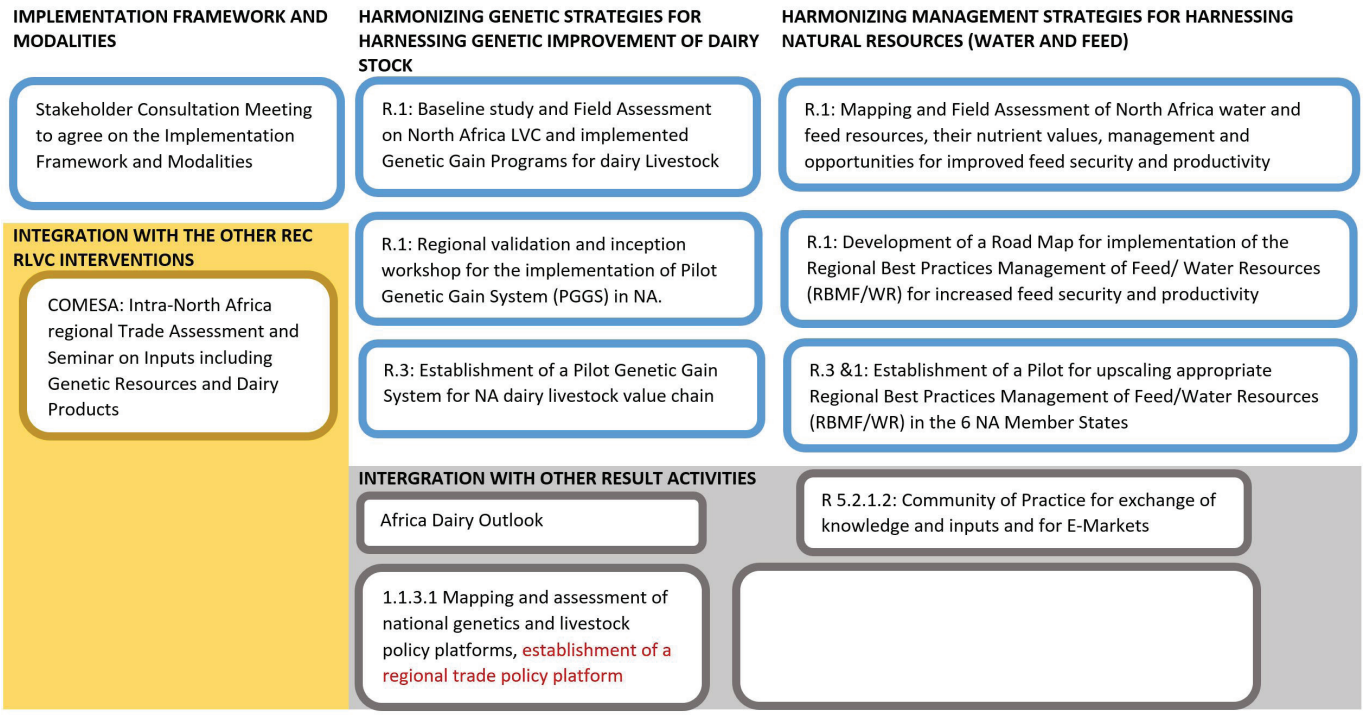
IGAD: Enhanced Competitiveness, Market Access and Trade of Meat and Live Animals for Increased Incomes, Sustainable and Resilient Pastoral Livelihoods

ENHANCING COMPETITIVENESS, MARKET ACCESS AND TRADE	IMPLEMENTATION OF SUPPORTIVE POLICIES AND STRATEGIES KEY TO SUSTAINABLE AND RESILIENT PASTORAL LIVELIHOODS
Harmonization of cross border surveillance and vaccination for selected clusters along the trade routes and monitor for implementation of the calendar	Support IGAD countries to roll out regional Animal health, Animal welfare; rangeland management strategies
Rolling out of standard methods and procedures (SMP) for export quarantines in IGAD region	Facilitate IGAD Regional policy dialogue on sustainable use of rangelands (Policy hubs will be on rangeland issues)
Support piloting of producing marketable animals with package of interventions and facilitate contracting producers with exporters of meat and live animal	
INTERGRATION WITH OTHER RESULT ACTIVITIES	AWARFA-N

SADC: Strengthen Technology and Knowledge Hubs, Sustainable Utilization of Natural Resources and Public-Private-Producer Partnerships to Boost the Growth of Red Meat and Live Animal Value Chain



UMA: Harmonising North Africa Regional Genetic and Natural Resources Strategies and Establishing a Regional Genetic Gain System for Improved Dairy Sector Productivity and Decreased Reliance on Importation





Union Africaine – Bureau Interafricain des Ressources Animales
(UA-BIRA)
Kenindia Business Park
Museum Hill, Westlands Road
P.O. Box 30786
00100, Nairobi
KENYA
Telephone : +254 (20) 3674 000
Fax : +254 (20) 3674 341 / 3674 342
Email : ibar.office@au-ibar.org
Site internet : www.au-ibar.org